Le Monde

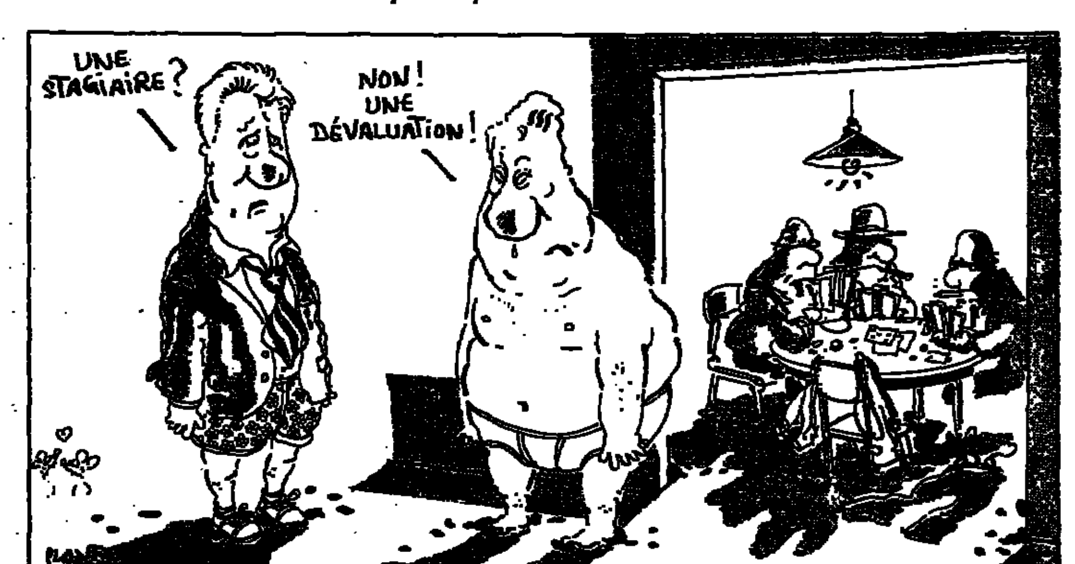
CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16658 – 7,50 F - 1,13 EURO — MARDI 18 AOÛT 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La tourmente financière gagne la Russie

● Dévalué de fait, lundi, le rouble fluctue entre 6 et 9,5 roubles pour un dollar ● La crise pourrait entraîner la faillite du système bancaire ● Le remboursement de la dette extérieure suspendu pour 90 jours ● Les Bourses de Francfort, Paris, Londres et Amsterdam ouvrent en baisse

FACE À UNE CRISE financière sans précédent, la Banque centrale et le gouvernement russes ont procédé, lundi 17 août, à une dévaluation de fait du rouble qui évolue désormais à l'intérieur d'une fourchette comprise entre 6 et 9,5 roubles pour un dollar, soit une baisse potentielle de 50 % environ. En novembre 1997, le gouvernement russe s'était engagé à maintenir le cours moyen du rouble aux environs de 6,2 roubles pour un dollar pour l'ensemble de la période 1998-2000, avec une fluctuation n'excédant pas 15 %.

Les autorités russes ont aussi suspendu pour 90 jours le remboursement de la dette extérieure. Quelques heures avant ces annonces, une mission du Fonds monétaire international était arrivée d'urgence à Moscou dans la nuit, tandis que le président Boris Eltsine, qui s'est entretenu par téléphone avec le président Clinton, interrompt ses vacances pour rentrer rapidement au Kremlin. Selon la radio Echo de Moscou, d'importants remaniements ministériels sont attendus dans la journée de lundi. Une réunion de la Douma est convoquée pour vendredi.



La Bourse de Moscou a ouvert lundi en recul de 3,43 %. Les places occidentales étaient également en baisse sensible, Francfort perdant jusqu'à 3 % et Paris commençant la journée sur une baisse de 1,76 %. Ce nouvel épisode de la crise financière, qui a débuté en Asie il y a plus d'un an, pourrait menacer directement l'Europe, les monnaies est-européennes d'abord, la santé des banques allemandes ensuite. Il pourrait avoir aussi des conséquences sur les « marchés émergents », en Amérique latine notamment.

Lire pages 20 et 13 et nos autres informations p. 12

Terreur en Ulster : la piste de dissidents de l'IRA

LES FORCES DE SÉCURITÉ de Grande-Bretagne et de République d'Irlande étaient mobilisées, lundi 17 août, pour traquer un groupuscule dissident du mouvement républicain, l'« IRA véritable », largement soupçonné d'être l'auteur de l'attentat à la voiture piégée, samedi, à Omagh, en Ulster. Quatorze femmes et neuf enfants figurent parmi les vingt-huit morts ; certains des deux cent vingt blessés étaient jugés dans un état désespéré. Interrompant ses vacances dans le sud-ouest de la France, le premier ministre britannique, Tony Blair, a assuré, dimanche soir à Belfast, qu'il ne fallait pas permettre aux terroristes de saboter le processus de paix en Irlande du Nord. Il avait à ses côtés son collègue de Dublin, Bertie Ahern, qui, dénonçant l'« IRA véritable », a promis sa pleine coopération.

Lire page 2 et notre éditorial page 11

Bill Clinton témoigne

■ Le président des Etats-Unis interrogé en vidéo à la Maison Blanche sur ses relations avec Monica Lewinsky

■ Le grand jury, redoutable chambre d'accusation populaire

■ « Le Monde » raconte la longue traque du juge Starr

■ L'Amérique profonde largement indifférente

Lire pages 4 et 5

L'honneur de Dragan Petrovic, déserteur de la sale guerre du Kosovo

ALAIN POTIGNON

PODGORICA (Monténégro)
de notre envoyé spécial

Le 27 juillet, à l'aube, Dragan Petrovic a dit adieu à sa vie de conscrit de l'armée yougoslave. Il a sauté le mur de l'enceinte militaire de Pec, dans le sud-ouest du Kosovo, s'en est allé les mains dans les poches, est monté dans un autobus et est retourné chez lui, au Monténégro. « *Je n'en pouvais plus* », soupire-t-il.

Le soldat Petrovic est jeune. Il n'a que vingt et un ans, mais il a déjà vu beaucoup de choses. Trop de choses. Son sommeil est aujourd'hui peuplé de cauchemars. Il les chasse en occupant ses nuits à tondre le gazon du jardin familial, à cirer les chaussures de ses sœurs ou à laver la voiture de son père. Sa mère est inquiète mais soulagée. Elle préfère le savoir en train de fouiller dans la remise à outils à 4 heures du matin que l'imaginer sur une ligne de front. « *Quand il est arrivé, il était tellement sale que ses sœurs ont mis deux heures pour éliminer la crasse. Là-bas, en trois mois, il ne s'est lavé entièrement qu'une fois, dans un puits* », raconte Mme Petrovic.

Dragan a été envoyé au Kosovo en mai alors qu'il effectuait son service militaire à Kraljevo, en Serbie. « *Ceux de mon unité qui sont partis là-bas étaient pour la plupart des non-Serbes, des Hongrois de Voïvodine, des Roms* [gitans] *et des Monténégrins. Les Serbes restaient planqués.* » Dragan conduit une ambulance, puis un transporteur de troupes qui tracte un canon. Les villages albanais brûlent les uns après les autres et l'air devient vite irrespirable pour le jeune Petrovic.

Il raconte : « *On encerclait les villages, les unités spéciales entraient, tiraient, chassaient les femmes et les enfants, mettaient le feu et ressortaient avec des frigidaires et des téléviseurs. Ils appelaient ça "faire le marché". Les officiers étaient des dégénérés et des ivrognes qu'il fallait saluer toutes les deux minutes. Celui qui était capable de mettre une balle dans la tête d'un prisonnier avait droit à trente-cinq jours de permission. Ils nous disaient :* "Toi, il te reste cinq mois à faire, tues-en cinq et tu as fini ton service." *Personne n'a pu tirer, sauf un Hongrois, mais il est devenu à moitié fou.* »

La brigade de Dragan se déplace beaucoup. L'UCK, l'Armée de libération du Kosovo, tend des embuscades. Les officiers envoient en première ligne les jeunes recrues terrorisées. « *Un ordre était aussitôt suivi d'un contre-ordre, les gradés n'étaient jamais d'accord sauf lorsqu'ils s'en allaient piller les maisons.* » Les nerfs des soldats sont tendus à l'extrême, on leur prescrit chaque soir des calmants. Dragan les crache. Il comprend que cette guerre n'est pas la sienne et qu'il lui faut fuir avant qu'elle ne le devienne.

Le soldat Petrovic est un déserteur qui ne se cache pas. Le nouveau gouvernement monténégrin, qui a condamné la répression armée menée par Belgrade au Kosovo, a promis de protéger physiquement et juridiquement chacun de ses citoyens ayant fait acte de désobéissance. Aujourd'hui, Dragan Petrovic vaque librement dans la journée et lutte contre ses terreurs nocturnes en se livrant à des travaux ménagers.

Christian Lecomte

Mme Voynet contre le tout-automobile

DANS UN ENTRETIEN au *Monde*, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, estime qu'« *il n'y aura pas de reconquête de la qualité de l'air sans une redéfinition de la place de l'automobile* ». « Homo automobilis *doit redonner sa place à* Homo sapiens », explique la ministre, qui envisage une baisse des seuils d'alerte et des mesures de limitation de la circulation « *dès le niveau 2* ». La pastille verte, qui permettra à 7,7 millions de véhicules peu polluants – un tiers du parc automobile – de circuler en cas de pics de niveau 3, est entrée en vigueur lundi 17 août.

Lire page 8

■ Leur France

Six écrivains étrangers racontent cette semaine ce pays où ils ont choisi de vivre et d'écrire. Premier témoignage : la Canadienne Nancy Huston. p. 10
... et notre grand jeu concours p. 20

■ M. Kabila cherche des alliés

Devant la progression des rebelles, M. Kabila tente d'obtenir le soutien de l'Angola. p. 3

■ La préfectorale modernisée

Le ministre de l'intérieur veut diversifier et ouvrir la carrière des préfets. p. 6

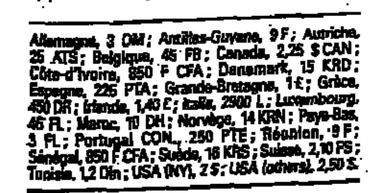
■ Presses d'Europe

Une étude sur la presse des six principaux pays européens met en évidence les faiblesses françaises. p. 13

■ Créer dans la nuit

De 1940 à 1943, le marchand d'art Daniel-Henry Kahnweiler vécut en Limousin. « *Le paradis à l'ombre des fours crématoires* », dira-t-il en évoquant la fraternité qui l'entourait. Une exposition à Eymoutiers. p. 17

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



Y a-t-il un projet Schröder ?

C'EST une petite carte que le Parti social-démocrate (SPD) allemand a tiré à 2 millions d'exemplaires. Au recto, les neuf promesses que le SPD s'engage à tenir, exprimées en termes très généraux : lutter contre le chômage, créer 100 000 emplois-jeunes, relancer la politique des femmes, *combattre la criminalité, renforcer* la justice sociale... Au verso, l'essentiel : une photo du candidat à la chancellerie, Gerhard Schröder. Radieux, il y proclame : « *Je vous donne neuf bonnes raisons de voter SPD. La dixième s'appelle Kohl.* »

L'usure du chancelier, après seize années de règne, c'est le meilleur argument de campagne de M. Schröder, cinquante-quatre ans, donné gagnant par les sondages à six semaines des élections. Lassés du colosse Kohl, les Allemands préfèrent la « belle gueule » de Schröder, ses yeux bleus et sa voix charmante et veulent croire qu'il réduira le chômage qui frappe plus de 4 millions de personnes dans le pays. L'arrivée de M. Schröder, c'est avant tout un changement de ton. Après les sacrifices demandés depuis des années par Helmut Kohl, M. Schröder veut une Allemagne fière, qui va de l'avant. « *Nous voulons que l'Allemagne continue à l'avenir de produire les meilleurs autos du monde* », a fait inscrire dans le programme du SPD le ministre-président de Basse-Saxe, à ce titre membre du conseil de surveillance de Volkswagen, flattant l'automobiliste qui sommeille en chaque Allemand. Sur une affiche du SPD, un levier de vitesse : la cinquième, c'est Schröder ; la marche arrière, c'est Kohl.

Les Allemands ne voteront pas *sur des programmes* ; il importe d'en dire le moins possible, pour éviter de se mettre à dos une partie de l'électorat. Gerhard Schröder en a la conviction. Le candidat social-démocrate soigne avant tout son image sans s'attarder sur le fond des problèmes. Le congrès de printemps du SPD, calibré pour les retransmissions télévisées, ne donne même pas lieu à débat. En juin, M. Schröder rentre par le téléviseur dans les familles allemandes en jouant dans un *soap opera*. Cet été, il publie un recueil de vingt-six lettres envoyées à des Allemands, répondant à des questions de citoyens – un jeune électeur d'extrême droite, un prêtre, le chef de file des Verts ou le patron de Hewlett-Packard Allemagne. Le but, pour M. Schröder, est de montrer qu'il se soucie des problèmes concrets des Allemands, alors que M. Kohl ne penserait qu'aux affaires étrangères.

Arnaud Leparmentier

Lire la suite page 11

Espoir d'or sur 100 mètres



CHRISTINE ARRON

LA SPRINTEUSE française Christine Arron est la favorite du 100 m féminin des championnats d'Europe d'athlétisme qui débutent mardi 18 août à Budapest. Mais le fait de détenir le meilleur temps européen de la saison est « *un avantage qui n'existe pas* », explique celle qui, dès l'école, gagnait « *toutes les courses, même contre les garçons* ».

Lire page 15

TERREUR Réunis dimanche soir 16 août à Belfast, les premiers ministres de Grande-Bretagne et de République d'Irlande, Tony Blair et Bertie Ahern, ont annoncé un renforcement de leur coopération pour retrouver les auteurs de l'attentat à la voiture piégée de samedi en Ulster. ● 28 PERSONNES ont été tuées dans la petite ville d'Omagh, à l'ouest de Belfast, et la plupart d'entre elles ont pu être identifiées. Certains des 220 blessés étaient toujours dans un état jugé très grave. ● À DUBLIN, LONDRES ET BELFAST, les soupçons se portent sur un groupe dissident de l'IRA, l'« IRA véritable ». Le chef de l'aile politique de l'IRA, Gerry Adams, patron du Sinn Fein, a vivement dénoncé l'attentat. ● M. BLAIR a assuré que la terreur ne l'emporterait pas et que le processus de paix entre les deux communautés d'Ulster – catholiques et protestants – devait se poursuivre.

M. Blair jure que le terrorisme ne « sabotera pas » le processus de paix en Ulster

L'attentat d'Omagh, samedi en Irlande du Nord, a tué 28 personnes qui n'ont pu être toutes identifiées. Le premier ministre, Tony Blair, et son homologue de Dublin, Bertie Ahern, annoncent une opération commune pour retrouver les terroristes, qui pourraient appartenir à l'« IRA véritable »

LONDRES
de notre correspondant

« Les sourires perdus » *(Daily Mirror)*, « L'explosion diabolique » *(Daily Mail)*, « Le massacre des Innocents » *(Times)*, « Les victimes du massacre » *(Daily Telegraph)*. Comme l'indiquaient les titres de la presse londonienne, lundi 17 août, l'explosion à la voiture piégée dans le centre commercial d'Omagh, en Irlande du Nord, a profondément bouleversé la Grande-Bretagne.

Résumant le sentiment général après le plus grave attentat qu'ait connu l'Ulster en plus de trente ans de conflit, le *Guardian* écrit : « *Au cours des prochains jours, le processus de paix va devoir survivre à un véritable ouragan... Ils sont morts parce que le nouvel arrangement constitutionnel promet beaucoup.* »

Ayant gagné Belfast après avoir interrompu ses vacances en France, le premier ministre britannique, Tony Blair, en compagnie de son homologue de Dublin, Bertie Ahern, a immédiatement compris le danger. Pas question de céder au chantage des terroristes, a-t-il déclaré dimanche soir : « *Cette bombe avait pour but de détruire l'accord auquel nous sommes parvenus* [celui de Stormont] ; *nous devons* (...) *faire en sorte que ces gens ne l'emportent jamais* (...) » « *On ne va pas les laisser saboter l'avenir* (...), a-t-il ajouté ; *l'avenir appartient à la population d'Irlande du Nord, pas à des criminels et à des psychopathes.* »

Les deux chefs de gouvernement ont juré de tout faire pour retrouver les auteurs de l'attentat. A court terme, le carnage pose une double menace pour les gouvernements britannique et irlandais, coparrains de l'accord de Stormont, conclu le 10 avril et très largement entériné par l'électorat lors des référendums organisés le 22 mai de part et d'autre de la frontière irlandaise.



Menace politique d'abord. « *La bombe n'aurait pas été utilisée si le Sinn Fein-IRA* (l'aile politique de l'IRA) *avait rendu ses explosifs et ses armes* » : le premier ministre du gouvernement local d'Ulster, le protestant modéré David Trimble, d'emblée, a ainsi lié l'attentat à la question de la neutralisation prévue sous les deux ans de l'arsenal de l'Armée républicaine irlandaise, dont la branche politique, le Sinn Fein, a signé l'accord.

L'horreur d'Omagh conjuguée à l'absence de progrès sur ce dossier très sensible déstabilise M. Trimble, encensé il y a quatre mois malgré le score serré du « oui » parmi ses propres partisans. *L'attentat* ne peut que faire l'affaire des « ultras » protestants du révérend Ian Paisley, dont le Parti unioniste démocratique (UDP) a toujours justifié son opposition à l'accord de Stormont par l'absence d'une *clause de désarmement* de l'IRA. Si celle-ci a décrété un cessez-le-feu, elle a conservé ses arsenaux, auxquels pourraient avoir accès certains des groupes dissidents de l'organisation républicaine.

CASSE-TÊTE SÉCURITAIRE

« *Personne ne peut commettre un attentat à la bombe en Irlande du Nord sans détenir le savoir-faire de l'IRA et sans être de connivence avec ses membres* » : revoilà le bouillant pasteur en selle, lui que bon nombre d'observateurs donnaient fini après son échec lors de la consultation référendaire. De l'avis général, la bombe pourrait compliquer la mise en place non seulement de l'Assemblée nord-irlandaise semi-autonome issue des élections de mai, mais aussi des deux autres nouvelles institutions prévues par l'accord du Vendredi Saint : le Conseil ministériel Nord-Sud, donnant un droit de regard à *la République d'Irlande dans les affaires* de l'Ulster, et le Conseil des îles, réunissant les différentes parties du Royaume-Uni et de l'Irlande.

Casse-tête sécuritaire, ensuite. Punir les auteurs, certes. Mais qui, où et comment ? Renforcer les mesures de prévention permettant de démanteler ces organisations paramilitaires républicaines dissidentes *incontrôlables* tout en réformant la *Royal Constabulary*, la police ulstérienne, protestante dans sa majorité, ou en allégeant le dispositif de l'armée britannique comme l'exige le Sinn Fein : tel est le dilemme auxquels sont confrontés Londres et Dublin.

Par ailleurs, le programme de libération de détenus des deux camps, condamnés pour faits de terrorisme et qui se sont engagés à abandonner la violence, est à nouveau sur la sellette. « *Nous sommes convenus que nos deux gouvernements vont travailler de concert et faire tout ce qui est possible pour pourchasser les responsables de cette atrocité* » : comme l'a indiqué Tony Blair à l'issue de sa rencontre dimanche soir avec Bertie Ahern, les deux premiers ministres ont décrété une sorte de mobilisation générale pour sauver la longue marche de la paix.

La coopération accrue entre les deux pays – symbolisée par la rencontre prévue ce lundi entre les chefs du *RUC* et *de La Garda*, la police du Sud – vise à renforcer la délicate position de M. Trimble face aux protestants hostiles à toute atteinte au *statu quo*. « *La rapidité et la fermeté de la réaction anglo-irlandaise donnent des gages aux leaders modérés protestants face à leurs faucons. L'urgence est de renforcer Trimble face à Paisley* », estime Brendan O'Duffy, professeur de politique irlandaise à l'université de Londres.

Premier facteur d'optimisme : l'acte terroriste d'Omagh, qui a frappé aveuglément catholiques et protestants, ne peut que rapprocher le premier ministre protestant d'Ulster de son adjoint catholique afin de permettre le succès de la nouvelle assemblée régionale qui doit entrer en fonctions le mois prochain. Ensuite, pour la première fois, le président du Sinn Fein, Gerry Adams, a condamné « *sans réserve* » un attentat du camp républicain alors qu'il s'était, dans le passé, contenté de regretter la perte de vies humaines. Ce désaveu officiel par M. Adams des *dissidents de l'IRA constitue un signe* positif. Cette réaction a été jugée sincère de la part d'un homme considéré comme un ancien responsable de l'IRA-provisoire, qui a réussi à sortir son organisation de l'isolement en amorçant le dialogue avec John Hume, *le dirigeant* du parti catholique modéré SDLP.

Enfin, les extrémistes loyalistes, qui avaient annoncé le 8 août la fin de leurs actions violentes, semblent avoir décidé de maintenir le cessez-le-feu observé depuis 1995. C'est ce *qui ressort de la réunion, au lendemain* de l'incident du Conseil suprême des groupes armés protestants, qui aurait décidé, pour l'instant du moins, de ne pas reprendre les assassinats sectaires de catholiques en représailles des agissements de l'IRA.

Marc Roche

Les grandes étapes de la paix

Le 10 avril, jour de Vendredi saint, est signé sous la triple pression du premier ministre britannique, Tony Blair, de son collègue irlandais Bertie Ahern, et de Bill Clinton, l'accord dit de Stormont (du nom d'un château abritant l'assemblée locale à Belfast). Il instaure un gouvernement de la province, réunissant catholiques et protestants, une assemblée locale et des organes de gestion commune avec Dublin pour certaines questions. Il pose le principe qu'il ne saurait y avoir de changement quant au statut de l'Ulster sans qu'une majorité de la population y consente. La République abroge une clause de sa Constitution sur la réunification de l'île.

Le 22 mai, par référendum, les populations de la République et de la province approuvent, largement, les accords de Stormont.

***Le 25 juin*, est élue l'Assemblée d'Irlande du Nord. *Le 1er juillet*, le protestant modéré David Trimble est nommé premier ministre ; son adjoint, le vice-premier ministre, est le catholique Seamus Mallon.**

A 15 h 10, au centre commercial, l'explosion puis la dévastation

MÊME si elles se refusent encore à en révéler l'identité, les polices britannique et irlandaise connaissent son nom et ce qui fut sans doute l'une de ses dernières adresses. Il est aujourd'hui activement recherché par toutes les forces de sécurité que Londres et Dublin ont pu mobiliser. La traque vise le nord (l'Ulster, toujours sous souveraineté britannique) et le sud de l'île, la République d'Irlande, mais plus particulièrement la région frontalière entre les deux. Ce mystérieux personnage fut l'ancien « artificier » en chef de l'IRA (l'Armée républicaine irlandaise, branche armée du Sinn Fein, qui lutte pour la réunification de l'île) et il est, de l'aveu même de la police, le suspect numéro *un dans* l'attentat à la voiture piégée qui, samedi 15 août en début d'après-midi, a semé le carnage dans la petite ville d'Omagh, en Irlande du Nord, à quelque 80 km à l'ouest de Belfast. Le dernier bilan de la tuerie faisait état de 28 morts – dont plusieurs enfants – et 220 blessés.

RÉCIT

« Nous avons passé une partie de notre vie à enterrer nos morts. Je doute que ce soit la dernière fois »

« L'artificier » a dénoncé les accords de paix de Stormont, d'avril dernier, il rejette *le cessez-le-feu décrété* par l'IRA et a provoqué une scission dans le mouvement républicain pour créer le groupuscule dit « IRA-véritable ». Pour le chef de la police d'Ulster, Ronnie Flanagan, comme pour le premier ministre irlandais, Bertie Ahern, pas de doute : l'« IRA-véritable » est à l'origine de l'attentat. « *L'artificier* » serait un homme d'affaires d'Ulster, mais réfugié en République, dans le comté de Lough. Le 1er août, l'« IRA-véritable » a revendiqué un attentat perpétré le même jour dans la ville nord-irlandaise de Banbridge, qui a fait 35 blessés. Comme à Omagh, une voiture piégée avec 225 kilos d'explosifs avait été placée dans une zone commerciale et la déflagration avait été précédée d'un appel anonyme. Elle a fait 35 blessés et des dégâts énormes.

Seulement à Omagh, paisible petite ville de 20 000 habitants où catholiques et protestants cohabitaient en relative bonne entente, le coup de téléphone anonyme à un media local aurait été volontairement trompeur – pour faire le plus de morts possibles. Il aurait annoncé l'explosion d'une bombe dans les 40 minutes alentour le palais de justice, que la police a donc fait évacuer vers *un centre commercial à quelque* 300 mètres plus loin.

« DES CORPS DÉCHIQUETÉS »

Et la voiture piégée – une Vauxhall Cavalier marron volée en République d'Irlande – a sauté juste le long du centre commercial, *libérant 250 kilos d'explosifs* sur la foule des passants, et notamment sur ceux que la police avait déplacés. Certaines informations de presse ont laissé entendre que le messager anonyme aurait pu être mal compris. La police, elle, accuse les poseurs de bombe d'avoir tout fait pour provoquer un carnage, attirant le maximum de personnes dans un piège mortel.

Il était 15 h 10 locales (14 h 10 GMT) quand la voiture a explosé. C'est l'heure de plus grande affluence au centre commercial, le moment où les familles font les courses avec leurs enfants. La déflagration a été tonitruante. Elle a dévasté toute la rue. La puissance du souffle et les projections de métal ont semé la mort sur des dizaines de mètres. La plupart des cadavres étaient défigurés et, lundi matin, seuls vingt-six avaient été identifiés : quatorze femmes, trois fillettes, quatre garçons *(dont deux écoliers espagnols en stage de* langue en Ulster) et cinq hommes. Nombre de blessés sont atrocement mutilés. Une vidéo amateur tournée juste après l'explosion, puis diffusée par la télévision, montre des centaines de personnes, certaines couvertes de sang, titubant, hébétées, silencieuses dans la rue ravagée par l'explosion. Ça et là d'immenses flaques de sang, plus une vitre, des pans de murs noircis, une chaussée jonchée de corps démembrés, de blessés gémissants et de gravats encore fumants.

« *Des scènes de dévastation, de dévastation pure, des corps déchiquetés, ce que j'ai vu, je ne veux plus revoir, jamais* », a dit un témoin. « *J'ai vu un enfant de deux ans, le corps totalement noirci, de la fumée s'échappait de lui ; il y avait une main sur la route, il y avait un homme allongé, la jambe arrachée* », a-t-il poursuivi. « *Je ne comprends pas comment des êtres humains peuvent faire ça, j'ai vu au moins douze ou quinze morts, des jeunes filles, des adolescents, j'ai vu un prêtre amputé des deux jambes, une jeune femme enceinte de dix-sept ans à peine, que peut-on dire, que peut-on répondre* », s'interrogeait un commerçant.

Le soir, des dizaines de parents en état de choc étaient aux portes des hôpitaux, attendant les résultats des identifications pour « *savoir* ». Les bus de la ville avaient été réquisitionnés pour faire la navette vers les hôpitaux ; médecins et infirmiers de toute la région ont été mobilisés. Il faut remonter à *août 1979 pour trouver un attentat* d'une ampleur comparable en Irlande du Nord : 18 soldats avaient alors péri dans l'explosion d'une bombe déposée par l'IRA. Cité par l'AFP, David Graham, trente-cinq ans, venu apprendre la mort d'un ami, disait le traumatisme et toute la détresse de l'Ulster : « *Nous avons vu des morts et nous avons vu des gens mourir* (...) *nous avons passé la majeure partie de notre vie à enterrer nos morts. Et je doute sérieusement que ce soit la dernière fois.* »

Service International avec AFP et Reuters

Les principaux attentats

L'attentat à la voiture piégée à Omagh est l'un des plus meurtriers commis en Irlande du Nord en trente ans de troubles.

● **4 décembre 1971** : une bombe des extrémistes protestants de l'UVF (Ulster Volunteer Force) au McGurk's Bar à Belfast fait 15 morts.

● **21 juillet 1972** est le « *Bloody Friday* » (vendredi sanglant) : 22 bombes de l'IRA explosent à Belfast, 9 morts.

● **Novembre 1974** : 21 personnes sont tuées par deux bombes de l'IRA à Birmingham.

● **2 octobre 1975** : une série d'attaques de l'UVF fait 12 morts.

● **17 février 1978** : 12 morts dans l'incendie d'un hôtel, près de Belfast, détruit par les bombes de l'IRA.

● **27 août 1979** : 18 soldats tués à Warrenpoint par une bombe de l'IRA, qui frappe pour la première fois la famille royale en la personne de Lord Mountbatten, *arrière-petit-fils de la reine Victoria*, tué par une bombe. L'explosion tue aussi son petit-fils Nicholas Brabourne, 14 ans.

● **6 décembre 1982** : 17 morts, dont 11 soldats, dans un attentat de l'INLA (Armée nationale de libération irlandaise) à Ballykelly.

● **8 novembre 1987** : 11 civils tués par une bombe de l'IRA à Enniskillen.

● **10 avril 1992** : une bombe de l'IRA dans la City fait 3 morts. En avril 1993, une autre bombe de l'IRA dans la City fait 1 mort.

● **23 octobre 1993** : une bombe de l'IRA fait 10 morts et 56 blessés à Belfast.

● **30 octobre 1993** : 7 morts dans un *bar fréquenté par des catholiques et* des protestants, à Greysteel, près de Londonderry. Revendiqué par l'UFF.

● **9 février 1996** : l'IRA rompt son cessez-le-feu par un attentat dans les Docklands, à Londres, 2 morts.

● **24 juin 1998** : explosion d'une *voiture dans le sud de l'Ulster*, 2 blessés.

● **1er août 1998** : un attentat à la bombe dans la ville de Banbridge, à 40 km au sud-ouest de Belfast, fait 35 blessés légers. Il est revendiqué par l'« IRA véritable ». – *(AFP)*

Trois dissidences du mouvement républicain

Trois groupes dissidents de l'Armée républicaine irlandaise continuent à poursuivre en Ulster la « lutte armée » pour l'unification de l'Irlande, prenant le relais de l'IRA, qui a officiellement décrété un cessez-le-feu depuis le 20 juillet 1997.

– **L'« IRA véritable »** est la plus *récente, la mieux armée*, selon la police, et la plus active ces derniers mois. Elle avait fait la démonstration de sa capacité de nuisance en revendiquant un attentat à la *voiture piégée à Banbridge* (sud-ouest de Belfast) le 1er août dernier. La bombe, de quelque 225 kilos, avait fait 35 blessés et de gros dégâts. « L'IRA véritable » s'était manifestée par un attentat pour la première fois le 10 mai en signant une *attaque au mortier*, se *présentant* sous le nom de « *Oglaigh na hEireann* », le nom gaélique de l'Armée républicaine irlandaise. Le groupe opérait en fait anonymement depuis octobre 1997 dans la mouvance du Comité des 32 (une *référence aux* 32 comtés d'Irlande), une scission du Sinn Fein (l'aile politique de l'IRA) dirigée par Bernadette Sands, la sœur du gréviste de la faim Bobby Sands, décédé en 1981.

L'« IDÉAL » ABANDONNÉ

L'« IRA véritable » a dénoncé comme une « *trahison totale de la cause de l'autodétermination de l'Irlande* » la décision du Sinn Fein de siéger à l'Assemblée autonome d'Irlande du Nord. Le groupe compterait un peu plus de 50 membres, des déçus du cessez-le-feu de l'IRA. Il aurait reconstitué une hiérarchie militaire et serait dirigé par un ancien artificier de l'IRA. Il posséderait la maîtrise des explosifs les plus sophistiqués et des capacités logistiques inquiétantes à l'extérieur du territoire irlandais, comme l'avait laissé craindre l'arrestation de quatre personnes soupçonnées de préparer une campagne de grande ampleur à Londres.

La police d'Ulster a attribué à l'« IRA véritable » plusieurs tentatives d'attentat à la bombe ces derniers mois, notamment : un engin explosif de 675 kilos, découvert le 22 mars à Dundalk, une petite ville *irlandaise proche de la frontière* ; une autre bombe de 445 kilos prête à l'emploi, interceptée le 2 avril alors qu'elle était en partance pour la Grande-Bretagne ; et une bombe *de 250 kilos désamorcée le 13 juillet* à Newry, à quelques kilomètres au sud de Banbridge.

– **L'INLA**, l'Armée de libération nationale irlandaise, créée en 1975, est la plus ancienne des trois dissidences de l'IRA officiellement en activité. Elle a revendiqué de nombreuses actions spectaculaires, dont un carnage commis en 1982 à Ballykelly, au cours duquel 17 personnes, dont 11 soldats, avaient été tuées. *Le 27* décembre dernier, en pleine prison du Maze, le plus grand pénitencier de terroristes d'Europe, elle avait assassiné le leader de la milice protestante loyaliste LVF, déclenchant une vendetta entre les deux communautés qui a fait une vingtaine de morts en deux mois. Depuis sa création, l'INLA, qui compterait une cinquantaine de membres actifs, a toujours été bien armée.

Le 21 juillet 1997, au lendemain du cessez-le-feu décrété par l'IRA, l'INLA avait condamné cet abandon de « *l'idéal d'une Irlande unie* ». Mais elle n'a plus revendiqué d'actions depuis plusieurs mois. Elle serait actuellement en négociations avec le gouvernement britannique en vue d'un cessez-le-feu qui ouvrirait la voie à la libération anticipée de ses prisonniers, selon des sources gouvernementales.

– **Le CIRA** (IRA de la continuité) s'est signalé par une douzaine d'attentats ou de tentatives d'attentats, dont l'explosion de deux bombes de forte puissance en septembre dernier contre un commissariat de *police à Markethill*, et *en janvier* à Enniskillen (ouest), qui avaient fait de gros dégâts. Mais depuis février, le groupe, qui compterait quelques dizaines d'activistes, ne s'est plus manifesté. – *(AFP)*

هكذا من الاصل

M. Kabila tente d'obtenir l'appui de l'Angola pour enrayer la progression des rebelles

Les insurgés se dotent d'une nouvelle direction politique

Les rebelles congolais ne seraient plus qu'à 250 kilomètres de Kinshasa. De violents affrontements auraient eu lieu, dimanche 16 août, à Songololo, sur la route qui relie le port de Matadi à la capitale, où les évacuations d'étrangers se poursuivent difficilement. Afin de trouver des soutiens internationaux, M. Kabila s'est rendu à Luanda, où il a rencontré ses homologues angolais et namibiens.

LES TROUPES fidèles au président congolais Laurent-Désiré Kabila se seraient regroupées entre le port de Matadi et Kinshasa et se battraient aux niveau de Songololo, à 250 kilomètres au sud-ouest de la capitale. La rébellion a reconnu, dimanche 16 août, qu'elle se heurtait à des *« poches de résistance »*. Mais le commandant Dieudonné Kabengelele, qui commande les insurgés qui occupent le barrage hydroélectrique d'Inga, a affirmé que ses hommes devraient *« être à Kinshasa d'ici une semaine »*.

Pour la première fois, un journaliste a pu constater que la centrale d'Inga était effectivement sous le contrôle des rebelles. Les installations fournissent de l'éctricité non seulement à Kinshasa, mais aussi aux mines de cuivre et de cobalt du Katanga. Le courant à destination de la capitale a été rétabli parce qu'*« il n'est pas question de pénaliser la population de Kinshasa* [...], *c'est aussi sa guerre »*, a déclaré un autre officier rebelle. En revanche, l'oléoduc reliant Matadi à Kinshasa aurait été fermé.

A l'est du Congo, les insurgés ont affirmé avoir progressé en direction de Kisangani, prenant le contrôle de Tingi-Tingi – site d'un immense camp de réfugiés rwandais lors de la précédente guerre civile – à 150 kilomètres à l'est de la ville, et vers le Katanga en s'emparant de Fizi, dans la province du Maniema.

Face à la dégradation de la situation militaire, Laurent-Désiré Kabila a multiplié les déplacements au cours du week-end. Il s'est d'abord rendu à Lubumbashi, capitale du Katanga, où il a tenu un conseil des ministres partiel, qui n'a réuni que quatre de ses proches. Le reste du gouvernement est resté à Kinshasa officiellement *« pour ne pas donner l'impression que nous avons tous fui Kinshasa »*, a expliqué le ministre de la santé.

« SITUATION CRITIQUE »

Avant de regagner la capitale, dans la soirée de dimanche, M. Kabila s'est rendu à Luanda, où il a rencontré les chefs d'Etat angolais et namibien, José Eduardo Dos Santos et Sam Nujoma. Mais le président congolais n'a pas obtenu le soutien formel des deux présidents. Un communiqué publié à l'issue de la réunion évoquait simplement *« la situation critique en RDC »* et annonçait la tenue, lundi à Harare, d'une réunion des ministres de la défense de la République démocratique du Congo, de l'Angola, de Namibie et du Zimbabwe.

Par ailleurs, la rébellion a affirmé que M. Kabila avait reçu un important chargement d'armes en provenance de ce dernier pays. Selon le commandant Ondekane, qui dirige l'insurrection dans l'Est, un avion Ilyouchine venant de Harare s'est posé à Lubumbashi. Les rebelles affirment également que Kinshasa négocie actuellement avec Cuba afin d'obtenir la livraison de chasseurs Mig.

ATTAQUES CONTRE LA PRESSE

A son retour dans la capitale congolaise, M. Kabila s'est à nouveau livré à de violentes attaques contre les pays occidentaux, s'en prenant particulièrement à la presse. *« Elle n'a jamais été en faveur du président Kabila, tout simplement parce que je ne représente pas les intérêts qui sont les leurs. »*

Dans la journée, des officiels et les médias d'Etat s'en étaient également pris aux étrangers qui quittent le Congo. *« Je ne vois pas pourquoi ils partiraient en masse vers des pays où règne la canicule, alors qu'ici le temps est beau, la chaleur est douce, les arbres sont verts et les oiseaux chantent tous les matins »*, a ironisé Abdoulayer Yerodia, directeur de cabinet de M. Kabila, alors que la télévision d'Etat commentait : *« C'est dans le malheur que l'on voit ses vrais amis. Nous espérons qu'ils ne reviendront pas. »*

Les contours politiques de la rébellion restent toujours aussi difficiles à définir. Deux semaines après son déclenchement, le mouvement s'est doté d'un nom – le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) – et d'une espèce de contre-gouvernement de sept membres, baptisé comité directeur.

La présidence du mouvement a été confiée à un professeur d'histoire, M. Wamba dia Wamba, et le département des relations extérieures à Bizima Karaha, l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Kabila, dont la défection avait marqué le début de la rébellion. Le porte-parole du RCD, Etienne Ngangura, a affirmé que le mouvement voulait *« rassembler tous les Congolais, toutes les forces politiques qui luttent contre la dictature. Le principe majeur du RCD est l'ouverture à toutes les forces vives du pays et une direction collégiale pour éviter que n'émerge une autre dictature »*.

L'élément le plus remarquable de la composition de cette nouvelle instance est l'absence du professeur Arthur Zahidi N'Goma, l'opposant au maréchal Mobutu qui avait été officiellement porté à la tête du mouvement le 5 août et dont l'on est sans nouvelles depuis. – *(AFP, AP, Reuters.)*

Les Français fuient Kinshasa devant l'hostilité manifeste de la population et des autorités congolaises

BRAZZAVILLE
de notre envoyé spécial

Il est onze heures, ce dimanche 16 août, sur l'aéroport de Maya-Maya à Brazzaville. Après avoir traversé le fleuve Congo la veille, les derniers ressortissants étrangers évacués de Kinshasa s'engouffrent dans les avions militaires français stationnés en bout de piste. Direction Libreville, à deux heures de vol.

REPORTAGE

« Le sentiment antifrançais est très fort ; les slogans, la radio, la télé, tout l'entretient »

Au milieu de la nuit, 169 personnes avaient déjà embarqué dans un Airbus d'Air France, spécialement affrété pour les ramener directement sur Paris. En tout, ils sont environ 260 à avoir été rapatriés, fuyant la République démocratique du Congo. Des Français, mais aussi d'autres Européens, des Africains, des Asiatiques. En tout, une dizaine de nationalités sont représentées parmi ces passagers d'un genre particulier qui piétinent sur le tarmac, les bras encombrés d'enfants et de bagages.

Autour d'eux, des soldats du 3[e] RPIMA, venus de Libreville, veillent au bon déroulement de l'opération. Bérets rouges sur la tête et fusils automatiques Famas en bandoulière, ils sont 300 à avoir pris position à Brazzaville, la capitale congolaise située juste en face de Kinshasa, sur l'autre rive du fleuve Congo. Officiellement, leur mission se limite pour l'instant à assurer la logistique et la sécurité du rapatriement côté Congo-Brazzaville.

« L'accord des autorités pour organiser l'opération côté Kinshasa n'a déjà pas été facile à obtenir. Il n'était pas question d'avoir la moindre présence militaire française là-bas », affirme Hervé Bollot, l'ambassadeur de France à Brazzaville, affairé à coordonner l'opération, un talkie-walkie à la main.

Le nombre important de militaire mobilisés et leur équipement (il comprend des blindés légers de transport) laissent penser que si le besoin s'en faisait sentir, les soldats français seraient prêts à intervenir à Kinshasa pour porter secours à leurs compatriotes et aux autres étrangers encore présents là-bas si la situation sécuritaire se dégradait brusquement dans la capitale de la RDC.

« DES MOMENTS DE FRAYEUR »

Londres semble également envisager cette hypothèse : une cinquantaine de militaires britanniques sont arrivé dimanche matin à Maya-Maya. Ce groupe, appartenant aux commandos de la Royal Navy, n'a pas participé à l'opération de rapatriement des Français menée durant ce week-end. Débarqués avec leurs bardas et une quantité importante d'eau potable, ils s'apprêtaient, dimanche matin, à s'installer en position d'attente près de l'aéroport.

La situation très confuse sur le plan militaire et le sentiment antifrançais qui ne fait qu'augmenter à Kinshasa (alimenté notamment par la sympathie supposée de la France à l'égard de la rébellion contre M. Kabila) contribuent sans doute à n'exclure aucune hypothèse. Les Français évacués samedi et dimanche – sur la base du volontariat – expliquaient d'ailleurs souvent leur choix de quitter le pays par l'hostilité de la population à l'égard de la France.

CHASSE AUX TUTSIS

« Ce sentiment est très fort et les gens ne le cachent pas. Les slogans antifrançais dans la rue, la radio, la télé, tout l'entretient », explique Albert, un Français originaire de l'ex-Zaïre qui était en mission de travail à Kinshasa. *« La situation est calme dans la ville. Mais on ne se sentait pas tranquilles et au débarcadère de Kinshasa, les militaires étaient vraiment très hostiles. Là, on a eu des moments de frayeur »*, raconte Colette, qui déballe la ration de survie distribuée par les militaires français, les mains encore tremblantes.

Regroupés au centre culturel français de Brazzaville, avant d'être transportés en bus vers l'aéroport, les Français évacués de Kinshasa affirmaient avoir été également choqués par la chasse aux Tutsis et aux Rwandais qui règne dans la capitale de la RDC. *« Le simple fait d'être Rwandais ou d'être l'ami d'un Rwandais suffit pour être persécuté »*, affirme Corinne, une Française qui a laissé derrière elle son mari, directeur d'une usine de cosmétiques à Kinshasa. *« La violence et la précarité font malheureusement partie du quotidien dans ce pays, c'est comme ça »*.

Frédéric Chambon

Attentats anti-américains : un suspect arrêté à Islamabad

WASHINGTON. Après les attentats de Nairobi et de Dar es-Salaam, les Etats-Unis ont lancé, dimanche 16 août, à l'adresse de leurs ressortissants vivant à l'étranger, ou en déplacement, un appel les mettant en garde contre le terrorisme. Dans une mise en garde consacrée au Pakistan – où le personnel non essentiel de l'ambassade a été réduit – le département d'Etat invite les citoyens américains à *« envisager sérieusement leur départ »*. Islamabad a confirmé dimanche l'arrestation à Karachi, le 7 août, c'est-à-dire le jour des deux attentats anti-américains, d'un suspect, Mohamad Sadiq Howaida, de nationalité kényane, qui serait lié au millionnaire islamiste Oussama Ben Laden, tenu pour le principal commanditaire possible des deux attentats, d'après l'hebdomadaire américain *Newsweek*. Les enquêteurs américains à Nairobi, indique d'autre part l'hebdomadaire, ont mis la main sur un vilebrequin en acier qui serait celui du camion piégé, et qui porte le numéro de série ou numéro d'identification du véhicule. – *(AFP.)*

Chine : le champ pétrolifère de Daqing partiellement fermé par les inondations

PÉKIN. Les sauveteurs s'activaient, lundi 17 août, à édifier une digue de secours pour protéger le grand champ pétrolifère de Daqing, dans le nord-est de la Chine, alors que les inondations gagnaient du terrain. Les ruptures de digues ont contraint les autorités du champ à fermer plus de 500 puits sur les 19 000 en activité. Plus de 1 200 puits sont inondés. Les inondations menacent désormais également la ville de Daqing elle-même, qui compte 2,4 millions d'habitants. La situation continuait par ailleurs à s'aggraver dans le moyen bassin du Yang-tseu, en amont de Wuhan. Un nouveau pic de crue a fait monter le fleuve à la cote record de 45,22 mètres à Shashi, en bordure de la zone de débordement de Jiangjiang. – *(AFP.)*

Le gouvernement togolais repousse une attaque terroriste

LOMÉ. Des éléments armés venus du Ghana ont attaqué, dimanche 16 août, deux postes militaires togolais, dont l'un situé dans la capitale, à la frontière entre les deux pays. Des tirs d'armes automatiques ont été entendus pendant deux heures, avant que les autorités n'annoncent l'arrestation de *« terroristes »*. Selon le gouvernement, il n'y a eu aucune victime *« ni militaire, ni civile »*. Contrairement à ce qui s'était produit par le passé, lors d'événements similaires, le Ghana a collaboré avec le Togo pour mettre fin à ces incidents.

Du Ghana, où il réside, Gilchrist Olympio, le principal opposant au président togolais Gnassingbé Eyadéma, a dénoncé une *« manigance »* du pouvoir. M. Olympio était en tête du premier tour de l'élection présidentielle de juin, avant que le ministère de l'intérieur ne prenne en main les opérations de dépouillement et proclame la victoire de M. Eyadéma. Au cours des incidents de dimanche, les domiciles de trois responsables de la formation de l'opposant ont été incendiés. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **CHINE : des séparatistes musulmans du Xinjiang**, dans le nord-ouest de la Chine, ont mené, lundi 10 août, trois actions violentes, dans la ville de Kashgar, près de la frontière du Kazakhstan, qui ont coûté la vie à au moins huit policiers chinois, a affirmé, samedi, une organisation d'opposition basée à Hongkong. – *(AFP.)*

■ **BIRMANIE : Aung San Suu Kyi**, chef de l'opposition birmane, était toujours immobilisée, lundi 17 août, pour la sixième journée consécutive à hauteur du pont où elle avait déjà été bloquée par la junte militaire en juillet, à 25 kilomètres de la capitale. C'est la quatrième fois en un mois que M[me] Suu Kyi tente de rendre visite à ses partisans en province. – *(AFP.)*

CORRESPONDANCE

Une lettre du prince Jeffri Bolkiah, frère du sultan de Bruneï

A la suite de la parution, dans nos éditions datées 9-10 août, de l'article intitulé « Le Shelltanat de Bruneï connaît ses premiers déboires », nous avons reçu du prince Muda Haji Jeffri Bolkiah, frère du sultan Muda Hassanal Bolkiah, une lettre dont nous publions l'extrait suivant :

Je ne suis pas « en fuite » mais me déplace librement en Asie, en Europe et aux Etats-Unis afin de gérer les nombreux intérêts de ma famille. Ces intérêts ne se sont pas effondrés sous les dettes. A l'intérieur de Bruneï, Amedeo était un groupe riche et rentable jusqu'à ce que ses actifs soient confisqués par des forces conservatrices au sein du gouvernement. A l'extérieur de Bruneï, là où existent des systèmes légaux respectés et stables, les intérêts de ma famille en Asie, en Europe et aux Etats-Unis sont en parfaite santé. La réalité des événements de Bruneï est celle d'une lutte de pouvoir entre différentes tendances allant d'une attitude ouverte, moderne et pro-occidentale, que je représente, à la faction de ceux qui veulent un régime religieux conservateur.

Autour de Khartoum, des milliers de familles survivent dans un dénuement extrême

Chassés par la guerre et la sécheresse, trois millions de réfugiés s'entassent dans des camps près de la capitale soudanaise

KHARTOUM
de notre envoyée spéciale

Le camp d'El Salam est situé à 25 kilomètres à l'ouest de Khartoum, en plein désert. C'est l'un des quatre camps officiels de réfugiés qui entourent la capitale. D'une superficie de 35 kilomètres carrés, El Salam accueille seize mille familles de six membres en moyenne, selon le gouvernement, soit près de cent mille personnes, dont des milliers d'enfants. Fuyant, depuis le début des années 90, les régions troublées du Sud, ces populations vivent dans un état d'extrême précarité, les plus chanceuses ayant pu, au fil des ans, se construire un abri de terre cuite.

REPORTAGE

Déracinées, ces populations dépendent entièrement de l'aide humanitaire

Les derniers arrivants s'entassent comme ils peuvent dans des cabanes de bambou recouvertes d'oripeaux de toute sorte. Les premières vagues ont eu lieu en 1992, à la suite de la prise par le gouvernement de plusieurs villes du Sud, et en raison de la sécheresse qui sévissait alors dans ces régions. Depuis, les déplacés sont arrivés régulièrement, laissant tout derrière eux, sans moyens de subsistance.

MALNUTRITION

Les combats du Bahr el-Ghazal, en début d'année, ont provoqué une nouvelle vague de réfugiés. Chrétiens ou animistes pour la plupart, ils préfèrent migrer vers un Nord hostile et musulman, tant la situation est dramatique au Sud. Près de trois millions de personnes, soit la moitié de la population du Soudan du Sud, sont venues s'agglomérer autour de Khartoum.

Pendant quatre ans, aucune aide alimentaire n'est venue soulager leurs souffrances, la communauté internationale ayant décrété un embargo à l'égard du Soudan. Ce dénuement total a provoqué des situations de malnutrition graves, et, comme dans le Sud, les maladies pullulent. Les déplacés ont peu d'espoir, en dépit du retour de quelques organisations non gouvernementales qui délivrent des soins aux plus fragiles. La nourriture de base manque.

Près de 95 % de ces populations de déplacés vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Tout manque : l'eau potable, les médicaments, l'hygiène élémentaire, sans parler de l'éducation des enfants qui, dès leur plus jeune âge, sont envoyés « en ville » pour y trouver de petits travaux de fortune afin de nourrir la famille. A El Salam, ceux qui sont arrivés les premiers travaillent dans le bâtiment – sauf pendant la saison des pluies –, ou comme manutentionnaires sur le grand marché, à 3 kilomètres de là. Ils s'y rendent accrochés par grappes à des autobus-camions bondés qui font la liaison avec le camp. Mais la plupart, surtout les nouveaux venus, ne parviennent pas à surmonter le changement d'environnement total qu'ils subissent.

CEINTURE EXPLOSIVE

Majoritairement issus des tribus du Nil – Dinkas, Nuers et Shilouks – ainsi que des tribus des monts Nouba, ils étaient bergers nomades, fermiers ou pêcheurs. Coupés de leurs racines et de leurs mécanismes traditionnels de survie, plongés dans un environnement urbain et désertique, ils dépendent presque exclusivement de l'aide humanitaire, qui a repris au compte-goutte, faute de moyens. En conséquence, de plus en plus de femmes se livrent à la prostitution en ville. Et cette activité, interdite par la législation soudanaise, entraîne de nombreuses arrestations, qui privent la maisonnée de sa seule source de revenus.

Pour les organisations humanitaires, ces millions de déplacés ne retourneront jamais dans le Sud. Ils forment, autour de Khartoum, une ceinture qui pourrait devenir un jour explosive. Les enfants et les adolescents en haillons, qui ne sont évidemment pas scolarisés, sont livrés à eux-mêmes. Dans les camps officiels comme dans les corolles de squatters qui viennent s'y agglutiner, les déplacés luttent pour leur survie quotidienne, sans qu'aucun signe laisse présager la moindre amélioration dans les années qui viennent.

Babette Stern

M. Clinton s'explique devant un grand jury sur sa relation avec Mlle Lewinsky

Le chef de l'exécutif américain fait face à l'un des moments les plus difficiles de son mandat. Il devait répondre, lundi 17 août, grâce à un circuit vidéo depuis la Maison Blanche, aux questions d'une chambre populaire de mise en accusation

Le président américain Bill Clinton devait s'expliquer à son tour, sous serment, lundi 17 août, devant les vingt-trois membres, sélectionnés au hasard, d'un grand jury (chambre de mise en accusation populaire) sur l'exacte teneur de ses relations avec Monica Lewinsky, l'ancienne jeune stagiaire de la Maison Blanche, avec qui il est accusé d'avoir entretenu des *« rapports sexuels ». C'est le premier président des* Etats-Unis jamais interrogé comme suspect dans une enquête criminelle, avec le risque qu'un faux pas mène à une procédure de destitution par le Congrès. La comparution devait commencer vers 13 heures locales (20 heures en France) et se dérouler selon des modalités minutieusement négociées entre la présidence et le procureur indépendant Kenneth Starr, le chef de la Maison Blanche répondant par l'intermédiaire d'un circuit vidéo fermé. Son avocat personnel, David Kendall, a déclaré à la chaîne de télévision CNN que *« la vérité est la vérité, un point c'est tout. Et c'est ainsi que le président témoignera ».*

NEW YORK
de notre correspondante

Au cours d'un one-man-show il y a dix jours, l'un des comédiens les plus populaires des Etats-Unis, Jerry Seinfeld, se vit réclamer par un spectateur *« une blague sur Clinton ». « Tout le monde ment sur ses activités sexuelles*, rétorqua Jerry Seinfeld en déclinant, *s'il n'y avait pas de mensonge, il n'y aurait pas de sexe. »*

Volontairement ou pas, Jerry Seinfeld a ainsi illustré tout le fossé qui sépare l'opinion publique américaine du procureur Kenneth Starr depuis sept mois. Pour Kenneth Starr, en juriste pur et dur, un crime est un crime, un mensonge est un mensonge – quel que soit son objet. Pour la majorité des Américains, *en revanche, il y a mensonge* et mensonge. Il y a les mensonges formulés dans l'exercice de fonctions officielles et il y a les mensonges qui ont trait à la vie privée, et ces deux catégories ne sauraient être mises dans le même panier. *« Lorsque l'on ment à propos du golfe de Tonkin*, fait valoir l'historienne Doris Kearns-Goodwin, *on envoie à la mort des dizaines de milliers de jeunes gens. C'est autrement sérieux que de mentir sur la question de savoir si l'on a eu des relations sexuelles ou non avec Monica Lewinsky. Je crois que nous avons perdu le sens des proportions. »*

Avec une remarquable constance depuis que l'affaire Lewinsky a éclaté, le 21 janvier, les sondages montrent que les Américains ont opté pour une approche pragmatique et modérée de ce scandale et s'y sont tenus jusqu'à ce jour : la majorité d'entre eux (60 % en moyenne, selon les instituts de sondages) sont convaincus que Bill Clinton a bien eu une aventure avec la jeune stagiaire de la Maison Blanche, mais que cela n'affecte pas la manière dont il dirige le pays – manière dont, dans les mêmes *proportions (60 % à 68 %), ils sont* satisfaits. Le fait qu'il ait menti sous serment à ce propos, en déclarant dans le cadre de son interrogatoire sur l'affaire Paula Jones qu'il n'avait pas eu de relations sexuelles avec Monica Lewinsky, ou même encouragé la jeune femme à mentir, ne paraît être un motif de démission qu'à 17 % d'entre eux, ou de destitution à 13 % ; les autres souhaitent soit qu'il reconnaisse sa *faute et s'excuse, soit qu'on* abandonne l'enquête et qu'on n'en parle plus.

Si Bill Clinton reconnaît, lundi 17 août, avoir eu des relations intimes, quelles qu'elles soient, avec l'ex-stagiaire et présente ses excuses, 67 % des Américains sont opposés à ce que le Congrès entame une procédure de destitution ; mais il leur importe qu'il dise, *cette fois, la vérité : s'il mentait* une nouvelle fois, alors la procédure *paraîtrait justifiée à 60 % d'entre* eux.

De la foison de sondages réalisés ces dernières semaines, une conclusion ressort clairement : les Américains voudraient ne plus entendre parler de cette affaire. Le retour de la fièvre médiatique depuis trois semaines n'a suscité ni regain d'intérêt dans l'opinion – pas même lors de l'épisode de *« la tache sur la petite robe bleue »* – ni hausse de l'Audimat. En fait, les Américains aimeraient même ne jamais avoir entendu parler de Monica Lewinsky : 60 % auraient préféré en *savoir moins sur ses* relations avec le président, et 63 % pensent que le pays se serait beaucoup mieux porté si l'enquête n'avait jamais été ouverte.

D'où vient alors cette impression, très répandue dans la presse *européenne – dont l'appétit* sur les détails scabreux de l'affaire Lewinsky n'a rien à envier à celui de la presse américaine, à l'exception de la presse française –, que les Etats-Unis sont en train de s'enfoncer dans un océan de fondamentalisme ? *Du fait que l'on s'attache* beaucoup plus à la démarche du procureur indépendant Kenneth Starr et à sa couverture médiatique qu'à la retenue de la classe politique ou au regard réprobateur de l'électorat, auprès duquel le procureur *reste profondément* impopulaire.

La fascination des médias pour le feuilleton politico-sexuel lancé par M. Starr est telle qu'ils en ignorent les avertissements lancés, de temps à autre, par tels politiciens (les *sénateurs républicain Orrin Hatch* et démocrate Patrick Leahy ensemble, fin juillet, par exemple), tel juriste ou tel intellectuel sur les risques d'emballement de la machine et leurs éventuelles conséquences pour les institutions.

Ces voix se sont pourtant multipliées depuis deux semaines : ancien membre du Congrès qui a participé à l'élaboration de la loi sur le procureur indépendant après Watergate, Elizabeth Holtzman s'inquiète de *« cette hydre à trois têtes, ce monstre incontrôlable »* qu'est devenue cette fonction. Pour sa part, Jeffrey Rosen, professeur de droit, chroniqueur judiciaire au *New Yorker*, s'alarme de *« la criminalisation indiscriminée du mensonge »* opérée par Kenneth Starr, qu'il accuse de vouloir transformer l'office du procureur indépendant en *« ministère de la vérité »*.

Les voix les plus éloquentes, au moment où les télévisions sont tentées par des rapprochements trop faciles avec Watergate, ont précisément été, ces deux derniers dimanches, celles des deux journalistes « héros » de Watergate, Carl Bernstein et Bob Woodward, longuement interrogés sur NBC et CNBC ; pour eux, toute comparaison entre le Watergate et Monica Lewinsky est déplacée, comme peut l'être celle entre, comme pièces à conviction, *« une robe tachée et des documents signés du président* (Nixon) *autorisant le FBI et la CIA à pénétrer »* dans des locaux politiques.

> Les Américains aimeraient ne jamais avoir entendu parler de Monica Lewinsky : 63 % pensent que le pays se serait beaucoup mieux porté si l'enquête n'avait jamais été ouverte

« Dans vingt ans, dit Carl Bernstein, *les gens regarderont cet épisode* (Lewinsky) *comme une sorte de folie nationale. C'est une affaire réellement lamentable pour tout le monde, pour le président, pour sa famille, pour le pays, pour le journalisme. »* Préférant ne pas penser, *« tellement c'est pathétique »*, à ce que pourraient être des auditions au Congrès sur la vie privée du président, Bob Woodward en vient à supplier que *« quelqu'un soumette un plan de paix »* aux deux belligérants, Kenneth Starr et Bill Clinton.

Dimanche, dans le compte à rebours savamment orchestré par les chaînes de télévision à la veille de la déposition du président, une certaine inquiétude était, pour la première fois, perceptible chez des commentateurs d'ordinaire très prompts à attiser le feu : et si, cette fois-ci, semblaient-ils subitement *se demander*, tels des enfants dont la farce tourne mal, on avait laissé les choses aller trop loin ?

Ex-conseiller de Bill Clinton devenu « consultant » d'ABC, George Stephanopoulos, par exemple, qui fut en janvier le premier à parler d'*impeachment* (destitution) comme conséquence possible de la conduite présidentielle, souhaitait dimanche de tout son cœur que le président trouvât devant le grand jury la formule magique qui permettrait de mettre un terme, une fois pour toutes, à ce mauvais rêve. L'un des responsables de la rédaction du *Washington Post*, Fred Barbash, implorait, lui, Kenneth Starr d'annuler tout bonnement la séance du grand jury de lundi. *« Pas pour épargner Clinton, pour nous épargner nous »*, précisait-il. Trop tard...

Sylvie Kauffmann

Le précédent de la reine Caroline

Le drame juridico-politico-sexuel qui se déroule à Washington a connu un précédent au XIXe siècle, que rappelle l'hebdomadaire américain le *New Yorker* : celui de la procédure de destitution de la reine Caroline d'Angleterre en 1820. Après avoir épousé le futur roi George IV et lui avoir donné un héritier, la princesse Caroline *de Brunswick s'en fut pour une tournée de cinq ans et demi à* travers le continent et le Moyen-Orient, au cours de laquelle il parvint aux oreilles de son époux qu'elle menait une vie dissolue. Lorsqu'elle regagna l'Angleterre à la mort du roi George III, le nouveau roi demanda au Parlement de la destituer pour adultère. Pendant les auditions qui se tinrent à la Chambre des Lords, une armée de valets et de femmes de chambre furent amenés pour déballer *le linge sale de la reine, à tel point que ses avocats* crièrent à la conspiration.

Les Lords votèrent la destitution, mais furent contraints d'annuler leur décision par les manifestants massés dehors. Le soutien du peuple pour Caroline, écrivit son biographe Roger Fulford, ne s'expliquait pas tant par la foi en son innocence que par *« le dégoût de l'autorité »*. – *(Corresp.)*

De Whitewater à Monica Lewinsky : le récit de la longue traque

WASHINGTON
de notre correspondant

Monica Lewinsky n'est pas née en Arkansas, mais en Californie. A remonter pourtant aux sources d'un scandale devenu suffisamment grave pour poser la question de l'éventuelle interruption du second mandat du 42e président des Etats-Unis, on est tenté de conclure que l'« affaire Lewinsky » trouve une partie de ses racines dans ce petit Etat *déshérité du Sud dont Bill* Clinton fut le gouverneur. Le lien entre le scandale Whitewater et l'aventure sexuelle (qui reste « présumée ») entre le chef de l'exécutif et l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche est loin d'être évident – *a fortiori justifié –, mais c'est pourtant* la piste qu'a choisi de suivre le « procureur indépendant » Kenneth Starr, avec le succès que l'on sait.

Au fond, rien ne serait peut-être arrivé de fâcheux pour Bill Clinton *si le prédécesseur de M. Starr*, le républicain Robert Fiske, avait été plus pugnace. Lorsque, en juin 1994, le juge Fiske remet ses premières conclusions sur l'« affaire Whitewater » – du nom de la société immobilière créée en 1979 par les époux Clinton, avec leurs amis Jim et Susan McDougal –, celles-ci sont *plutôt favorables à Bill Clinton, au* grand dam du Parti républicain. Les caciques du *Grand Old Party* en concluront qu'il est urgent de confier un dossier susceptible de devenir une machine de guerre contre le président démocrate à un magistrat plus opiniâtre.

Réputé jusqu'au-boutiste et d'un conservatisme impeccable, Kenneth Starr, nommé le 5 août 1994, ne décevra pas. *Il s'attellera avec passion* à sa tâche. Son « tableau de chasse » est révélateur : il obtiendra une douzaine de condamnations, dont celles des ex-époux McDougal, de Webster Hubbell, *l'ami* d'enfance de Bill Clinton, et du successeur *de ce dernier* au poste de gouverneur de l'Arkansas, Jim Guy Tucker. Mais incomplet : rien ne pourra être retenu contre Bill et Hillary Clinton. En 1978, ceux-ci étaient devenus *copropriétaires* du lotissement Whitewater, un futur projet immobilier de quatre-vingts hectares.

Les Clinton affirmeront plus tard avoir perdu 69 000 dollars dans l'aventure. Entre-temps, la Madison Guaranty, une caisse d'épargne dirigée par Jim McDougal, est mise en faillite frauduleuse, en dépit d'une aide publique de 60 millions de dollars. *La société Whitewater* ayant apparemment obtenu des prêts de la Madison, Hillary Clinton étant l'avocate de Jim McDougal, la justice se demande si les Clinton *n'ont pas bénéficié illégalement de* l'argent du contribuable, et si le gouverneur n'en a pas profité pour financer ses activités politiques.

M. Starr n'a jamais pu apporter de réponse convaincante à ces questions. Mais, au travers d'un *laborieux cheminement, il* parviendra à faire perdurer Whitewater, convainquant ses pairs – et la presse – que les nouvelles affaires éclaboussant le chef de la Maison Blanche ne sont que des scandales gigognes illustrant un même *comportement*.

De Whitewater au « Travelgate » (le licenciement abusif des responsables du service des voyages de la Maison Blanche, au profit de proches du couple présidentiel) puis au « Filegate » (l'obtention illicite par le service de sécurité de la Maison Blanche de neuf cents dossiers, *files, confidentiels du FBI sur* des personnalités républicaines), on relève, soutient le procureur, un souci de dissimuler des agissements coupables, de faire pression sur des témoins, bref de faire obstruction à la justice. Or cette propension au mensonge, argue-t-il, se retrouve dans les errances extra-conjuguales *prêtées à Bill Clinton, de Gennifer* Flowers à Paula Jones (cette jeune femme de l'Arkansas qui accusait M. Clinton de harcèlement sexuel), puis à Monica Lewinsky.

Comment le procureur indépendant parviendra-t-il à convaincre *l'attorney general (ministre de la* justice), Janet Reno, que l'enquête Whitewater suppose de s'intéresser, en parallèle, à la vie sexuelle de Bill Clinton ? L'explication est extravagante : l'ancien gouverneur, soupçonné de malversations financières (Whitewater), connu pour être un homme à femmes, a peut-être fait des « confidences sur l'oreiller » ! La justice accepte sans barguigner *cette explication pour tolérer une* extension du champ d'investigation du procureur.

Comment M. Starr, qui ne démord pas de sa théorie de la « récidive sexuelle », passe-t-il ensuite de l'affaire Paula Jones à *Monica Lewinsky* ? Elémentaire : Linda Tripp, une employée (républicaine, bien sûr) de la Maison Blanche, entendue lors des auditions organisées dans le cadre de l'affaire Paula Jones, est devenue la confidente de « Monica », qui lui a *tout raconté de son aventure* présumée de dix-huit mois avec le président. Fine mouche, Mme Tripp a piégé sa jeune amie, enregistrant vingt heures de confidences téléphoniques. Cette confession tient en dix-sept bandes magnétiques, gracieusement confiées à Kenneth Starr.

Celui-ci exulte. Il se tourne vers Mme Reno, laquelle, déjà sur la sellette pour son refus de nommer un procureur indépendant dans *l'affaire de l'« Asiagate »* (les financements électoraux douteux reçus par le Parti démocrate), ne peut que s'incliner, en dépit du démenti offusqué du chef de la Maison Blanche. Elle accorde au procureur ce qu'il demande : l'autorité nécessaire pour élargir son enquête aux abords immédiats du bureau ovale, et interroger les proches collaborateurs du chef de la première puissance mondiale sur sa vie privée.

M. Starr suit son fil d'Ariane : les mensonges présidentiels.

Or, dans ce domaine, le passé de Bill Clinton n'est pas sans tache. Un retour en Arkansas s'impose : les rumeurs sur la vie sexuelle agitée de Bill Clinton datent de l'époque où, jeune professeur de droit, il décide d'entrer en politique. Devenu gouverneur *en 1979, il n'est jamais bien* loin d'un aréopage féminin. *Lorsque*, en 1992, il se lance dans la course à la Maison Blanche, les républicains vont élargir la brèche : cela donnera la fameuse confession *télévisée de « 60 minutes »*, l'émission de CBS, au cours de laquelle « Bill », main dans la main avec « Hillary », nie une aventure avec Gennifer Flowers, tout en avouant avoir causé de la *« souffrance »* dans son mariage. *« Tous les Américains*, ajoute-t-il, *comprendront ce que je veux dire. »*

Six ans plus tard, le 17 janvier dernier, déposant sous serment devant les avocats de Paula Jones, *le président admettra avoir eu des* relations sexuelles – *« une fois »* – avec Gennifer Flowers, mais réfutera la liaison *« de douze ans »* revendiquée par celle-ci. Il n'empêche : en 1992, la sincérité du couple Clinton passe la rampe. *Mais cette campagne électorale* sera déterminante pour accréditer l'idée que Bill Clinton a décidément une relation spéciale avec la vérité.

C'est l'époque où il se défend d'avoir fumé de la marijuana : il en a simplement fait l'*« expérience »* et, de toute façon, il n'a pas *« inhalé »*. Il n'a pas cherché à éviter d'aller se battre au Vietnam, mais il y est parvenu : *« Je suppose que j'ai juste eu de la chance... »* Ainsi, avec le futur président, la vérité semble toujours en demi-*teinte. On* pourrait avancer qu'il « tutoie » le mensonge. Mais la réalité est plus complexe : Bill Clinton ment sincèrement, presque instinctivement, pour préserver son bonheur et celui des autres.

S'il nie certaines réalités du moment, *c'est pour mieux* cloisonner sa vie. Cette force lui permet d'avancer, d'utiliser sa formidable énergie pour affronter l'adversité. C'est une forme de charisme : les Américains savent qu'il ment, mais ils ne lui en tiennent pas rigueur, d'autant que l'économie va. Dans *toutes les « affaires » ou presque* qui ont défrayé la chronique de la Maison Blanche depuis six ans, on retrouve cette propension quasi réflexe à être *« économe avec la vérité »*.

Dans l'affaire des dossiers du FBI, à laquelle s'intéresse Kenneth Starr, le président avance l'explication d'une *« bourde bureaucratique complètement de bonne foi »*. Depuis deux ans, le procureur indépendant et le Congrès exigent les relevés d'honoraires de Hillary Clinton lorsque celle-ci, avocate au cabinet Rose, à Little Rock (Arkansas), s'occupait du dossier de la Madison Guaranty. *En 1996, ceux-ci* sont découverts, dans des conditions rocambolesques, dans une pièce de la Maison Blanche. Le procureur prend la mouche, et convoque la *first lady* devant un grand jury de Washington : *« Comme tout le monde, j'aimerais comprendre... »*, dit-elle.

Pourquoi, d'autre part, le 23 juillet 1993, dans les heures qui ont suivi le suicide de Vincent Foster, ami des Clinton et conseiller juridique adjoint de la Maison Blanche (*il gérait les dossiers personnels du* président et de son épouse), cette précipitation à faire disparaître des documents ? Une commission d'enquête sénatoriale conclura que *« les preuves suggèrent fortement que Mme Clinton*, dès *la nouvelle de la mort de M. Foster, a dépêché ses lieutenants pour limiter tout embarras potentiel ou dégât politique »*.

Ce sont ces éléments qui expliquent à la fois la réaction jubilatoire du procureur Starr lorsqu'éclate l'affaire Lewinsky et la manière implacable avec laquelle, en dépit de l'impopularité croissante de son enquête, marquée par

Watergate, un faux précédent

Le seul vrai parallèle entre l'affaire Watergate qui força pour la première fois un président américain, Richard Nixon, à démissionner en 1974, et le scandale Lewinsky, est le recours au *« privilège de l'exécutif » invoqué par les deux présidents et refusé dans les deux cas par la Cour* suprême. Bill Clinton l'a invoqué pour garder secrète la teneur de discussions avec certains collaborateurs. Richard Nixon avait, lui, au nom du même principe, refusé de remettre des enregistrements réclamés par la justice. La gravité des faits incriminés est cependant différente. Dans l'affaire Lewinsky, Kenneth Starr a enquêté sur de possibles parjures, obstruction de la justice et subornation de témoin de la part de M. Clinton *dans le cas d'une relation sexuelle* avec une stagiaire. L'affaire du Watergate portait sur un cambriolage du siège du Parti démocrate, le versement de fonds pour acheter le silence des conspirateurs, l'utilisation de la CIA pour tenter de bloquer l'enquête et un abus de pouvoir d'un président en exercice. – *(AFP)*


MIKE THEILER / REUTERS
BILL ET HILLARY CLINTON


STEVEN M. FALK / SYGMA
MONICA LEWINSKY


RON SACHS / SYGMA
LINDA TRIPP









PANCHO

Vingt-trois hommes et femmes pour interroger le président

WASHINGTON
de notre correspondant

Vingt-trois hommes et femmes choisis au hasard, selon les listes électorales ou les registres fiscaux, d'origine sociale et de races différentes, de purs étrangers en somme, à qui le président des Etats-Unis va peut-être devoir expliquer (s'il choisit d'admettre avoir eu une aventure sexuelle avec Monica Lewinsky) ce qu'il entend exactement par *« relations sexuelles »*. Pas seulement s'il a eu des rapports intimes avec la jeune femme, mais lesquels, précisément, combien de temps, combien de fois, où... Bien sûr, l'avocat personnel de Bill Clinton, David Kendall, sera là pour rappeler, s'il en est besoin, que l'on s'adresse au chef de la Maison Blanche, mais il ne pourra intervenir trop souvent, sauf à desservir son client.

On imagine sans peine l'humiliation. Le grand jury, de l'avis des spécialistes, est une épreuve qui peut se révéler redoutable pour un témoin. Tous les détails de cette audition ont fini d'être réglés au cours du week-end dans des négociations entre le procureur indépendant Kenneth Starr et la présidence. Les choses devaient se dérouler ainsi : M. Starr et ses adjoints interrogent M. Clinton à la Maison Blanche, et cette séance est retransmise en direct, par liaison vidéo, dans la salle du tribunal fédéral de Washington, où siège le grand jury. Contrairement à ce qui s'était produit en avril 1996, lorsque M. Clinton avait témoigné dans le cadre du procès Whitewater, les jurés ne devaient pas pouvoir interroger directement le président, mais leurs questions lui seraient relayées.

L'ensemble devait être filmé, afin que les jurés absents puissent revoir l'interrogatoire. Ces débats doivent demeurer strictement secrets, afin de protéger la réputation des témoins. Mais chacun sait que la presse obtiendra des extraits de la transcription, et que ce n'est là qu'une question d'heures ou de jours.

Le grand jury est une chambre d'accusation populaire, mais sa fonction n'est pas celle d'un tribunal. Son rôle est de *« déterminer s'il y a matière suffisante prouvant qu'un crime a été commis et si une inculpation »* doit être prononcée. Cet *« organisme d'instruction »* se prononce sur une *« probabilité »*, contrairement à un tribunal régulier qui, dans un procès criminel, juge que le crime a été commis *« au-delà d'un doute raisonnable »*.

UNE EXCEPTION À LA RÈGLE

Le grand jury est, en quelque sorte, une juridiction « unilatérale » : la défense ne présente pas son cas, le témoin n'est pas assisté de ses avocats, qui attendent dans une pièce voisine. C'est le sort qu'a connu Monica Lewinsky. Si M. Clinton bénéficie des conseils de M. Kendall, c'est une simple exception, « présidentielle », à la règle.

Normalement, l'étape suivant les auditions d'un grand jury est l'ouverture d'un procès devant une juridiction régulière. Parce qu'il s'agit du chef de la Maison Blanche – et si le procureur indépendant en décide ainsi –, la procédure serait celle d'une inculpation par la Chambre des représentants, jouant alors le rôle de chambre de mise en accusation.

C'est celle de l'*impeachment*, l'« empêchement », réservée au président, au vice-président, et aux fonctionnaires civils, et elle est mise en œuvre pour *« trahison, concussion, ou autres crimes ou délits majeurs »* (article 2, section 4, de la Constitution américaine). La dernière fois que la procédure d'*impeachment* a été utilisée, c'est en 1974, à l'occasion du scandale du Watergate : dix-neuf membres de l'administration Nixon avaient été inculpés, l'ancien président y échappant en démissionnant. La Chambre se prononce à la majorité simple, mais c'est en fait le Sénat qui, se transformant en haute cour, rend son verdict, à la majorité des deux tiers.

Il s'agit, bien sûr, dans le cas de l'affaire Lewinsky, d'un scénario très théorique. Mais le fonctionnement même d'un grand jury incite à ne pas l'écarter : l'expérience de ces dernières années montre que, dans la plupart des cas, le grand jury ne fait que renforcer la thèse du procureur indépendant. Le procureur, d'une certaine manière, « teste » son argumentation devant les jurés. Ceux-ci, sélectionnés (certains peuvent être récusés) pour une période initiale de dix-huit mois, reçoivent une indemnité financière.

L. Z.

Les forces serbes reprennent Junik, bastion de l'UCK

JUNIK. Les forces serbes ont infligé un nouveau revers à l'Armée de libération du Kosovo (UCK) en reprenant, dimanche 16 août, le contrôle de Junik (ouest), un des principaux bastions des séparatistes albanais qu'elles assiégeaient depuis trois semaines. La situation à Junik avait suscité la semaine dernière une vive réaction de la présidence autrichienne de l'Union européenne. Le ministre autrichien des affaires étrangères, Wolfgang Schuessel, avait *« condamné les attaques massives »* des forces de Belgrade contre Junik, un des plus grands bourgs de la province, qui comptait quelque 8 000 habitants avant le début du conflit fin février. Dimanche, il était désert, ont constaté des journalistes invités par les autorités serbes à visiter le secteur. – *(AFP.)*

Première grande manifestation en Azerbaïdjan depuis cinq ans

BAKOU. Cinq partis d'opposition azerbaïdjanais ont réussi à faire descendre dans la rue des milliers de personnes, samedi 15 août, pour protester contre *« le caractère antidémocratique »* de l'élection présidentielle prévue le 11 octobre. Cette première manifestation de quelque ampleur depuis l'arrivée au pouvoir de Gueïdar Aliev en 1993 a réuni 5 000 personnes *« dont 500 policiers en civil chargés de prévenir tout incident »*, ont déclaré les autorités. Selon l'opposition, 50 000 personnes se sont réunies au « motodrome », à 12 kilomètres du centre de Bakou, qui fut interdit aux manifestants. Les autorités ont reconnu avoir interpellé 106 personnes appelant à manifester, l'opposition affirmant de son côté que 300 militants ont été interpellés dans tout le pays. Les opposants veulent être représentés dans les commissions électorales avant d'annoncer leur participation à l'élection. M. Aliev affirme qu'ils ne veulent pas participer par peur de perdre. – *(Corresp.)*

Vingt-quatre mineurs ukrainiens meurent lors d'un coup de grisou

KIEV. L'un des coups de grisou les plus meurtriers de l'année en Ukraine a tué 24 mineurs dimanche 16 août dans la région de Lougansk, à l'Est. L'explosion s'est produite dans la nuit de samedi à dimanche dans un des puits de la mine de Soutogane, près du centre industriel de Lougansk, où travaillaient 28 mineurs, à une profondeur d'environ 600 mètres. Ces derniers mois, les accidents mortels se sont multipliés dans les mines ukrainiennes, où les équipements vétustes ne sont plus remplacés par manque d'argent et où le moral des mineurs, payés avec des mois de retard, est au plus bas. Début avril, l'un des accidents les plus graves de l'histoire du pays avait fait 63 morts et 71 blessés dans une mine de Donetsk (Est). L'enquête avait alors révélé qu'une étincelle, due au dysfonctionnement du moteur d'un tapis roulant convoyant le charbon, avait provoqué la tragédie. L'industrie houillère de l'Ukraine, qui compte 225 mines et 630 000 mineurs, traverse une crise aigue depuis l'effondrement de l'URSS en 1991. Près de 250 mineurs ont péri depuis le début de l'année au fond des puits, faisant de cette profession une des plus dangereuses du pays, selon le ministère ukrainien de l'Industrie charbonnière. – *(Reuters.)*

DÉPÊCHES

■ **RUSSIE : la vente et l'achat de terres ont été légalisés au Tatarstan** et sont même ouvertes aux étrangers, selon le Code foncier régional entré en vigueur samedi 15 août. Le Tatarstan, une république du centre de la Russie, riche en pétrole, jouit d'une large autonomie au sein de la fédération russe. La vente de terres n'y est globalement pas autorisée de peur qu'elle n'entraîne une massive spéculation foncière. La première région de Russie à avoir légalisé (en novembre 1997) et expérimenté (en mars 1998) la vente de terres au niveau régional a été celle de Saratov (Volga). – *(AFP.)*

■ **ESPAGNE : les autorités de l'île espagnole de Majorque** vont imposer aux vacanciers étrangers une taxe pour la protection écologique, a indiqué le ministre de l'environnement des îles Baléares, Miguel Ramis, au journal allemand *Bild*, paru lundi 17 août. Fixée à 12 marks (environ 40 francs), elle sera exigée de chaque touriste arrivant à Majorque par avion. Des quelque 420 000 tonnes de déchets produits chaque année à Majorque, 90 000 sont imputables aux 8 millions de touristes, dont 3,5 millions d'Allemands. Majorque compte par ailleurs 35 000 résidents permanents allemands, soit environ 5 % de la population. – *(AFP.)*



menée par le procureur Starr

une succession d'échecs et de succès politico-judiciaires, il va poursuivre son but. Car Linda Tripp lui apporte sur un plateau, outre la confession de Monica Lewinsky, ses propres notes relatant avec une précision de sténographe la liaison de « Monica » avec le président.

C'est grâce à cet éphéméride que Ken Starr va remonter la piste, plaçant la jeune femme, puis de nombreux témoins, devant des faits indiscutables. Fin juillet, l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche accepte un marché qu'elle ne peut plus refuser : la liberté, en échange d'une confession complète sur ses relations sexuelles avec le président. Mais, avant d'en arriver là, que de rebondissements ! Près de sept mois après le début du scandale, la « trahison » de Linda Tripp – sans laquelle le « Monicagate » n'aurait pas existé – reste encore mystérieuse.

Entrée à la Maison Blanche sous George Bush, cette républicaine, ancienne épouse d'officier, y est restée suffisamment longtemps pour être la dernière à voir Vincent Foster en vie... Il n'en faut pas plus pour qu'elle soit appelée à témoigner dans le cadre du scandale Whitewater. Rencontre avec Kenneth Starr, donc. Elle s'en souviendra. Transférée au Pentagone en août 1994, sa crédibilité mise en doute par un avocat présidentiel, décide-t-elle alors de se venger, en étalant le « linge sale » de la Maison Blanche sur la place publique ? Elle assurera que ses motivations ne sont pas politiques. Voire...

Car, pour ce qui est de ses relations, aucun doute : certains personnages se situent indiscutablement dans la mouvance des *Clinton haters* (ceux qui haïssent Clinton). Ainsi de Gary Aldrich, auteur d'un pamphlet au vitriol contre le chef de la Maison Blanche, mais surtout de Lucianne Goldberg, cet agent littéraire de New York proche des milieux ultra-conservateurs. C'est elle qui conseillera à Linda Tripp d'enregistrer toutes ses conversations avec Monica Lewinsky. Pour se protéger ? Pour écrire un livre sur la vie intime du président ? De tout un peu, probablement.

> Des affaires distinctes qui contribuent cependant à forger dans l'esprit du juriste obsédé de vérité une intime conviction : le président ment

Lorsque, le 12 janvier, Linda Tripp décide de « donner » son ex-amie à Kenneth Starr, « Monica » n'est plus tout à fait une inconnue pour la justice : elle aussi, en décembre 1997, a été entendue dans le cadre de l'affaire Paula Jones, dont les avocats poursuivent un but identique à celui du procureur indépendant : montrer que le président est coutumier des « dérapages » sexuels. Ils y réussiront partiellement, par exemple grâce au témoignage de Kathleen Willey, ancienne amie de M. Clinton, qui accuse celui-ci de s'être livré à des privautés dans le bureau ovale, alors qu'elle venait lui demander du travail ! Vrai, faux ? On ne le saura sans doute jamais.

Mais revenons à l'enregistrement de la confession de Monica Lewinsky. Le procureur va pousser son avantage : il convainc Linda Tripp de se prêter à une souricière, avec le soutien logistique du FBI : rendez-vous est pris avec Monica Lewinsky dans un hôtel de la banlieue de Washington, après que la confidente eut été équipée d'un micro et d'un magnétophone cachés : « Monica » poursuit son récit intime, cette fois en prise directe avec la justice...

Tout marche si bien que le procureur envisagera de se livrer au même stratagème – contestable, mais pas illicite – avec Betty Currie, la secrétaire personnelle de Bill Clinton, voire avec des conseillers présidentiels ! Le piège, en tout cas, commence à se refermer sur Monica. Longtemps, la Maison Blanche va assister, impuissante, aux laborieuses négociations entre les avocats de la jeune femme et le bureau du procureur à propos de l'immunité judiciaire conditionnelle offerte à Monica Lewinsky. Le président dément, son épouse dénonce un *« complot de droite »*, le scandale continue...

La présidence met en place une cellule de crise, puis elle se mure dans le silence, confiante dans la popularité intacte de M. Clinton. Kenneth Starr, poursuivant méthodiquement son enquête, convoque devant le grand jury de Washington tous ceux qui, par leurs fonctions ou leurs liens avec Bill Clinton, peuvent reconstituer le puzzle de *« la relation »* avec Monica Lewinsky.

Vernon Jordan, l'homme d'influence et ami de vingt ans du président, qui s'est beaucoup démené pour trouver du travail à la jeune femme lorsqu'il a été jugé prudent d'éloigner celle-ci de la Maison Blanche, témoigne donc, pour affirmer qu'il n'a aucunement fait pression pour inciter Monica à mentir. Car c'est cela qui intéresse M. Starr : si M. Clinton a incité celle-ci à faire un faux témoignage et qu'il a lui-même menti sous serment, c'est grave. Cela s'appelle *« parjure, intimidation et subornation de témoins »* et surtout *« obstruction à la justice »*, de quoi, en effet, engager une procédure de mise en accusation du chef de l'exécutif devant la Chambre des représentants.

Vernon Jordan, Betty Currie, puis... Bayani Nelvis, maître d'hôtel du président (témoin d'un éventuel « aparté intime »), sans compter de nombreux conseillers, enfin, après une longue bataille juridique, les hommes chargés de la protection rapprochée du président se succèdent devant le grand jury. L'enquête sera fertile en rebondissements judiciaires, tour à tour favorables à M. Starr et au chef de la Maison Blanche. Celui-ci accueillera avec incrédulité et délice la décision du juge fédéral Susan Wright – le 1er avril ! – de classer l'affaire Paula Jones.

Le procureur, de son côté, va remporter une série de victoires, obtenant notamment de la justice qu'elle dénie aux conseillers et gardes du corps présidentiels le moindre *« privilège de l'exécutif »* leur permettant de refuser de témoigner. Ces revers, la certitude que le procureur est sur le point d'adresser une citation à comparaître au président, vont convaincre ce dernier de coopérer avec M. Starr et de répondre aux questions du grand jury.

Le temps passant, l'affaire Whitewater est devenue une nébuleuse peu intelligible. Tout au long des développements de l'affaire Lewinsky, en revanche, la Maison Blanche ne cessera de craindre un amalgame avec celle du Watergate, qui força Richard Nixon à démissionner, en août 1974, vingt et un mois après sa réélection triomphale pour un second mandat. Bill Clinton a été réélu il y a vingt et un mois. Aucune raison, bien sûr, d'être superstitieux. Mais ce 17 août, en répétant ou en changeant sa version de l'affaire Lewinsky devant M. Starr et les membres du grand jury, le chef de la Maison Blanche joue peut-être un quitte ou double avec son destin.

Laurent Zecchini

TRIPPETT / SIPA PRESS
KENNETH STARR

TRIPPETT / SIPA PRESS
VERNON JORDAN



هكذا من الاصل

FONCTION PUBLIQUE Le ministre de l'intérieur veut parvenir à un véritable décloisonnement entre les grands corps de l'Etat. Pour mettre fin aux rivalités entre les représentants du gouvernement dans les collectivités territoriales de la République – les préfets – et les directeurs départementaux et régionaux des administrations spécialisées, il souhaite confier des postes de préfet ou de sous-préfet à des ingénieurs de l'équipement ou de l'agriculture. ● LES COMPÉTENCES des préfets eux-mêmes devraient aussi être améliorées, tout spécialement en matière de gestion du personnel et de finances publiques. Jean-Pierre Chevènement souhaite qu'ils puissent les acquérir en se voyant confier plus de postes dans les autres ministères. ● LES PRÉFETS devraient être dorénavant consultés sur le choix de leurs principaux collaborateurs. Leur fin de carrière sera aménagée.

Jean-Pierre Chevènement veut moderniser la gestion du corps préfectoral

Pour renforcer l'autorité des représentants de l'Etat dans les collectivités territoriales, le ministre de l'intérieur souhaite ouvrir cette fonction à d'autres hauts fonctionnaires. Pour faciliter ces échanges, les préfets en poste vont percevoir des primes

C'EST à un véritable décloisonnement de l'ensemble des corps très verrouillés de la haute fonction publique que le ministre de l'intérieur pourrait parvenir, s'il mène à bien la modernisation de celui des préfets, qu'il appelle de ses voeux, et dont il vient de présenter les grandes lignes à ses membres. Jean-Pierre Chevènement veut l'ouvrir à des hauts fonctionnaires venus d'autres horizons, moyennant des contreparties équivalentes. Il entend ainsi mettre fin aux rivalités corporatistes qui nuisent à la cohérence de l'action de l'Etat dans les départements et les régions.

Ce ministre à la fibre républicaine veut donner au corps préfectoral, dont il exerce la tutelle, un caractère plus interministériel, afin de limiter les dysfonctionnements qui affectent les relations entre les représentants de l'Etat en province et les ingénieurs qui, sous leurs ordres, dirigent les services extérieurs des ministères (équipement ou agriculture). Ces membres de corps techniques prestigieux (ponts, mines, génie rural) n'ont jamais totalement admis l'autorité du préfet, sous laquelle les ont placés les lois de décentralisation. Comme ils continuent d'être notés et promus par leur ministère de tutelle, ils ont tendance à privilégier le lien qui les unit à leur maison mère. Ce phénomène vient de s'accentuer avec la mise en place, dans plusieurs administrations, de nouvelles techniques de communication qui « court-circuitent » le préfet. Les messageries électroniques, qui relient directement administration parisienne et service provincial, permettent en effet de ne plus respecter la règle du « sous couvert » qui prévalait à l'âge du papier : toute correspondance devait transiter par le préfet.

Certains ingénieurs ont aussi tendance à s'ériger en véritables préfets bis et à s'entendre directement avec les élus locaux, ce qui est théoriquement interdit. Seule, en effet, la fonction préfectorale garantit la cohérence des politiques publiques sur un territoire donné. Généraliste par nature, le préfet est plus apte qu'un technicien, par définition spécialisé, à mesurer la globalité d'un dossier, à analyser l'ensemble des conséquences des décisions à prendre. Officiellement représentant de l'Etat, il est aussi, en fait, celui du gouvernement chargé de mettre en oeuvre et de défendre localement sa politique.

Les enquêtes que viennent d'effectuer les groupes de travail sur la réforme de l'Etat installés en avril par le ministre chargé de ce dossier, Emile Zuccarelli, montrent que les chefs de services départementaux ne contestent pas tant l'autorité du préfet que la détention exclusive de cette fonction par le corps préfectoral. Or les nominations de préfets au tour extérieur n'ont, pour l'instant, bénéficié qu'à un seul « X-Pont », Bruno Fontenaist, aujourd'hui en poste dans la région Poitou-Charentes. Si les ingénieurs veulent accéder au corps préfectoral, ils doivent passer par une petite porte, celle du détachement dans une sous-préfecture dite de « seconde catégorie » (Calais, Montmorillon, Die...), ainsi classée parce qu'elle compte en général moins de 100 000 habitants.

EXPÉRIENCE PLUS DIVERSIFIÉE

Le ministre de l'intérieur a donc décidé de leur ouvrir l'accès aux sous-préfectures haut de gamme, dites de « première catégorie » (Le Havre, Brest, Dunkerque...). Il s'agit de postes qui, en raison de leur démographie, mais aussi de la dimension politique des élus qu'ils font côtoyer, sont habituellement confiés à des sous-préfets disposant de dix ans d'expérience. Les ingénieurs qui les auront tenus avec succès pourront prétendre à la fonction de préfet vers 2003, date à laquelle plus d'une vingtaine de préfets partiront à la retraite, libérant ainsi des places. Le ministre de l'intérieur se dit qu'en ouvrant le corps préfectoral aux ingénieurs il assoira la légitimité de la fonction. En effet, ceux qui aspirent à une nouvelle carrière éviteront de déplaire aux représentants de l'Etat qui pourraient donner un avis sur eux, place Beauvau. Les autres s'abstiendront de nuire aux préfets, par esprit de corps.

Pour que cette réforme réussisse, toutefois, il faut qu'elle soit attractive sur le plan financier. Or le corps préfectoral ne dispose pas de primes, alors que les directeurs de services techniques départementaux peuvent doubler leur traitement grâce aux indemnités : un directeur de l'équipement peut ainsi toucher 56 000 francs net par mois, dont 28 000 de primes. Le ministère de l'intérieur a obtenu que Bercy fasse un effort dans sa direction : le projet de loi de finances pour 1999 prévoit que les préfets et sous-préfets en postes territoriaux toucheront des primes égales à 45 % de celles perçues par leurs homologues servant à l'administration centrale. Cela donnerait 5 600 francs par mois pour les sous-préfets les mieux classés. Toutefois, à cette somme s'ajoutent les avantages en nature dont bénéficie le corps préfectoral (logement de fonction, personnel de maison, téléphone, eau, électricité).

Le ministre de l'intérieur se préoccupe aussi de l'excellence du corps préfectoral, et souhaite que ses membres disposent d'une expérience professionnelle plus diversifiée. Ils devront plus souvent travailler à Paris : il faut en effet connaître la façon dont les décisions sont prises en administration centrale pour être un bon préfet, et avoir fait du terrain pour ne pas rédiger de circulaires inapplicables. M. Chevènement souhaite aussi que plus de préfets occupent des postes de responsable d'établissement public, de directeur des services de collectivité locale ou de trésorier-payeur général *(lire ci-contre)*. Il compte ainsi étendre la sphère d'influence préfectorale, moyennant des contreparties équivalentes.

D'ores et déjà, une centaine de préfets travaillent ailleurs que dans les services territoriaux *(lire ci-dessous)*. Mais ils tiennent souvent ces nominations pour des sanctions et craignent de ne jamais réintégrer le sérail. Le ministère admet qu'il faut mieux codifier les mouvements qui les concernent : il envisage donc d'instituer une obligation de mobilité, de trois ans, avec retour obligatoire dans le corps. Il s'interroge aussi sur la meilleure façon de ne plus gérer les fins de carrière au coup par coup. Il songe à occuper les préfets hors cadre en leur confiant des postes d'« inspecteurs généraux territoriaux ».

M. Chevènement, qui a été ministre de la défense, constate que la gestion du personnel du ministère de l'intérieur est moins rigoureuse que celle des armées. Bien que les préfets soient révocables chaque mercredi en conseil des ministres, il entend promouvoir une véritable gestion prévisionnelle de leurs emplois. La question des ressources humaines est aussi une préoccupation centrale du nouveau directeur général de l'administration de la place Beauvau, Christian Frémont, qui, pendant les dix années où il a été directeur des stages à l'ENA, s'est penché sur l'avenir professionnel de nombreux jeunes hauts fonctionnaires. Pour prouver aux préfets qu'on entend les « *manager* » différemment, M. Frémont leur a annoncé qu'il solliciterait désormais leur avis sur la nomination de leurs proches collaborateurs, afin qu'ils n'aient plus le désagrément d'être informé, par un coup de téléphone, une fois que la décision est prise.

Rafaële Rivais

Une cote qui remonte à l'ENA

Le corps préfectoral n'est pas celui que choisissent les élèves les mieux classés, à l'issue de leur scolarité à l'Ecole nationale d'administration : ils lui préfèrent le Conseil d'Etat, l'Inspection des finances, la Cour des comptes, le Quai d'Orsay et le ministère des finances. Pendant les années qui ont suivi la décentralisation, le corps préfectoral n'a figuré que dans les deuxième et troisième tiers du classement de promotions qui comptaient environ cent élèves.

Depuis cinq ans, sa cote a remonté : si le premier de la promotion « Gambetta » (1991-1993) à choisir le corps préfectoral était encore 45e, les premiers des promotions « Saint-Exupéry » (1992-1994) et Marc-Bloch (1995-1997) étaient 28e. Les derniers à choisir la préfectorale sont, eux aussi, mieux classés que par le passé : 78e pour la promotion Valmy (1996-1998). Il y a aujourd'hui plus de demandes pour entrer dans ce corps que de places offertes.

A la recherche de spécialistes

Bien que les préfets soient par définition des généralistes, le ministre de l'intérieur souhaite qu'ils disposent de connaissances plus pointues en matière de ressources humaines et d'affaires budgétaires. La gestion du personnel n'est pas le fort des préfets, dont les relations avec leurs services sont, même place Beauvau, parfois comparées à celles *« de seigneurs et de manants »*. Le ministère aimerait donc qu'ils occupent des postes de direction du personnel dans des ministères ou des établissements publics, et deviennent des professionnels de la négociation sociale. A leur retour, ils seraient capables de mettre en œuvre la déconcentration totale de la gestion des agents de l'Etat. Le ministère souhaite aussi qu'un nombre plus important de préfets occupent des postes de trésorier-payeur général, afin qu'ils améliorent leur connaissance des mécanismes budgétaires nationaux et européens. Ils seraient ensuite affectés dans des zones économiquement sensibles.

La moitié des préfets ne sont pas en poste dans des régions ou des départements

LE CORPS préfectoral compte 228 membres, mais seuls 112 occupent des postes de représentant de l'Etat dans les collectivités territoriales de la République, les sous-préfets formant un corps particulier. Les 116 autres sont affectés ailleurs. Trente travaillent dans les administrations centrales parisiennes. Onze sont au ministère de l'intérieur, et cinq y occupent des postes de direction : direction générale de la police nationale (Didier Cultiaux), direction générale de l'administration (Christian Frémont), direction de la surveillance du territoire (Jean-Jacques Pascal), direction de l'administration territoriale et des affaires politiques (Dominique Dubois), direction de la défense et de la sécurité civile (Jean Dussourd).

Trois préfets servent à la défense, dont l'un à la direction générale de la sécurité extérieure (Jacques Dewatre) et l'autre à la direction générale de la gendarmerie nationale (Bernard Prevost). Les seize autres sont en poste au Quai d'Orsay, à la fonction publique, à l'outre-mer, à l'emploi, à l'agriculture, à l'équipement, à l'aménagement du territoire ou dans des organismes directement rattachés au premier ministre, tels que la direction des *Journaux officiels*, l'observatoire interministériel sur les sectes, le comité interministériel de la sécurité nucléaire, le secrétariat général de la défense nationale, le secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI) ou le secrétariat général de la mer.

Une dizaine de préfets travaillent dans des établissements publics (l'ENA, institut d'études politiques, université, Institut des hautes études de défense nationale, Office des migrations internationales, agence régionale d'hospitalisation...). Cinq sont détachés dans des sociétés d'économie mixte (société d'autoroutes, Sonacotra...) et six dans des entreprises publiques (SNCF, RATP, EDF, France-Télévision).

Huit préfets sont en poste dans des cabinets (dont deux à l'Elysée, un au Conseil économique et social et un auprès de Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République). Six se trouvent provisoirement (pour quatre ans seulement) à la Cour des comptes, à l'Inspection générale des finances et à celle de l'administration. Dix occupent des postes de trésorier-payeur général. Un seul préfet est ambassadeur : François Goudard représente la France en Equateur. Sept préfets travaillent pour le compte de collectivités locales (communauté urbaine de Lille, Ville de Paris, départements des Hauts-de-Seine, des Yvelines, du Calvados et de l'Hérault). Cinq détenant des mandats électifs importants sont obligatoirement en position de détachement : trois sont députés, tous socialistes (Jean Glavany, Béatrice Marre, Michel Vauzelle), un est président de conseil régional (Michel Delebarre dans le Nord - Pas-de-Calais), un de conseil général (Philippe Martin dans le Gers). Dix-neuf se trouvent sans aucune affectation, hors cadre ou en préretraite.

Huit ont choisi de rejoindre le secteur privé, en « disponibilité », c'est-à-dire en conservant la possibilité de réintégrer le service de l'Etat. Paul Bernard, ancien préfet de la région Rhône-Alpes, préside une société d'autoroutes. Christian Blanc, ancien président d'Air France, est conseiller pour la compagnie libanaise Middle East Airlines. Jean-Paul Davin, ancien conseiller technique d'Edouard Balladur, et coordinateur des comités de soutien à sa campagne présidentielle, dirige les relations extérieures d'Elf. Jacques Fournet, ancien préfet de la région Champagne-Ardenne, ancien directeur de la surveillance du territoire, dirige une société pharmaceutique. Roland Hodel, ancien préfet du Cher, où il a été candidat aux législatives, est président de la société du circuit de formule 1 Nevers-Magny-Cours. Jacques Lambert, qui avait déjà géré la sécurité des JO d'Albertville, est directeur du comité d'organisation de la Coupe du monde de football. Yvon Ollivier, préfet des Alpes-Maritimes de 1988 à 1992, est président directeur général d'Europe Assistance. Michel Roussin, ancien ministre de la coopération du gouvernement Balladur, est président de la société SAE International (filiale du groupe de BTP Eiffage).

R. Rs

Les collaborateurs de l'ancienne majorité n'ont pas été écartés

LE GOUVERNEMENT de Lionel Jospin ne s'est livré à aucune chasse aux sorcières à l'encontre des préfets marqués politiquement à droite. Cohabitation oblige : le ministre de l'intérieur a, le 15 juillet, confié le poste de préfet de la Haute-Savoie à Pierre Breuil, ancien directeur du cabinet de Bernard Pons, ministre de l'équipement d'Alain Juppé. Le président de la République, Jacques Chirac, avait personnellement réclamé le reclassement de cet ancien préfet, qui fut aussi sous-directeur à la Ville de Paris lorsque lui-même en était maire, et qui se trouvait dépourvu d'affectation depuis les élections législatives de mai-juin 1997.

Le 13 mai, c'est un autre ancien collaborateur de M. Chirac, Paul Masseron, qui avait été promu : cet ancien secrétaire général du Conseil de Paris, qui fut aussi, sous la première cohabitation, directeur général des services du conseil général de la Corrèze, puis, ce qui est tout à fait exceptionnel, préfet de ce département, a pu quitter l'Allier pour la Vendée. Un mois plus tôt, le 15 avril, Bernard Pomel, qui travailla avec Jacques Blanc, au secrétariat général du Parti républicain à la fin des années 70 et à la région Languedoc-Roussillon de mai 1986 à août 1994, avait quitté la Haute-Corse pour la Haute-Loire.

Pierre Dartout, qui avait été nommé directeur de l'administration territoriale et des affaires politiques du ministère de l'intérieur par le gouvernement d'Alain Juppé, en janvier 1997, a été démis de ce poste le 21 janvier 1998. Mais il a aussitôt été envoyé dans les Pyrénées-Orientales. Le même jour, Claude Guéant a été choisi pour administrer la Franche-Comté, région où est implanté le ministre de l'intérieur : cette désignation constitue une marque de confiance et de reconnaissance professionnelle envers un haut fonctionnaire qui avait pourtant été nommé directeur général de la police nationale par l'ancienne majorité.

Les membres des cabinets ministériels du précédent gouvernement n'ont pas été maltraités. Nicolas Desforges, ancien chef du cabinet d'Alain Juppé, a été nommé préfet du Cantal le 29 octobre 1997. En même temps, André Viau, qui fut le directeur adjoint du cabinet du ministre de l'intérieur Jean-Louis Debré, a été nommé préfet de l'Yonne.

Le 27 août 1997, Jean-Paul Bolufer, ancien directeur adjoint du cabinet de Jacques Chirac à la Mairie de Paris, et ancien collaborateur de Marc Censi, président du conseil régional de Midi-Pyrénées, avait été nommé directeur des *Journaux officiels*, poste peu convoité, mais précédemment confié à un ancien directeur des renseignements généraux, Jean-Jacques Pascal. Même Jean-Charles Marchiani, proche de Charles Pasqua et préfet contesté du Var, a certes dû quitter Toulon, mais il a été reclassé comme secrétaire général de la zone de défense de Paris.

R. Rs

Le RPR et Démocratie libérale dénoncent le geste du gouvernement pour les sans-papiers

Les associations de soutien aux clandestins approuvent les assouplissements

Après la révélation, dans *Le Monde* daté 16-17 août, de l'assouplissement de certains critères pris en compte par le gouvernement pour la régularisation des sans-papiers déboutés, l'opposition dénonce l'approche du ministère de l'intérieur. Le RPR et Démocratie libérale y voient une démarche conduisant à la régularisation de tous les déboutés. Leurs soutiens saluent ce premier geste des pouvoirs publics.

L'ANNONCE de l'assouplissement des critères de régularisation des sans-papiers, révélé par *Le Monde* dans son édition datée 16-17 août, a suscité la satisfaction des soutiens aux sans-papiers et les *protestations de l'opposition*. Suivant les premiers avis rendus par la commission consultative instituée en juillet et présidée par le conseiller d'Etat Jean-Michel Galabert, le ministère de l'intérieur vient d'adresser une circulaire aux préfets dans laquelle il les invite à davantage d'ouverture dans l'examen des recours déposés auprès de l'administration. Cinq des critères pris en compte pour cette régularisation sont désormais assouplis, tandis qu'une seconde circulaire devrait reprendre, dans les prochains jours, les cinq autres propositions d'assouplissement proposées par la *commission. Ces différents* aménagements pourraient aboutir à la régularisation de 10 000 à 15 000 des 60 000 sans-papiers déboutés.

Madjiguène Cissé a accueilli *« avec satisfaction ce premier signe de bonne volonté »*, tout en estimant que cet assouplissement des critères constitue *« un peu un aveu ». « C'est une façon de reconnaître que les critères étaient trop restrictifs*, a affirmé l'ancienne porte-parole des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, qui s'exprimait, samedi 15 août, sur RTL. *S'ils avaient été souples, on n'aurait pas éprouvé le besoin de les assouplir et, quelque part, ils nous donnent raison. Nous avons crié depuis le 24 juin 1997 que les critères étaient trop restrictifs et que leur application en l'état allait laisser sur le carreau des dizaines de milliers de sans-papiers. »*

Le sort des déboutés inquiète particulièrement l'anthropologue Emmanuel Terray, qui avait participé à la grève de la faim du troisième collectif des sans-papiers au temple des Batignolles à Paris. *« Cette décision est une bonne chose mais elle pose le problème de tous les dossiers déjà repoussés avant l'assouplissement*, nous a déclaré M. Terray. *La conséquence logique voudrait que le ministère accepte la réouverture de l'ensemble des dossiers déjà déboutés. »* De la même manière, Monique Chemillier-Gendreau, membre du collège des médiateurs des sans-papiers de Saint-Bernard, estime, dans *L'Humanité* du 17 août, qu'*« il y a des progrès dans les résultats mais* [que] *la méthode reste mauvaise »*. Pour Mme Chemillier-Gendreau, il ne fait aucun doute que *« tant qu'il y aura un nombre de sans-papiers déboutés de leur demande de régularisation, la lutte se poursuivra »*.

Dans les rangs de l'opposition, Thierry Mariani, député du Vaucluse et délégué national du RPR à l'immigration, estime que le gouvernement *« vient de trouver une nouvelle fois une échappatoire pour fuir ses engagements : expulser tous ceux qui ne remplissent pas les conditions pour résider en France »*. M. Mariani, pour qui le gouvernement, n'a pas *« d'autre volonté que d'arriver progressivement à la régularisation de tous les sans-papiers »*, est rejoint par Claude Goasguen. Le vice-président de Démocratie libérale déclare ainsi, dans un entretien au *Figaro* du 17 août, que le gouvernement affirmait *« tenir un langage de rigueur et de fermeté tout en régularisant par petit bout ». « Commission par commission, critères après critères, on s'achemine vers une régularisation globale »*, assure M. Goasguen.

Cécile Prieur

La CFTC porte un jugement positif sur le bilan social du gouvernement

LE PRÉSIDENT de la CFTC, Alain Deleu, approuve, dans un entretien aux *Echos* du lundi 17 août, l'accord signé par sa fédération dans la métallurgie, le 28 juillet, qui *« acte la durée légale des 35 heures et qui baisse la durée effective maximale du travail d'une centaine d'heures par an ». « Il est faux de dire que le texte n'aura pas d'effets sur l'emploi »*, estime le président de la centrale chrétienne, qui *« n'est pas sûr qu'un accord plus normatif aurait été davantage créateur d'emplois durables »*. Sur le plan social, M. Deleu juge *« le bilan* [du gouvernement] *très actif, notamment sur les 35 heures »*, mais il *« attend encore des décisions sur le licenciement »* et *« la protection sociale »*.

De son côté, Louis Viannet juge, dans *La Tribune* du lundi 17 août, que *« l'amélioration des chiffres du chômage est le résultat d'une forte progression des emplois précaires »* et que la situation économique actuelle *« peut à tout moment connaître un renversement rapide »*. Le secrétaire général de la CGT estime, en outre, que *« les mesures fiscales annoncées pour 1999 ne sont qu'un balbutiement au regard de ce qu'il faudrait faire »*.

DÉPÊCHES

■ **TEMPS DE TRAVAIL : Force ouvrière a critiqué, vendredi 14 août**, deux décisions gouvernementales concernant l'éducation nationale et la Sécurité sociale, qui, selon elle, s'inscrivent *« dans la logique du partage du travail et des revenus qui a pour effet de faire supporter aux seuls salariés (sur leurs salaires et leurs impôts) les créations éventuelles d'emplois »*. La centrale syndicale rappelle que *« toute réduction de la durée du travail doit se faire avec maintien des salaires, sans gel, ni modération »*.

■ **DROITS DE L'HOMME : la Mission interministérielle** pour les droits de l'homme s'est dotée d'un logo représentant une œuvre de Matisse. Elle lance, au mois d'août, sa campagne nationale d'affichage pour le cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les héritiers du peintre Henri Matisse ont cédé, à titre gracieux, les droits d'utilisation du tableau *Trois têtes à l'amitié*. Le programme des célébrations sera dévoilé le 17 septembre par Robert Badinter, ancien président du Conseil constitutionnel, à qui a été confié le comité d'organisation.

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Karine PETROVIC,
Stephan ALAMOWITCH,
leur fils
Antoine ALAMOWITCH,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandre,

le 5 août 1998, à Paris.

Emmanuelle CASTELLI
et Mark FLETCHER
partagent avec
Claire,
la joie d'annoncer la naissance de

Laure,

le 29 juillet 1998, à Paris.

46, rue Monge,
75005 Paris.

Françoise et Germain VIATTE,
Isabelle et Heiko FABER,
Léonard,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Colombe.

Arles, 10 août 1998.

Suzy et Michael
ont donné la vie à

Tom,

le 12 août 1998.

Emilienne Ngo Njeng,
Ber Kleinberg,
ses arrière-grands-parents,
Cibèle Job,
Clara et Sacha Kleinberg,
ses grands-parents,
lui souhaitent plein de bonheur pour cent vingt ans.

Christiane et Jacques MANESSE
ont la joie d'annoncer les naissances de

Zoé,

sœur de
Julie,
chez
Isabelle et Alexandre,

le 6 mai 1998.

Clara,

chez
Véronique et Cyrille,

le 1er juillet 1998.

Romain,

frère de
Daniel et Catherine,
chez
Irina et Christophe,

le 5 août 1998.

Décès

– Orléans.

Mme Jacques Boudet,
son épouse,
a la tristesse de faire part du décès, le 10 août 1998, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de

M. Jacques BOUDET,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
inspecteur général honoraire
de l'instruction publique,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national
du Mérite,
commandeur des Palmes académiques.

La cérémonie religieuse a eu lieu vendredi 14 août 1998, en l'église Saint-Paterne d'Orléans.

18, rue du Bœuf-Saint-Paterne,
45000 Orléans.

– Mme Fernand Desnot,
son épouse,
M. et Mme Pierre Desnot,
leurs enfants et petites-filles,
M. André Mandonnet,
ses enfants et petits-enfants,
M. Guy Galien,
ses frère, beaux-frères, belle-sœur, neveux et nièces,
Les familles Royer, Champy, Delavigne, Frouard, Demouy et Griffoul,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand DESNOT,
maire adjoint honoraire
d'Asnières-sur-Seine,
officier de l'ordre national
du Mérite,
chevalier du Mérite
commercial et industriel,
chevalier du Mérite social,

survenu le 13 août 1998, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

« Sorti d'un long tunnel,
il s'est envolé pieusement
vers la Lumière. »

Un hommage lui sera rendu à la mairie d'Asnières-sur-Seine, le mercredi 19 août, à 13 h 30.

La cérémonie religieuse sera célébrée à 14 h 30, en l'église Sainte-Geneviève, rue de l'Eglise, à Asnières-sur-Seine.

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien, 6, rue du Ménil, à Asnières-sur-Seine, dans le caveau de famille.

Un service religieux sera célébré à sa mémoire courant septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

27, grande rue Charles-de-Gaulle,
92600 Asnières-sur-Seine.

– Ville d'Asnières-sur-Seine.

Frantz Taittinger,
député et maire d'Asnières-sur-Seine,
La municipalité et le conseil municipal d'Asnières-sur-Seine,
ont le regret et la tristesse de faire part du décès de

Fernand DESNOT,
maire adjoint honoraire
d'Asnières-sur-Seine,
officier de l'ordre national
du Mérite,

survenu le 13 août 1998, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Un hommage public lui sera rendu le mercredi 19 août, en l'hôtel de ville d'Asnières-sur-Seine, à 13 h 30.

L'office religieux sera célébré le même jour, à 14 h 30, en l'église Sainte-Geneviève d'Asnières-sur-Seine, suivi de l'inhumation au cimetière ancien d'Asnières-sur-Seine dans le caveau de famille.

– Mme Arlette Samii,
Ladane, Patrick et Jehanne Guionneau-Samii,
Chokoufeh, Bouda, Nouchine
et Nicou Etemad-Samii,
Kaveh, Caroline
et Elaheh Samii-Vaisy,
Kian, Christine et Chirine
Samii-Carruzzo,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Khorso SAMII,

survenu le jeudi 13 août 1998, à l'âge de soixante-quatorze ans, à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie).

1 *bis*, avenue des Tilleuls,
74200 Thonon-les-Bains.

– M. Pierre Cibié,
son époux,

Marie-Claire et Serge Merenda,
Dominique et Olivier Puyplat,
ses enfants,

Manuelle, Yann, Olivier, Vincent, Hervé,
ses petits-enfants,

Kevin, Jules-Erik, Marine, Roxane, Nicolas,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Pierre CIBIÉ,
née Colette Elisabeth
LAMBERT de BEAULIEU,
chevalier de l'ordre national
du Mérite,

survenu le 14 août 1998.

La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 17 août, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 90, avenue du Roule.

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine, 3, rue Victor-Noir.

« L'Albatros »,
7, boulevard Albert-Ier,
98000 M.C. Monaco.

Anniversaires de décès

Jacqueline HAUSER,
18 février 1921-18 août 1982.

Nous nous souvenons.

Aimé, Anne-Marie, Eliane, Laurence, Bertrand.

La flamme

– En célébration de l'anniversaire de sa libération, la ville de Toulouse, sous l'égide du député et maire, Dominique Baudis, présentera la Flamme - symbole de Dachau contre les exterminations, peinte par Colette Azoulay (président du comité, Marc Boissière), le mercredi 19 août 1998, sur la façade du Capitole.

هكذا من الأمل

ENVIRONNEMENT Dans un *entretien au Monde*, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, explique qu'*« il n'y aura pas de reconquête de la qualité de l'air sans changement de comportement, sans une redéfinition de la place de l'automobile »*. ● SELON LA MINISTRE, la journée « En ville, sans ma voiture ? », organisée le 22 septembre dans une dizaine d'agglomérations, constituera un test *« précieux pour l'avenir »*. ● Mme VOYNET envisage, si nécessaire, de *« mettre en place des mesures de limitation de la circulation dès le niveau 2 »* et le Conseil national de l'air *étudie* actuellement la possibilité d'une baisse des seuils d'alerte des différents polluants atmosphériques. ● LA PASTILLE VERTE, qui permettra aux véhicules les moins polluants de rouler les jours de pics de niveau 3, est entrée en vigueur lundi 17 août.

Pour Mme Voynet, « Homo automobilis doit redonner sa place à Homo sapiens »

Dans un entretien accordé au « Monde », la ministre estime qu'« il n'y aura pas de reconquête de la qualité de l'air sans changement de comportement ». La pastille verte, qui permettra aux véhicules les moins polluants de circuler les jours de pics de niveau 3, est entrée en vigueur lundi

« Pourquoi n'êtes-vous jamais présente en France quand les pics de pollution se font sentir ? Un ministre ne doit-il pas monter *systématiquement* au front ?

– Que l'on ne compte pas sur moi pour privilégier le commentaire à chaud et limiter mon rôle à la gestion des « pics » de pollution. Le ministère de l'aménage*ment du territoire* et de l'environnement doit surtout prévenir ces « pics », en promouvant des modes *de déplacement moins polluants*. Il sensibilise aussi l'opinion publique et, seulement dans le cas où cela ne *suffit pas, il doit gérer les situations* d'urgence. A cet effet, je suis évidemment en liaison permanente avec mes services.

» Depuis un an, un travail important a été accompli pour rattraper le retard énorme qu'avait pris la France. Des réseaux de capteurs ont été installés dans les grandes agglomérations, des dispositifs homogènes de gestion des « pics » se mettent en place. Quand la situation le justifie, la circulation automobile est limitée, pour protéger la santé publique, ce qui a été fait le 1er octobre dernier. La pastille verte, qui entre en vigueur lundi, permettra d'améliorer ce dispositif.

– Le principe de la circulation alternée semble bien accepté par les Français. Pourquoi ne pas le systématiser dès que le niveau 2 est atteint ?

– Lorsque je suis arrivée au ministère, j'ai tout de suite constaté que la loi sur l'air était confuse et peu opérationnelle. J'avais deux options : mettre en chantier une nouvelle loi, et prendre au minimum un an de retard ; ou bien, et c'est ce que j'ai choisi, mettre en œuvre le texte existant, en évaluer les résultats et, si nécessaire, l'adapter. Au niveau 2, on alerte la population pour que chacun se mobilise alors qu'au niveau 3 on prend des mesures de restriction des activités polluantes. En accord avec le Conseil national de l'air, nous avons décidé d'abaisser les seuils du niveau 2 pour le dioxyde *de soufre et pour le dioxyde* d'azote. Les habitants alertés plus tôt se mobiliseront plus tôt pour prévenir la dégradation de la qualité de l'air, en évitant autant que faire se peut l'usage de leur voiture.

» Mais si les gens ne sont pas suffisamment responsables pour renoncer d'eux-mêmes à l'usage de la voiture quand ils le peuvent, *alors nous serons sans* doute amenés à être plus directifs et à mettre en place des mesures de limitation *de la circulation dès le niveau* 2. Cependant, il faut savoir que la circulation alternée n'est pas toujours *la solution la plus* efficace pour faire baisser rapidement la pollution, notamment en ce qui concerne l'ozone.

» J'ai décidé de lancer une réflexion avec le Conseil national de l'air sur une éventuelle évolution de l'ensemble du dispositif, en tenant compte notamment des résultats des dernières études médicales.

– Êtes-vous prête à affronter les transporteurs routiers et les constructeurs automobiles ?

– Je ne considère pas que mon rôle soit d'engager systématiquement des conflits ! Mon premier souci est la *santé* publique. Personne n'a intérêt à ce que l'air soit irrespirable, ni les transporteurs routiers, ni les *industriels, ni* bien sûr les bébés ou les asthmatiques. Il s'agit donc de trouver des solutions qui concilient les besoins de transport, la protection de l'environnement et la santé. Tous les acteurs concernés sont d'ailleurs représentés au sein du Conseil national de l'air.

– Vous estimez que seules des mesures de fond sont susceptibles d'éradiquer la pollution urbaine. L'action sur le long terme ne sert-elle pas de prétexte à l'immobilisme ?

– Les méfaits d'une politique menée systématiquement en faveur *de l'automobile depuis quarante* ans ne se résorberont pas en un an, ni même en deux ans. Au-delà de l'émotion *suscitée* par les « pics » de pollution, c'est tous les jours qu'il faut agir. Pour cela, quatre grands chantiers ont été engagés :

» - l'élaboration de plans de déplacements urbains qui donneront la priorité aux piétons, aux vélos et aux transports en commun pour diminuer la circulation automobile en ville ;

» - l'abaissement des normes de pollution pour les moteurs et les carburants. La directive que les ministres de l'environnement européens viennent d'adopter, avec une forte implication française, diminuera la pollution par véhicule d'un tiers en l'an 2000 et d'un autre tiers en 2005 ;

» - le transfert du transport de marchandises de la route vers le rail, qui constituera une priorité de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et des contrats de plan Etat-région ;

» - la fiscalité des carburants, qui sera revue dès le budget 1999 afin de diminuer les avantages fiscaux du gazole et d'encourager davantage l'usage du gaz de pétrole liquéfié (GPL), du gaz naturel véhicule (GNV)...

– Pourquoi l'Union européenne n'a-t-elle pas de politique commune en la matière, avec un système de seuils identique pour les quinze Etats ?

– *De nombreuses directives européennes* concernent l'environnement, et plusieurs chantiers sont en cours, par exemple sur la concentration dans l'atmosphère de certains polluants, sur les conditions de mesure de la pollution et sur les actions correctives. Mais dans ce domaine, l'histoire et l'expérience des pays sont diverses. Ainsi, en Allemagne, les restrictions de circulation peuvent débuter dès que le seuil de 240 microgrammes/m³ d'ozone est atteint simultanément pour trois stations distantes d'au moins 50 km. En France, le seuil est plus élevé, mais les restrictions de circulation prévues sont également plus importantes. Il faut harmoniser ces dispositifs.

– Est-il raisonnablement imaginable qu'un jour les agglomérations ne soient plus soumises à des phénomènes récurrents de pollution ? A quelles conditions ?

– Je crois que c'est possible, mais cela prendra du temps. Voyez le cas des villes suisses ou allemandes, ou de certaines grandes villes françaises comme Strasbourg, qui a pris plusieurs années *d'avance sur d'autres villes : il faut* des efforts immenses pour grignoter petit à petit l'espace pris par l'automobile.

» Notre principal allié est l'opinion publique, qui est en train d'évoluer fortement, plus rapidement sans doute que la grande majorité des hommes politiques. Il n'y aura pas de reconquête de la qualité de l'air sans changement de comportement, sans une redéfinition de la place de l'automobile. *Homo automobilis* doit redonner sa place à *Homo sapiens*. La journée « En ville, sans ma voiture ? », qui sera organisée le 22 septembre dans plusieurs dizaines de villes, aura une vocation pédagogique, et son bilan sera précieux pour l'avenir.

» Deux conditions, que l'on oublie trop souvent, seront sans doute nécessaires à une reconquête de la qualité de l'air :

» - une *évolution des politiques* d'urbanisme, d'une part. On construit aujourd'hui de façon beaucoup trop désordonnée dans les grandes banlieues des villes, sans coordination avec les réseaux de transports publics ;

» - une coordination plus forte des politiques menées par les différentes collectivités locales, d'autre part. Si la ville-centre mène une politique de limitation de la circulation automobile, sans qu'il y ait une action similaire en banlieue, on assiste à des reports de trafic. Si, dans une région, l'Etat privilégie les transports en commun, et que, simultanément, la région, le département et les communes continuent à financer des rocades et des autoroutes, on n'aboutira à rien.

– Les habitants des villes, voire leurs municipalités, ne seraient-ils pas fondés à se retourner contre l'Etat dès lors que celui-ci *ne prend pas les mesures* nécessaires pour protéger leur santé ?

– L'Etat doit prendre ses responsabilités *pour assurer la santé publique*. Mais cela n'exonère pas les autres acteurs de prendre les leurs. Car, en matière de qualité de l'air, les responsabilités sont partagées. L'Etat fixe les règles et veille à leur application ; le maire doit prendre en compte les transports en commun dans les documents d'ur*banisme ; le citoyen*, par son comportement de tous les jours, influe sur la pollution de l'air.

» *L'indifférence* à l'égard de l'environnement reste, hélas ! trop souvent la règle. Or de nombreuses atteintes à *l'environnement ont* des conséquences sur la santé. On l'a vu pour la vache folle, pour l'amiante, etc. Nous devons vivre avec l'idée qu'il n'existe pas de « risque zéro ». Encore faut-il déterminer le niveau de risque acceptable. En la matière, les principaux progrès à venir concernent, d'une part, la participation des citoyens aux décisions, et, d'autre part, la recherche scientifique, base de la connaissance. C'est l'objet de la mission confiée récemment à deux députés, André Aschieri et Odette Grzegrzulka.

» Les questions de santé envi*ronnementale ont été* longtemps sous-estimées en France. A l'aube du troisième millénaire, nous ne pouvons plus les éluder. »

Propos recueillis par Jean-Paul Besset



DOMINIQUE VOYNET

« L'indifférence à l'égard de l'environnement reste, hélas ! trop souvent la règle »

Nouvelles alertes de niveau 2 pendant le week-end du 15 août

Plusieurs villes ont connu une nouvelle alerte à la pollution par l'ozone, dimanche 16 août. *Le niveau 2 de la procédure d'alerte a été atteint dans le nord-est des Bouches-du-Rhône*, notamment à Berre-l'Etang (221 microgrammes par mètre cube d'air) et Rognac (192 microgrammes par m³). Le phénomène s'est également reproduit à Lyon et dans sa région. Du 8 au 12 août, l'agglomération lyonnaise avait connu des pics de pollution de niveau 2 pendant cinq jours consécutifs. Samedi 15, le niveau 2 d'alerte avait été dépassé à Toulouse et Bordeaux.

En Allemagne, les valeurs *d'ozone ont de nouveau franchi* localement le seuil d'alerte sous l'effet de la chaleur dans le Bade-*Wurtemberg*, la Hesse et la *Rhénanie-Palatinat*, samedi 15 août. Avec la Sarre, ces trois Länder avaient interdit pour vingt-quatre heures, mercredi 12, la circulation des véhicules non munis d'un pot catalytique, comme le permet depuis 1995 une réglementation appliquée à partir de 240 microgrammes par mètre cube d'air.

7,7 millions de véhicules bénéficieront de la pastille verte

SUR LE CÔTÉ inférieur droit du pare-brise, vignette et certificat d'assurance devront dé*sormais céder un peu de place à la pastille* verte. Ce laissez-passer permettant à 7,7 millions de véhicules, soit environ un tiers des au*tomobiles françaises, de s'affranchir des* contraintes de la circulation alternée entre officiellement en vigueur lundi 17 août.

La pastille verte ne se substitue pas à la circulation alternée en fonction des plaques minéralogiques (instaurée par un arrêté interpréfectoral d'avril 1997, en application de la loi sur l'air de décembre 1996) qui a été mise en place pour la première fois à Paris et dans vingt-deux communes limitrophes le 1er octobre 1997 lors d'une alerte de pollution de niveau 3. Les jours pairs, seuls les véhicules avec une plaque d'immatriculation dont le premier groupe de chiffres se termine par un chiffre pair sont autorisés à circuler, et inversement les jours impairs. La nouveauté, c'est que les véhicules dûment estampillés pourront circuler dans tous *les cas, de même, d'ailleurs, que ceux dont les* conducteurs auront eu la bonne idée de pratiquer le covoiturage en transportant au moins deux autres personnes.

Gratuit, ne nécessitant aucun renouvellement, l'autocollant écologique est décerné selon des critères liés à la conception technique des véhicules. Sont récompensés pour contribution à la lutte contre la pollution atmosphérique les possesseurs de voitures « propres », à propulsion électrique ou fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié (GPL) ; les propriétaires de véhicules à essence ou Diesel munis d'un pot catalytique, c'est-à-dire les voitures à essence mises en circulation pour la première fois à partir du 31 décembre 1992, les voitures Diesel *mises en circulation à partir* du 1er janvier 1997, les camionnettes à essence mises en circulation pour la première fois à partir du 1er octobre *1994, les camionnettes Diesel mises en circulation* à partir du 1er octobre 1998. Les deux-roues ne sont pas concernés. Les camions non plus, *mais ils seront soumis à des restrictions* de transit.

TÂCHE DES POLICIERS SIMPLIFIÉE

Tous les propriétaires de véhicules peu polluants mis en circulation avant le 26 juin 1998 à 18 heures doivent désormais avoir reçu leur pastille verte à domicile. Sinon, c'est qu'il y a probablement eu erreur d'adresse. *« Dans* [ce] *cas, il est sans doute nécessaire d'aller effectuer un changement d'adresse sur sa carte grise à la préfecture de police »*, recommande-t-on à la préfecture de police de Paris, où l'on reçoit bon nombre d'appels téléphoniques émanant de *conducteurs déçus de ne pas bénéficier de ce* passe-droit. *« D'autres retards concernent ceux qui se sont équipés de pots catalytiques avant qu'ils ne soient obligatoires, c'est-à-dire avant janvier 1993 pour l'essence, et avant janvier 1997 pour le diesel. Mais les pastilles viennent de leur être envoyées. »* Pour tous les véhicules peu polluants, neufs ou d'occasion, immatriculés depuis le 29 juin, la préfecture de police ou, à Paris, l'antenne de police de la mairie d'arrondissement, a commencé de délivrer la pastille en même temps que la carte grise. Pour le directeur de la circulation à la préfecture de police de Paris, Jean-Claude Terrier, la tâche des policiers se trouvera simplifiée en cas de pic de pollution, la pastille permettant une identification immédiate des véhicules les moins polluants. *« C'est un système plus intelligent puisque le tri des véhicules ne s'effectue plus de façon rustique, mais en fonction du caractère plus ou moins polluant du véhicule. »* Il s'agit d'une *« mesure d'équité ayant un fort intérêt pédagogique, puisqu'elle fait prendre conscience des différences d'émissions polluantes selon les véhicules »*, approuve également Jean-Félix Bernard, élu Vert au conseil régional d'Ile-de-France et président du Conseil national de l'air.

« Elle va dans le bon sens, poursuit-il, *mais elle ne règle pas le fond du problème, qui ne trouvera de solution que dans le redéploiement des modes de circulation en faveur des transports en commun. »* La pastille verte ne s'applique que dans les rares cas de pics de niveau 3. Et, contrairement à ce qui se passe en Allemagne ou en Italie, les automobilistes en bénéficiant ne sont pas les seuls autorisés à circuler en cas de circulation alternée : ils ne font que grossir le flot des véhicules dont la plaque d'immatriculation est conforme aux directives du jour. *« Plutôt que d'imposer immédiatement des mesures plus contraignantes, peut-être peut-on prendre le temps d'évaluer l'impact des appels au civisme ? »*, plaide M. Bernard, avant de reconnaître que, dans une dizaine d'années, avec le renouvellement du parc, la totalité des automobiles auront gagné le droit au passeport écologique.

Pascale Krémer

Stupeur dans le Haut-Rhin après les aveux du curé d'Oderen

MULHOUSE
de notre correspondant

Comme chaque 15 août, fête de l'Assomption, à la tombée de la nuit, les paroissiens d'Oderen, dans la haute vallée de la Thur (Haut-Rhin), descendent en procession la colline de l'église Saint-Nicolas pour rejoindre le pèlerinage de la Vierge, à l'entrée du village. Deux lieux de culte distants de quelques centaines de mètres, dont le Père Heckner, trente-cinq ans, curé du regroupement paroissial d'Oderen, Kruth et Wildenstein, que beaucoup appelaient par son seul prénom, Jean-Luc, est désormais en prison.

Samedi soir, environ cent vingt fidèles *avancent d'un pas lent* en chantant des *Ave Maria*. La foi mariale et les apparences sont sauves, *mais le cœur n'y est pas*. Rentré à temps pour s'associer à la procession, le maire, Pierre Egler, est rapidement mis au courant de ce que, le matin même, les 2 500 habitants des trois villages découvraient, dans un mélange d'effarement et d'incrédulité, à la lecture de la presse locale : les égarements sexuels de Jean-Luc, leur prêtre.

Pourtant, devant les enquêteurs de la brigade de recherches de Mulhouse, le jeune curé, interpellé mardi 11 août sur son lieu de vacances dans la Drôme, a avoué cinq viols et reconnu une série d'agressions sexuelles sur des garçons de onze à quatorze ans, pour la plupart ses propres servants de messe : il a ensuite réitéré ses aveux devant le juge d'instruction, Marie-Catherine Marchioni, qui l'a mis en examen pour viols et agressions sexuelles sur mineurs de moins de quinze ans par personne ayant abusé de l'autorité que lui conféraient ses fonctions, et fait écrouer, jeudi 13 août, à la maison d'arrêt de Mulhouse. Les révélations du curé soupçonné de pédophilie font subir *aujourd'hui aux paroissiens « comme une onde de choc »*, note le maire de Wildenstein, Geneviève Foltzer.

Depuis son arrivée, en octobre 1996, dans un contexte de crise des vocations religieuses à laquelle n'échappe pas la vallée de la Thur, la population, unanime, louait les services du Père Jean-Luc Heckner. Originaire de Mulhouse, ordonné prêtre en 1990, celui-ci avait été d'abord en poste à Saverne (Bas-Rhin), puis à Thann, une quinzaine de kilomètres plus bas, où il était également aumônier de scouts. Pour le maire de Wildenstein, *« il était sympathique avec tout le monde et s'occupait vraiment bien des jeunes »*. Le maire d'Oderen ne renie rien des *« excellentes relations »* qu'il entretenait avec ce prêtre *« si efficace qu'il avait su reconstituer l'équipe des servants de messe »*.

« RIEN DE BIEN NOUVEAU »

Le Père *Jean-Luc Heckner* avait instauré, en moins de deux ans, un climat de confiance tel que les parents autorisaient volontiers leurs enfants à se rendre au presbytère, parfois à y passer la nuit, ou à partir sous sa *direction* en séjour de montagne. C'est une plainte déposée à l'issue de l'un de ces séjours, *fin juillet, qui a déclenché l'affaire*. Le prêtre a reconnu des actes de pédophilie remontant à 1992, ne se montrant ni avare de détails intimes, ni soucieux de dissimuler son *« homosexualité »*, ses *« pulsions sexuelles »*, son *« attirance pour les jeunes garçons »* ou encore les *« aubaines »* qui s'offraient à lui de par ses fonctions, selon ses propos rapportés par les enquêteurs.

En marge de l'instruction, Mgr Joseph Doré, archevêque de Strasbourg, a réagi avec célérité, faisant savoir qu'il *« laissera la justice suivre son cours sans chercher ni à excuser ni à couvrir l'un des siens »*. A la sortie des offices des 15 et 16 août, dans des églises aux trois quarts vides, les paroissiens les plus âgés se sont souvenus de deux affaires similaires de pédophilie *« qui avaient fait du grabuge »*, l'une chez le curé de Kruth à la fin des années 40, l'autre chez le curé de Wildenstein en 1960. Comme quoi, ont-ils ajouté, *« il n'y a rien de bien nouveau »*.

Ce qui n'excuse toutefois pas, ajoute le maire d'Oderen, *« les faits graves reprochés à l'abbé Heckner s'ils se révèlent exacts »*, car *« on ne touche pas à des enfants »*. A moins que ces derniers, hasarde le curé de la paroisse voisine de Fellering, le Père Landolin Mensch, soixante-treize ans, *« ne soient allés un peu vite en besogne, dramatisant et montant en épingle une affaire qui n'est peut-être pas si grave que ça... »*. Pour lui, *« c'est sûr, on dénonce si facilement de nos jours »*.

Lucien Naegelen

Strasbourg s'étend vers le sud et s'approprie le Rhin

En décidant d'aménager les friches du quartier de la place de l'Etoile, qui séparaient la capitale alsacienne de ses quartiers sud, de valoriser les rives du fleuve et de construire un nouveau pont vers l'Allemagne, l'équipe du nouveau maire, Roland Ries, appose sa marque sur la ville

STRASBOURG
de notre correspondant régional

Cela fait soixante-dix ans qu'on parle à Strasbourg d'aménager le quartier de la place de l'Etoile. Après un dernier échec sous l'ancien maire de la capitale alsacienne et actuel ministre de la culture, Catherine Trautmann, son successeur à l'hôtel de ville, Roland Ries, semble tenir le bon bout. Depuis un an qu'il est à la tête de la municipalité socialiste, c'est la première occasion pour lui d'attacher son nom à un projet strasbourgeois.

A partir de la place de l'Etoile, qui sépare dans le sens nord-sud le centre-ville du quartier populaire du Neudorf (34 000 habitants), s'étend un espace de 300 hectares, le long d'un canal de jonction entre le canal Rhin-Rhône et le Rhin. Longtemps réservée aux activités de défense, cette zone a accueilli, au fil des décennies et au gré de l'amélioration des relations avec l'Allemagne, des activités portuaires et industrielles. Au fil de l'évolution économique, ce secteur s'est transformé en friche, *« ce qui est indigne d'une ville comme Strasbourg »*, selon M. Ries.

Après de multiples tentatives, l'idée de mettre fin à cette anomalie en forme de no man's land entre Strasbourg et ses quartiers *sud a pris réellement forme en* 1990, après l'arrivée des socialistes à la mairie. Un premier projet est parrainé par Mme Trautmann. Il est prévu d'implanter sur 17 hectares des immeubles de logements et de bureaux, une école, le conservatoire de musique, une patinoire, le nouvel hôtel de police, un multiplexe de 22 salles et un hypermarché de 25 000 mètres carrés. Les commerçants du centre-ville de Strasbourg montent alors au créneau ; ceux du Neudorf et, avec eux, les riverains ainsi que les écologistes d'Alsace Nature font de même.

« TRAVAIL DE CONCERTATION »

L'enquête publique tourne au vinaigre pour le projet Trautmann : la commission donne un avis défavorable. Moyennant quelques aménagements, l'ancien maire persiste et signe. Sa volonté de passer en force entraîne un recours auprès du tribunal administratif, qui prononce le sursis à exécution en octobre 1997. Mme Trautmann est déjà partie siéger au gouvernement à Paris et M. Ries a le champ libre pour présenter « son » projet. Ce qui est fait au mois de décembre suivant. *« Le travail de concertation a donné lieu à un projet structuré, cohérent et très aéré, d'abord conçu pour s'intégrer à la ville et non s'imposer à elle. »*

Au début juillet, le conseil municipal approuve à l'unanimité le « programme Ries », l'opposition ne manquant pas de saluer le *« sens du dialogue »* du nouveau maire. Il faut dire que la nature du projet a fondamentalement changé. Les implantations envisagées au départ sont maintenant réparties sur 50 hectares et il est prévu d'aménager un parc sur la place de l'Etoile, alors que des bâtiments devaient initialement y être construits. Les commerçants sont satisfaits : l'hypermarché disparaît ; il sera créé à la place une rue piétonne où seront installés des magasins en pied d'immeubles et un supermarché en sous-sol de 4 000 mètres carrés. Malgré sa satisfaction face à ce résultat, Jean-Daniel Jung, président des « Vitrines de Strasbourg », manifeste encore quelque méfiance : *« Au total, ce sont tout de même 23 000 mètres carrés qui seront réservés au commerce, et on pourrait à l'avenir s'en servir pour ressusciter l'idée d'hypermarché. »*

Quoi qu'il en soit, le consensus existe aujourd'hui entre les différents protagonistes et l'affaire est *cette fois, semble-t-il, bien partie.* A telle enseigne que la fin des travaux est prévue pour 2004, pour un coût estimé à plus de 2 milliards de francs. La réalisation de cette étape ouvre de nouvelles perspectives pour concrétiser cette vieille idée consistant à aménager les bords du Rhin du côté français afin d'aller « chercher » la petite ville allemande de Kehl, située sur la rive droite.

Pour donner un sens à cette revalorisation du secteur français le long du fleuve, Strasbourg a décidé de s'associer au « Jardin des deux rives », projet d'aménagement paysager et urbain des deux côtés du Rhin qui s'étendra sur 150 hectares. Sa première étape doit être achevée en 2004, année où se tiendra la *Landesgartenschau* (floralies et festival des paysage typiques), qui est un événement national en Allemagne. Pour les responsables strasbourgeois, aménager ces terrains trop longtemps négligés *« présente l'opportunité pour les vingt ans à venir de réaliser une étape importante du développement de l'agglomération »*.

Marcel Scotto

Un nouvel hôtel de région

Depuis longtemps, le conseil régional d'Alsace est à l'étroit, les élus se réunissant le plus souvent dans les locaux du département du Bas-Rhin. Dispersés sur six sites, les trois cents fonctionnaires régionaux ne sont guère mieux lotis. En juin dernier, l'assemblée alsacienne a pris la décision de construire un bâtiment de 11 000 mètres carrés dans l'idée de l'occuper en 2002. L'hôtel de la région pourrait s'installer sur le site du projet de la place de l'Etoile. Deux autres implantations sont possibles : derrière la gare, sur un terrain appartenant à la SNCF, ou sur un terrain situé en face du Palais des droits de l'homme.

Un second pont vers l'Allemagne en 2003

STRASBOURG
de notre correspondant

Les premiers appels d'offres pour le second pont sur le Rhin près de Strasbourg viennent d'être lancés par le ministère de l'équipement. Ce pont reliera Eschau, au sud de la communauté urbaine de Strasbourg, et Altenheim, petite ville allemande sur l'autre rive. Il pourrait être terminé en 2003.

Ce projet a connu une très longue gestation. Inscrit en 1973 au schéma d'aménagement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise, il n'a été intégré aux schémas allemands que dix ans plus tard. Les déclarations d'utilité publique ont été signées en 1996 en France et en 1997 en Allemagne. L'accord final a été scellé par le sommet franco-allemand de Dijon.

L'objectif est de délester l'unique passage actuel, le pont de l'Europe, entre Strasbourg et la petite ville frontalière de Kehl, dont le trafic frôle les 40 000 véhicules par jour.

Mais le budget de 160 millions de francs à partager entre les deux pays et, surtout, l'hostilité des écologistes et les réserves des communes concernées ont incité les Allemands à ne pas voir trop grand. Ils ont imposé un pont à deux voies seulement avec une piste cyclable, alors qu'il reliera les réseaux autoroutiers de part et d'autre du fleuve.

Les travaux devraient commencer en 1999 et durer trois ans. Le pont comptera trois travées pour une longueur totale de 457 mètres ; on y accédera de part et d'autre par des viaducs. Les estimations prévoient 10 000 à 11 000 véhicules par jour dès la première année, dont 1 200 poids lourds. Le ministère français de l'équipement, maître d'ouvrage du pont, a prévu des superstructures pour, éventuellement, plus tard, en doubler la largeur.

Jacques Fortier

Le Nord - Pas-de-Calais souhaite dépolluer ses sols par les plantes

LILLE
de notre correspondante

Comment reconquérir les sites pollués hérités de l'industrie et réparer les dégâts du passé ? Comment traiter en particulier les sols contaminés par les métaux lourds ? La question est essentielle pour la région Nord - Pas-de-Calais, qui détient le record en sites et sols pollués : en 1997, environ cent cinquante sites y ont été répertoriés, parmi lesquels quelques-uns des plus pollués d'Europe, comme Métaleurop, dans le Douaisis.

A l'initiative de l'association EDA (Environnement et développement alternatif), qui, depuis plus de quinze ans, interpelle les pouvoirs publics, vient d'être lancé le premier centre expérimental de dépollution des sols contaminés par les métaux lourds (plomb, zinc et cadmium). Baptisé « Espace biotique » – tout ce qui contribue au développement de la vie –, ce projet rassemble autour d'EDA deux laboratoires universitaires de Lille, deux entreprises de la région spécialisées dans la dépollution (Apinor et Ophrys) ainsi qu'un agriculteur implanté à Auby, près de Douai, dont les terres sont fortement contaminées.

« Actuellement, explique Danielle Poliautre, la présidente d'EDA, *si les effets des métaux lourds tant sur l'homme que sur la faune, la flore et l'eau sont connus, en revanche il existe peu de techniques de dépollution satisfaisantes en la matière.* Certaines méthodes, comme le décapage des sols, sont coûteuses et mal adaptées. Cet espace va donc permettre de tester grandeur nature des techniques innovantes et de développer la recherche en biotechnologie.

Sur les parcelles mises à disposition par l'agriculteur impliqué, différentes méthodes de dépollution biologique vont ainsi être expérimentées. Il s'agira notamment d'utiliser la capacité de certains végétaux à absorber sélectivement et en grande quantité certains métaux lourds (phytoextraction). D'autres procédés dits de phytostabilisation seront également testés : il ne s'agit plus d'extraire les métaux mais de les fixer dans les sols.

« Ces méthodes de dépollution par les plantes ne sont pas nouvelles. Certaines font déjà l'objet d'études poussées, notamment en laboratoire », soulignent les responsables du projet. En revanche, c'est la première fois que plusieurs expériences utilisant des techniques différentes vont être menées en parallèle et à une aussi grande échelle. Elles permettront de sélectionner les plantes les mieux adaptées aux différents types de métaux. Les premières plantations ont été réalisées sur douze parcelles-tests. Quelques résultats pourraient être connus dès l'automne, une fois achevées les fauches de l'été.

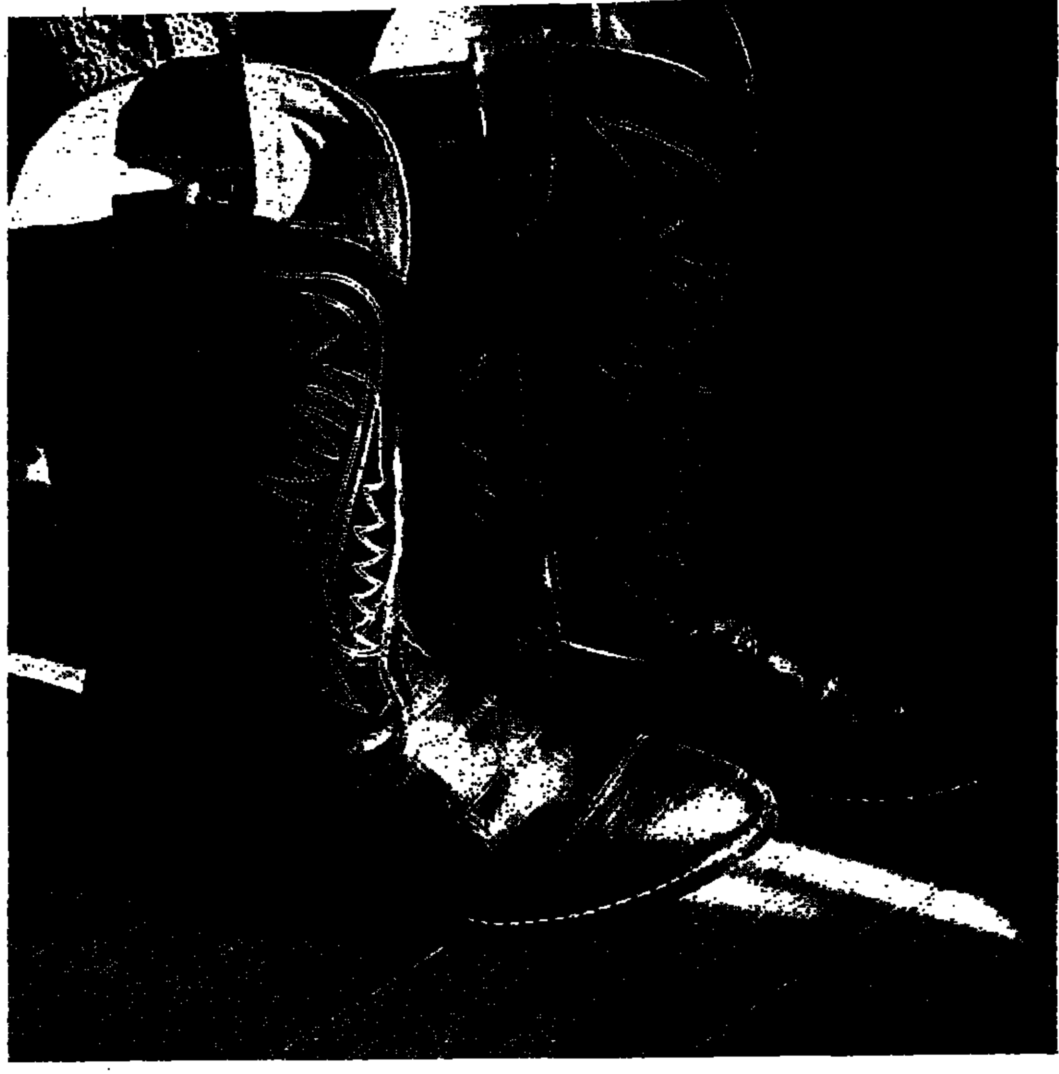
Nadia Lemaire

DÉPÊCHES

■ **ÎLE-DE-FRANCE : selon la chambre de commerce et d'industrie de Paris** (CCIP), *« affirmer que l'Ile-de-France est la région la plus riche d'Europe est une interprétation contestable »* d'une étude récemment publiée par l'INSEE (*Le Monde* du 14 août). La première place de la région dans le PIB européen (5 %) est *« un élément de grande satisfaction »*, écrit la CCIP dans un communiqué. La chambre rappelle toutefois qu'en prenant en compte le PIB par habitant, indice selon elle *« plus significatif »*, l'Ile-de-France ne se classe qu'au 5e rang européen, et que la région souffre de *« difficultés réelles »* dans les domaines de l'emploi et des conditions de vie.

■ **ALSACE : la population du Haut-Rhin** a la possibilité de consulter l'avant-projet sommaire de la première phase du TGV Rhin-Rhône dans les locaux de la préfecture à Colmar. Ce dossier avait été approuvé par le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, en mai dernier.





A Calgary, il y a un célèbre rodéo avec des cow-boys en costume traditionnel. Plus tard, on ramène une paire de bottes, peut-être pour être prêt à repartir à cheval.

Photographies d'Alain Potignon pour Le Monde.

Douze France

par Nancy Huston

Nancy Huston est née à Calgary (Canada) en 1953. Elle vit en France depuis 1973, partageant sa vie entre Paris et le Berry. Elle écrit ses romans directement en français. Nancy Huston a reçu le Prix Goncourt des lycéens 1996 et le Prix du livre-Inter 1997 pour son roman *Instrument des ténèbres* (Actes Sud). Elle a aussi publié, entre autres, *Les Variations Goldberg* (Actes Sud), *Cantique des plaines* (Actes Sud), *La Virevolte* (Actes Sud) et, en 1998, *L'Empreinte de l'ange* (Actes Sud).

L'imaginaire

« J'ai mal à la tête », dis-je en titubant à travers l'estrade, une main théâtralement appuyée sur la tempe – et tout le monde d'éclater de rire. Cela se passe dans une école publique de la ville d'Edmonton, à l'ouest du Canada, en 1960, c'est le jour des parents, j'ai six ans et demi et je viens de prononcer la première phrase complète que j'ai apprise en langue française. Plus tard, dans un lycée du New Hampshire, à la fin des années 60, années de guerre, de drogue et de rock, je chanterai à tue-tête avec une classe d'adolescents chevelus, en faisant voluptueusement traîner les voyelles, dix fois plus longuement qu'Edith Piaf : *« mo-o-on cœ-u-u-r qui-i-i-i ba-a-a-at ! »* Ou encore, avec Boris Vian : *« Prévenez vos gendarmes/que je n'aurai pas d'arme/et qu'ils pourront tirer. »* « Ça veut dire quoi, tirer ? » France imaginaire, France de la langue française, de la chanson et de la poésie françaises, qui jouit en Amérique du Nord d'un prestige énigmatique.

L'opaque

« C'est de la part de qui ? », dit la voix au téléphone, et je panique. C'est le 3 septembre 1973, je viens de poser le pied pour la première fois sur le sol français, j'ai réussi à mettre les bonnes pièces dans les bonnes fentes du téléphone et à demander à parler avec mon seul et unique contact sur ce continent, Mme Baratin, je n'invente pas, elle dirige l'antenne parisienne de mon université new-yorkaise, et voilà qu'au lieu de me la passer, on me répond par cette phrase désespérément opaque : *« C'est de la part de qui ? »* Qu'est-ce que ça peut bien vouloir dire ? Encore et encore, au cours de cette première année, je serai confrontée à l'abîme qui sépare le français scolaire, livresque, fantasmatique qui est le mien, et le français vivant tel que les Français le parlent. Les enfants, surtout, me terrifient : des grappes d'enfants babillant de façon incompréhensible dans le métro, dans les cours de récré : comment se peut-il que des petits morveux sachent parler si bien, si vite, alors que moi, en dépit de mes diplômes, je n'arrive plus à coller trois mots ensemble ? L'effort continuel pour comprendre me fatigue et me crispe ; parfois, en fin de soirée, je renonce à suivre la conversation et me mets à écouter les voix françaises comme une musique chaotique, dénuée de signification précise.

La monumentale

« Et là, sur votre droite... » Je me balade dans ce pays la bouche ouverte, les yeux exorbités, le cœur battant. Tout m'impressionne au même titre : le palais du Trocadéro me semble exactement aussi magnifique que la Conciergerie ; le Mont-Saint-Michel ne me bouleverse ni plus ni moins que le quartier de la Huchette. Je reste encore émue quand des Français m'initient avec fierté à un monument ; je ne vois aucun équivalent possible de cette fierté chez les habitants de l'ouest du Canada, et, encore aujourd'hui, hochant la tête devant la bibliothèque humaniste de Sélestat, je murmure : *« On n'avait pas ça à Calgary ! »*... Mais il me semble aussi, parfois, que cette fierté rend les Français comme absents à eux-mêmes, qu'elle leur tient lieu d'être... comme si la grandeur passée de leur pays leur évitait d'avoir à se prendre en charge comme individus présents.

La gauchiste

« Et hop, Franco, plus haut que Carrero ! ! » Ma France des premières années, c'est encore un peu celle de Mai 68. Moi qui viens d'un monde où pour être politisé, il suffisait d'être pour ou contre la guerre du Vietnam, pour ou contre l'indépendance du Québec, je suis éberluée de rencontrer des jeunes gens de mon âge, le début de la vingtaine, dont les discours politiques sont aussi divers que péremptoires : *« Je te présente Pedro, il est mao, Hélène est trots, Philippe est marxiste-léniniste et Pierre est coco »*, nous défilons dans les rues le poing levé, buvant les gaz lacrymogènes à grandes goulées, ravis de souffrir pour la cause, débitant des insanités à qui mieux-mieux, je m'évertue à parler ce français-là aussi, à chanter *L'Internationale*, à scander « CRS-SS ! », à clamer, moi la petite chrétienne affranchie, qu'il faut faire sauter des gens, oui – et pas seulement Franco et Pinochet, beaucoup de gens, toute la bourgeoisie, quoi, c'est pour la Révolution, bon, ça va, et si on allait maintenant casser la croûte Chez Flo ?

La dragueuse

« Vous êtes toute seule ? » Jusqu'à ce que je sorte enfin, ces dernières années, de la catégorie JJF (jolie jeune femme), les phrases débiles des dragueurs français ont été l'une des facettes les plus incontournables et les plus agaçantes de ma vie quotidienne. Pourtant j'adore séduire ! Mais jamais je n'ai pu m'habituer à cette effraction répétée de ma bulle d'intimité, le précieux anonymat des flâneurs. Une jeune femme qui marche dans la rue en lisant une lettre – *« Elles sont bonnes, les nouvelles ? »* – en mangeant un sandwich – *« Vous m'en donnez une bouchée ? »* – est continuellement soumise à ces non-rencontres. *« Vous êtes toute seule ? – Non, mais j'aurais tellement voulu l'être... »* Ou alors – sans mots – on la transperce du regard pour le pur plaisir de la voir rougir et détourner les yeux, ne pas savoir où se mettre. Il m'a fallu attendre la quarantaine pour conquérir, dans les rues de Paris, cette liberté que n'importe quel gamin de quinze ans prend comme son dû.

La théoricienne

« L'inconscient est structuré comme un langage. » Comme des centaines d'autres étudiants, j'assiste assidûment au séminaire de Lacan, qui égrène dans l'amphithéâtre bondé ses sentences impénétrables. Si je ne pose pas un magnétophone parmi les dizaines d'autres qui jonchent l'estrade, je prends des notes méticuleuses, m'efforce de reproduire avec fidélité la géniale syntaxe du Maître, et recopie ses schémas géométriques pour les colorier ensuite à la maison. *« Ici nous voyons le désir de la mère châtrée en forme de tore... »* Je garde encore les notes dactylographiées de ces cours, pour me rappeler jusqu'où il est possible d'aller dans l'asservissement. Les théoriciens, c'est un peu comme les monuments : ça m'éblouit et ça m'intimide en bloc. Mais il y a aussi, dans une catégorie à part : Roland Barthes. Cet homme à la fois fin et désabusé m'a appris à lire – des textes, mais aussi le monde comme texte ; à porter une attention maniaque aux mots et à leurs messages sous-jacents ; qu'il parlât de l'amour ou du Japon, de l'opéra ou des ratures, du neutre ou de la photographie, Barthes avait une grâce et une générosité de pensée qui n'appartenaient qu'à lui. Si j'ai eu un vrai maître, c'était celui-là, qui avait renoncé à toute forme de maîtrise.

La féministe

« Encore une que les hommes n'auront pas ! », dit Martine en attaquant la côtelette d'agneau dans son assiette, provoquant un immense éclat de rire autour de la table. Nous sommes une vingtaine de femmes à passer un week-end dans une maison de campagne pour préparer le premier numéro d'un journal féministe, *Histoires d'elles*. Le journal, qui veut relever le défi de « parler de tout », depuis la guerre Irak-Iran jusqu'au salon de coiffure au coin de la rue, vivra quatre ans. Quatre années de réunions enfumées, bruyantes, conflictuelles, intenses, affectueuses... Et aujourd'hui, je reste rêveuse devant les images grotesques que l'on a fabriquées après-coup des « militantes MLF », viragos animées par le *ressentiment et l'esprit de vengeance*. Comme l'ont fait les hommes pendant des siècles, nous avons pris un plaisir fou à travailler ensemble, tout en essayant de diminuer la quantité de violence, de coercition et de connerie dans le monde : est-ce si dérangeant, vraiment ?

La banale

« Vous prendrez de la Suze ou du pineau des Charentes ? » La nouveauté confère à n'importe quel pays étranger un attrait automatique : le moindre détail de la vie quotidienne devient passionnant simplement parce qu'il est inhabituel. Tous les êtres nous paraissent cultivés et raffinés, du simple fait qu'ils maîtrisent bien l'idiome étranger... On n'est vraiment intégré à un pays que lorsqu'on parvient à s'y ennuyer, et à reconnaître que certains de ses habitants sont exactement aussi médiocres que les plus médiocres chez soi. Quelle est à mes yeux la quintessence de l'ennui à la française ? C'est l'apéritif. Un apéritif servi avec lenteur et ostentation par des hôtes aux attitudes empesées : *« Encore une goutte de Suze ? Vous prendrez bien un Apéricube avec ? ou un bretzel ? Non ? Il faut manger, sinon, avec l'alcool, à jeun, vous aurez la tête qui tourne... »* Oh ! cela me donne envie de sortir mon bon vieux cri de cow-boy – *« Yip-yip-yippee ! »* – et de sauter sur mon cheval qui, depuis des décennies, m'attend patiemment sous la fenêtre.

La cosmopolite

« Heureusement que je suis là pour représenter la France ! », dit Catherine. Et, comme cela nous arrive souvent, nous regardons autour de la table et constatons, étonnés, qu'en effet, des six, ou huit, ou dix convives qui depuis trois heures se délectent ensemble de mets français, boivent du vin français et partagent en français leurs problèmes, leurs opinions et leurs espoirs, la seule à être née dans ce pays est Catherine (ou François, ou Séverine, selon les cas). Les autres sont originaires d'Europe centrale, du Moyen-Orient ou de l'Amérique du Nord ; ils vivent ici depuis dix, vingt, ou trente ans et ne voudraient pour rien au monde vivre ailleurs. Leur expatriement a des raisons multiples et variées, mais tous chérissent, dans leur pays d'adoption, la place que ce pays sait ménager à *la beauté et aux formes*, qu'il s'agisse de littérature, de cuisine ou de conversation... Les Français savent vivre – et même, parfois, laisser vivre.

La conformiste

« Trop d'imagination ! », griffonne l'institutrice au bas d'une rédaction de ma fille. Le respect pour les formes se fige parfois (et ceci de façon spécialement déplorable dans les écoles) en vénération transie devant les normes établies. L'élégance se fait prétention, l'expression cesse d'être soignée pour devenir guindée, l'imagination est vouée aux gémonies et le ridicule n'est pas loin : *« Il est instamment demandé aux usagers du garage, pour des raisons relevant tant de la sécurité que de l'hygiène, de veiller à bien refermer cette porte derrière eux au moment de quitter l'immeuble »*, conseille une pancarte à la sortie de mon garage – là où, dans mon pays d'origine, on se serait contenté de mettre : *« Close the door »*.

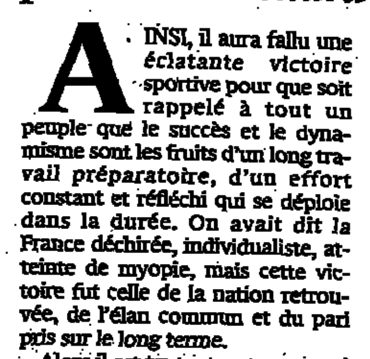
La persifleuse

« Comment, il avait quatre enfants, dont un nourrisson ? Berk, les biberons, les couches, le caca – pas étonnant qu'il se soit suicidé ! » De toutes les traditions françaises, le persiflage est celle que j'exècre le plus, celle que je refuse de faire mienne – celle qui, après un quart de siècle en France, me choque encore comme au premier jour. Du reste, il s'agit d'une tradition davantage parisienne que française, mais philosophes et politiciens d'envergure s'y adonnent allégrement : *« Gueule de salaud latin »* et *« Durafour crématoire »* résonneront toujours dans mes oreilles. Ton de supériorité facile, goût pour le bon mot à tout prix, besoin de se moquer de la faiblesse, de la sincérité, du premier degré... Comme je n'aime pas m'énerver, j'évite comme la peste les hauts lieux du persiflage : cocktails, hebdomadaires, débats télévisés.

La profonde

« Marcel a emporté ma mémoire avec lui », me dit en riant la vieille Madeleine, notre voisine du Berry, qui a perdu son mari il y a trois ans et qui, depuis, perd peu à peu pied dans ses souvenirs. C'est dans cette région dont les habitants sont réputés superstitieux, bornés et renfermés, que nous avons choisi de nous enraciner. Certes, pour les paysans de notre Boischaut sud, même les habitants de Bourges font figure d'étrangers. Mais, confrontés à une famille dont les membres sont nés à Sofia, à Calgary et à Tunis, ils ont renoncé à la méfiance : face à des extraterrestres, on est forcément curieux ! Peu à peu, ils nous ont adoptés, notre fils est né sous les mains expertes d'une sage-femme berrichonne nommée Proust, et c'est peut-être dans le Berry que nos attaches sont maintenant les plus sereines, les plus solides. C'est là que nous allons au cimetière à la Toussaint, pour nous souvenir de Marcel, de Raymonde, de Pierre et de Sabine... Là, enfin, dans cette terre française si secrète de bocages et d'étangs, de bouchures et de bois, de petites églises romanes et de vaches charolaises, que nous aurions envie de reposer à la fin de l'histoire.

Prochain article : Norman Spinrad



Développement durable et territoires performants

par Pierre Richard

AINSI, il aura fallu une éclatante victoire sportive pour que soit rappelé à tout un peuple que le succès et le dynamisme sont les fruits d'un long travail préparatoire, d'un effort constant et réfléchi qui se déploie dans la durée. On avait dit la France déchirée, individualiste, atteinte de myopie, mais cette victoire fut celle de la nation retrouvée, de l'élan commun et du pari pris sur le long terme.

Alors il est tentant – et pourquoi s'en priver ? – de s'inspirer de ce succès pour remettre à l'honneur l'action collective, précisément là où elle touche le plus directement les Français, c'est-à-dire l'échelon local, au plus près du terrain. La politique de « décentralisation à la française », bien qu'instituée il y a moins de vingt ans par les lois de 1982, montre déjà ses résultats. Il reste certainement beaucoup à faire encore, et beaucoup d'imperfections à corriger, mais il n'en demeure pas moins que les collectivités locales françaises, prises dans leur ensemble, peuvent être légitimement données en exemple en ces temps de construction européenne.

Les finances locales sont en excellente santé, ainsi que le souligne le dernier rapport de l'Observatoire des finances locales. En dégageant dès 1997 un excédent de financement de 20 milliards de francs, les collectivités locales ont joué un rôle essentiel dans la qualification de la France pour l'euro et le respect des critères de Maastricht. Et cette situation devrait perdurer, puisque 1998 est caractérisée par une progression modérée des dépenses de fonctionnement (+ 2,7 % *en francs courants*) et une capacité d'autofinancement record estimée à 100 milliards de francs.

Or, si les premières années de la décentralisation se sont placées dans un contexte économique porteur qui a permis, dès 1982, le *lancement de grands programmes* d'investissement comme celui des lycées et des collèges, le retournement conjoncturel brutal enregistré à partir de 1991 a lourdement pesé sur l'action locale, contraignant les collectivités locales et les *élus à une politique de rigueur.* Ils ont eu tendance à adopter le plus souvent un comportement attentiste, marqué par la réduction des investissements et la priorité donnée au désendettement financé par une hausse continue de la fiscalité. *Mais la conjoncture* économique a profondément changé depuis : de l'avis des experts, nous sommes entrés dans un cycle de croissance mondiale durable, évaluée à 3 % par an en moyenne, au moins jusqu'à 2002.

Ainsi les *années* à venir seront-elles caractérisées par une inflation maîtrisée, par des taux d'intérêt qui devraient rester à un niveau bas et par l'avènement de l'euro.

Au sein de cette nouvelle zone euro, qui constituera un véritable aimant pour les capitaux internationaux, il est donc temps d'agir, et la France doit saisir sa chance et mettre tous les atouts de son côté pour renforcer sa compétitivité. La période de doute et de grisaille vécue ces *dernières années par les* collectivités locales est révolue, et le moment est propice pour lancer un nouveau projet mobilisateur.

Ce d'autant plus qu'il convient de réagir car nous sortons d'une période où, avec en moyenne + 1,4 % l'an, la croissance de notre PIB par habitant a évolué moins vite que dans d'autres grands pays voisins et où l'investissement national a baissé de façon continue (– 0,7 % l'an), alors qu'il a progressé nettement dans d'autres pays : + 2,5 % l'an au Royaume-Uni et + 6 % l'an aux Etats-Unis.

Il s'agit tout d'abord d'améliorer l'environnement institutionnel dans lequel agissent nos entreprises créatrices de richesses et d'emplois. La compétitivité de notre pays dépend également de l'efficacité de notre appareil administratif, à ses différents échelons. *Plus que jamais, la priorité revient* à la réforme de l'Etat qui, et plus particulièrement aujourd'hui, se doit d'être un stratège plutôt qu'un gestionnaire, un arbitre plutôt qu'un bureaucrate. Les Français attendent beaucoup de lui, mais il lui appartient avant tout de *définir les options du long terme,* et de les faire partager par les forces vives de la Nation.

Il s'agit ensuite de garantir l'attractivité de notre espace économique. La France offre déjà une exceptionnelle diversité de territoires *susceptibles de répondre* aux besoins très variés des populations et des entreprises. Mais ces territoires doivent dorénavant se mesurer avec les différentes régions d'Europe pour accueillir les investissements et les emplois.

Dans cette compétition, notre pays doit utiliser ses vrais atouts : renouant avec sa tradition de pays soucieux de la qualité de ses infrastructures, la France doit devenir aujourd'hui le champion européen du développement durable, c'est-à-dire d'une croissance économique respectueuse de l'environnement. Nos concitoyens, et en particulier les jeunes, ne supportent plus les atteintes à l'environnement de toute nature qui menacent à terme leur santé et leur qualité de vie.

L'Etat, *par son projet d'instaurer* une véritable fiscalité écologique, montre qu'il souhaite encourager le comportement citoyen des industriels et des consommateurs. *C'est un premier signal. Mais il* appartient aux collectivités locales, responsables de la réalisation et de la gestion des trois quarts des équipements collectifs en France, de prendre le relais en affichant leur volonté d'investir en faveur du développement durable, en cohérence avec les orientations du projet de loi sur l'aménagement durable du territoire. Il y a là une occasion exceptionnelle pour les pouvoirs locaux de regagner un prestige amoindri par les « affaires » de ces dernières années. La démocratie en sortira renforcée.

Face à un tel défi, peut-on dès lors suggérer à nos élus locaux, comme à la veille d'une compétition sportive, *que soit dès maintenant* pris le temps nécessaire pour assurer ce qui est le fondement même de l'action politique locale : le temps d'anticiper et de planifier ?

Anticiper, c'est prendre la mesure des investissements à entreprendre pour renforcer la performance de nos infrastructures au regard de la qualité de l'environnement.

Il n'est pas acceptable de tolérer *plus longtemps la présence de plus* de dix mille décharges sauvages sur notre territoire national. Il est non moins admissible de s'habituer aux pics récurrents de pollution atmosphérique dans les villes, ou à la dégradation des rivières et *des nappes phréatiques.*

Plusieurs de nos pays voisins, souvent très aidés en cela par les fonds européens – près de 400 milliards de francs entre 1994 et 1999 pour l'Espagne, le Portugal et l'Irlande, au titre des différentes interventions structurelles – , intègrent désormais mieux que nous les critères du développement durable dans leurs projets et le font à juste raison savoir pour attirer les entreprises. *L'Autriche a mis* au premier rang de ses priorités la gestion de l'eau par la mobilisation de toutes les collectivités locales. En Allemagne, des villes-pilotes, comme Heidelberg, redéfinissent complètement, en coopération avec le secteur productif, leurs politiques d'équipement et de services publics pour les mettre au *service d'une croissance plus* économe et soucieuse de l'environnement.

L'heure n'est donc plus au désinvestissement frileux ; il s'agit *pour la France, au contraire, d'in*vestir autrement. Sait-on que le maintien en bon état des équipements collectifs existants, source d'économies de gestion et de moindres nuisances, nécessite d'investir chaque année près de 120 milliards de francs, auxquels il convient d'ajouter au moins 60 milliards de francs d'investissements nouveaux pour assurer une meilleure qualité de l'environnement – *par exemple, pour l'eau,* l'assainissement, les déchets et les espaces naturels – ou éviter à terme l'asphyxie des transports en ville ?

Planifier, c'est s'assurer les moyens d'entreprendre, c'est-à-*dire définir une véritable stratégie* financière et fiscale et l'intégrer dans un mode de pilotage qui puisse répondre aux aléas de l'économie.

La très bonne santé financière des collectivités locales leur permet de répondre à ces exigences. Au moment où se dessine la reprise de la croissance, qui se traduira mécaniquement par une hausse des bases fiscales, et où un pacte régira de manière pluriannuelle les relations financières *entre l'Etat et les collectivités lo*cales, celles-ci peuvent escompter une évolution favorable de leurs recettes fiscales ou de transfert. Compte tenu de leur forte capacité d'autofinancement et de taux d'intérêt très favorables, les collectivités locales peuvent *s'inscrire dé*sormais dans une logique du long terme, qui doit les conduire à investir à nouveau, tout en réduisant leur prélèvement fiscal.

En seize ans, nos élus locaux sont devenus des acteurs économiques *à part entière, et reconnus* comme tels. Il leur revient d'être les véritables facteurs d'une modernisation en profondeur de la décentralisation, en donnant à celle-ci une ambition : le développement durable qui ne naîtra que des initiatives locales. Certaines collectivités locales sont déjà pionnières dans ce domaine. Mettons-nous au diapason de la nouvelle logique territoriale de l'économie européenne, en renforçant progressivement nos institutions régionales et intercommunales, futurs pivots de notre organisation spatiale.

> Mettons-nous au diapason de la nouvelle logique territoriale de l'économie européenne, en renforçant progressivement nos institutions régionales et intercommunales, futurs pivots de notre organisation spatiale

Se donner dès aujourd'hui les moyens d'agir ensemble pour de*main réussir ensemble : le pari est* lancé. Allez les élus !

***Pierre Richard** est président de DEXIA et président du Crédit local de France.*

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Les assassins d'Omagh

IL fallait faire des morts, beaucoup. Il fallait traumatiser à nouveau la population civile qui, à 71 %, a approuvé les accords de paix signés à Stormont en avril dernier. Il fallait replacer les responsables politiques des deux communautés, catholique et protestante, dans l'impossibilité de poursuivre ce qu'ils ont entrepris depuis le printemps : travailler ensemble. Il fallait recréer ces fossés de haine et de peur, creusés par trente années *d'une guerre dite « civile »,* en fait largement religieuse, qui a déjà fait 3 500 morts, que les gens d'Irlande du Nord étaient, péniblement mais courageusement, en passe de combler.

Pour le carnage et l'horreur, les auteurs *de l'attentat* à la voiture piégée qui, samedi 15 août en début d'après-midi, a ravagé la petite ville d'Omagh, en Ulster, à l'ouest de Belfast ont « réussi » : le dernier bilan faisait état de vingt-huit morts – dont plusieurs enfants – et de plus de deux cents blessés, dont certains encore dans un état grave. Pour le reste, c'est-à-dire l'objectif « politique » apparemment visé par les terroristes, rien n'est encore sûr.

Tout semble désigner des dissi*dents* de l'IRA, *l'Armée républi*caine irlandaise, qui lutte pour la réunification de l'île. Refusant le cessez-le-feu décrété par les chefs républicains – comme par les milices protestantes les plus extrémistes –, rejetant les accords de *paix, ils ont créé une « IRA véri*table ». Le 1er août, elle s'était déjà manifestée par un attentat à la voiture piégée. Ses communiqués annoncent la poursuite de la « lutte armée » et dénoncent la politique « d'abandon » de l'IRA.

Mais le risque est grand de se tromper sur ce que sont et veulent *vraiment ces dissidents de l'IRA,* d'autant plus qu'il y a au moins deux autres groupes qui ont rompu avec la direction républicaine. Ils ne refusent pas les accords de paix parce qu'ils seraient insuffisants. Ils ne continuent pas à user de la terreur parce qu'ils voudraient forcer une réunification plus rapide de l'île. Non, ils refusent la paix, le dialogue politique, le compromis entre les deux *communautés, parce qu'ils* veulent le maintien du statu quo, le maintien d'un climat de conflit armé.

Parce qu'ils en vivent. Parce que cet état-là, de guérilla larvée, de terrorisme et de contre-terro*risme, est leur raison d'être.* Il justifie les trafics, les rackets et les rançons, bref toute une activité de grand banditisme auquel ils se sont habitués à l'abri de la « cause ». *La persistance du* conflit armé leur permettait de « légitimer » le contrôle social qu'ils exercent sur une partie de la population. Ce sont des *« fascistes »,* n'hésitait pas à conclure le nationaliste catholique John Hume, un des hommes les plus courageux de la province, *« parce qu'ils refusent le verdict de 71 % de la population ».*

Leur victoire serait de casser le processus de paix, de briser le début d'administration commune de la province par un gouvernement et une assemblée mixtes, *d'empêcher l'esquisse de solu*tion politique qui se profile à l'horizon. M. Blair l'a bien compris. Le premier ministre a eu mille fois raison de dire qu'il ne laisserait pas des criminels *« saboter l'avenir ».*

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*.
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Y a-t-il un projet Schröder ?

Suite de la première page

Le candidat venu de Hanovre *manque-t-il alors de crédit interna*tional face au « grand européen » Kohl ? Il corrige cette faiblesse en multipliant les voyages à l'étranger, en Israël, en Pologne, en France ou aux Etats-Unis. Objectif numéro un : apparaître à la télévision aux *côtés des grands* de ce monde.

Quelles sont alors, s'il en a, les convictions de M. Schröder ? Le chef des jeunesses socialistes, qui se déclarait marxiste dans les années 70, chante aujourd'hui un hymne aux entreprises et à l'innovation. Sa conversion à *l'économie* de marché ne fait pas de doute. Il en a payé *le prix,* ayant été exclu en 1995 de ses fontions de porte-parole *économique* du parti pour avoir dit qu'*« il ne s'agit pas de faire la différence entre une politique économique social-démocrate et une politique conservatrice, mais entre une politique moderne ou non ».* Le secret de M. Schröder, c'est qu'il a le même programme économique *et* social que les chrétiens-démocrates (CDU). Il a certes *donné* quelques gages à la gauche du SPD, indiquant sa volonté *de « corriger »* certaines réformes impopulaires de M. Kohl ; celles sur les congés-maladie, les retraites, les licenciements ou l'impôt sur la fortune. Mais, au-delà, M. Schröder compte faire passer *les réformes – notamment* celle de la fiscalité – que M. Kohl n'est pas parvenu à imposer. Aveu de cette proximité avec la droite, M. Schröder a déclaré début août à l'hebdomadaire *Die Zeit* que la réforme fiscale serait faite *« avec la CDU ».*

Le candidat SPD est d'ailleurs aidé de ses futurs ministres de l'économie et du travail, des hommes qu'il a personnellement *choisis et qui exaspèrent la gauche* du parti par leurs projets, souvent plus « libéraux » que ceux de M. Kohl. Le premier est le Bill Gates allemand, Jost Stollmann, membre de la CDU jusqu'au milieu des années 80 ; le second, Walter Riester, le numéro deux *du syndicat de la* métallurgie IG Metall, un réforma*teur contesté* parmi les syndiqués mais apprécié du patronat. En tenant à côté de ces deux agitateurs un discours rassurant sur la justice sociale, M. Schröder tente de soigner la schizophrénie d'une population qui ressent la nécessité des réformes mais ne les accepte plus, persuadée que M. Kohl a entrepris *la destruction* du modèle social allemand.

En politique intérieure, M. Schröder a aussi évolué. L'avocat d'anciens terroristes de la Fraction armée rouge tient aujourd'hui un discours ferme en matière de sécurité, proche de celui de la CDU. Le militant écologiste et antinucléaire des années 80 est le premier défenseur des automobilistes. Il ne veut pas entendre parler de la réforme fiscale des Verts *et préconise* un abandon du nucléaire négocié... sur plus de vingt ans. Quant à la politique *étrangère et de défense de* l'Allemagne, l'ex-pacifiste Schröder a expliqué, début août à *Washing*ton, qu'il mènerait la même que M. Kohl.

DÉMAGOGIE

La différence entre MM. Kohl et Schröder, c'est que le premier a finalement peu changé en seize ans, tandis que le second, qualifié de *« caméléon »* par la CDU, est effectivement méconnaissable. A force de vouloir coller à l'opinion publique, il glisse parfois vers la démagogie. Pour sauver quelques em*plois, M. Schröder nationalise,* début 1998, pour quelques mois, l'entreprise sidérurgique Preussag Stahl, en passe d'être reprise par une entreprise autrichienne ; quelques semaines plus tard, il déjeune avec le dictateur de Biélorussie Loukachenko, mis au ban de l'Union européenne pour atteintes aux *droits de l'homme, afin d'aider* une entreprise de sa région, le fabricant de *pneumatiques* Continental. Les Allemands sont inquiets de la montée de la criminalité, qu'ils attribuent aux étrangers ? *« Dehors et vite »,* lance-t-il pendant l'été 1997 à l'intention des délinquants étrangers, chassant sur les terres de la très conservatrice Union social-chrétienne (CSU) de Bavière. L'arrivée des travailleurs de l'Est fait peur ? M. Schröder demande une longue période de transition avant d'accorder la liberté de circulation aux travailleurs polonais lors de l'élargissement de l'Union européenne.

Ainsi, l'euroscepticisme de *M. Schröder reflète surtout* les inquiétudes actuelles des Allemands dans un pays qui peine à moderniser son système de protection sociale. Celui qui explique qu'il faut légitimer la construction européenne auprès de la population change d'humeur en même temps que ses concitoyens. M. Schröder est resté longtemps dubitatif sur les vertus de la monnaie unique, alors que les Allemands voulaient garder le mark. *Aujourd'hui, l'euro est là, les* Allemands sont pour. M. Schröder aussi. *Si le candidat social-démo*crate n'a pas de projets déraisonnables ou inquiétants, il ne semble guère préparé non plus à se battre contre l'opinion publique, pour imposer des euromissiles ou la monnaie unique, comme l'a fait M. Kohl.

Cette absence de vision est-elle si grave ? Huit ans après l'unification *allemande et à quelques mois de* la création de l'euro, Gerhard Schröder répète que les grandes décisions stratégiques ont été prises et qu'il faut s'atteler maintenant à une tâche ingrate, celle de les mettre en place.

Arnaud Leparmentier

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Entretiens secrets à Moscou

PRÈS de trois semaines d'entretiens secrets, une entrevue avec le maréchal Staline, cinq rencontres avec M. Molotov : telle est, sommairement résumée, l'histoire des négociations des Quatre sur le problème allemand. Mais où en est-on ? Le si*lence persiste toujours dans* les capitales intéressées, ce qui permet aux optimistes comme aux pessimistes d'échafauder des hypothèses faisant prévoir la réussite ou l'échec des pourparlers préliminaires.

Notre correspondant à Washington constate cependant que le gouvernement des Etats-Unis garde l'espoir de diminuer la tension entre l'Est et l'Ouest, et souligne que la volonté de paix est au moins aussi *grande aux Etats-Unis qu'en URSS.* Or il est un point sur lequel tout le monde s'accorde : si, trois ans après Potsdam, l'effort actuel échoue, les risques de guerre dans un monde irrémédiablement divisé deviendront très grands, et l'essentiel des ressources des nations sera absorbé par les programmes de réarmement.

Ce qui demeure inquiétant et semblerait donner raison aux pessimistes, c'est que depuis le début de *la négocation des Quatre, la crise de* Berlin s'est poursuivie sans la moindre atténuation. Rien n'a été fait pour remédier au conflit des monnaies, de la police, du ravitaillement, des transports, et les Anglo-Saxons n'ont fait que consolider leur pont aérien. Bien que la revendication essentielle des Russes, depuis la conférence des Huit à Varsovie, ait été la suspension de toutes les mesures entreprises pour organiser *l'Allemagne occidentale,* rien ne porte à croire à un freinage sérieux des plans prévus par les accords de Londres.

(18 août 1948.)

هكذا من الاجل

CRISE Placées aux avant-postes de l'économie mondiale, les matières premières subissent de plein fouet depuis plusieurs mois la crise asiatique. ● **LA BONNE TENUE** de l'économie américaine et la reprise de la croissance en Europe n'ont pas suffi pour compenser le manque à gagner en Asie, devenue un débouché essentiel pour les matières premières. ● **LE PÉTROLE** se trouve ainsi au plus bas depuis 10 ans ; l'or a atteint ses plus mauvais cours en 18 ans et le cuivre est descendu à son prix-plancher depuis 11 ans. La majorité des mines ne sont plus rentables aux cours actuels des métaux. ● **POUR ÉVITER UN EFFONDREMENT**, des groupes occidentaux ont réduit leur production mais ne sont pas parvenus à redresser les prix. ● **LES MARCHÉS** redoutent désormais une dévaluation de la devise chinoise, le yuan, qui aggraverait la dépression. ● **LES PRODUCTEURS**, qui perdent de l'argent, s'apprêtent à faire des révisions déchirantes.

Les matières premières emportées à leur tour dans le typhon asiatique

Pétrole, or, métaux, céréales, sucre, papier..., les cours ne cessent de baisser depuis le début de la crise en Asie. Les mines ne sont plus rentables. Les producteurs perdent de l'argent et redoutent une dévaluation de la monnaie chinoise

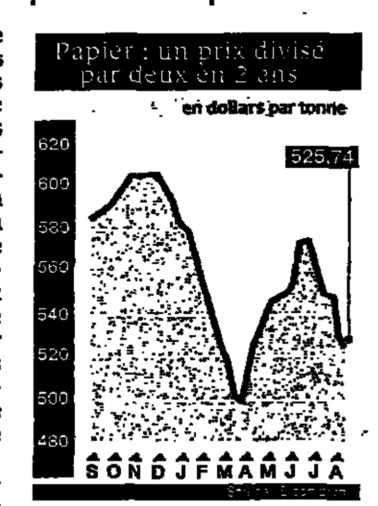
LES MARCHÉS de matières premières ont beau se savoir soumis à des hauts et des bas, ils ne pensaient pas connaître de telles chutes. Placés aux avant-postes de l'économie mondiale, ils subissent tous, depuis un an, les contrecoups de la crise asiatique. Après la dévaluation du baht, la monnaie thaïlandaise, en juillet 1997, les cours des matières premières se sont écroulés les uns après les autres. Le nickel a perdu 41,6 % de sa valeur depuis septembre et atteint péniblement 4 150 dollars la tonne. L'aluminium a vu ses cours diminuer de 24 % en un an et dépasse à peine 1 400 dollars la tonne. La pâte à papier reste à la moitié de sa valeur par rapport à 1996. Toutes les matières premières affichent désormais des superlatifs de déprime : le pétrole, au plus bas depuis dix ans ; l'or, à ses plus mauvais cours en dix-huit ans ; le cuivre, à son prix-plancher depuis onze ans ; le maïs, avec les pires tarifs en six ans.

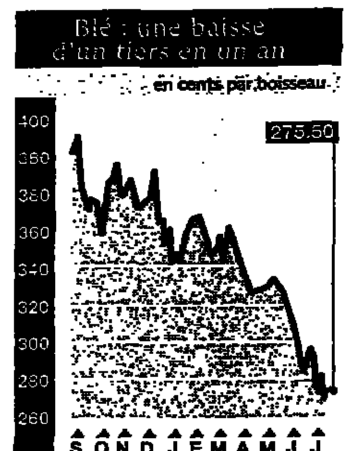
Les analystes qui avaient espéré, à l'automne, que le marché se ressaisirait ont abandonné cet espoir. Au fil des semaines, les seuils de résistance, supposés être des planchers de soutien pour les cours, ont tous été brisés. Plus aucun intervenant n'ose désormais prédire un rétablissement. Les fonds d'investissements qui sont restés sur les marchés des matières premières ont pris les mêmes positions : à la baisse.

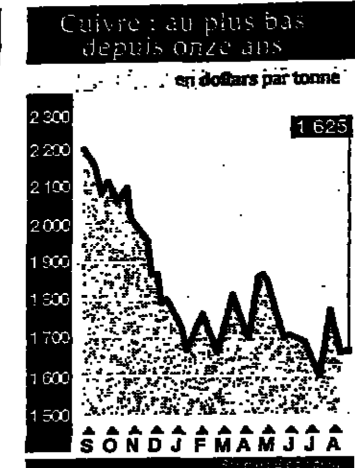
Aucun signe d'amélioration ne se dessine. Avec la crise asiatique, les marchés des matières premières sont privés d'une part importante de leurs débouchés. En quelques années, la part de l'Asie – hors Japon – dans la consommation mondiale de cuivre est passée de 7 % à 20 %, dans l'aluminium de 7 % à 16 %, dans le nickel de 5 % à 15 %. Le Japon, la Chine et la Corée sont respectivement deuxième, troisième et cinquième utilisateurs mondiaux de cuivre, de nickel et de zinc. Leur poids dans la demande de produits agricoles est devenu aussi important. La seule annonce, la semaine dernière, que l'Indonésie, troisième importateur de sucre de l'Asie, derrière le Japon et la Corée, allait diminuer de moitié ses achats cette année, a fait retomber les cours.

CALAMITÉS

La bonne tenue de l'économie américaine et la reprise en Europe n'ont pas été suffisantes, au premier semestre, pour absorber le manque à gagner en Asie et maintenir les cours. Dans ce contexte, les annonces de récoltes exceptionnelles de blé, de maïs, de café sont accueillies comme des calamités. Sur le marché des métaux, la même abondance règne. *D'autant que* les productions affluent en masse sur les marchés. Privés d'une partie de leurs clients et à la recherche de devises à tout prix, des producteurs locaux déversent à tour de bras







leurs produits. Malgré la chute des cours, des groupes d'Afrique du Sud et d'Australie vendent des tonnes d'or, pour compenser leurs pertes de change. De même, les fabricants *d'aluminium russes* poussent les feux pour augmenter leur production et la vendre en Europe.

Pour éviter la constitution de stocks massifs, qui auraient encore aggravé la dépression des cours, des groupes occidentaux, mais aussi *chinois, jouent* le rôle de régulateurs. Ils ralentissent ou gèlent leurs capacités de production, arrêtent l'exploitation de leurs mines, entreposent des produits dans leurs usines. Cette politique a évité le gonflement des stocks. Sans pour autant faire remonter les prix.

Car ce n'est plus l'évolution des stocks disponibles qui influence aujourd'hui les marchés de matières premières *mais le dollar. Au* moindre raffermissement de la monnaie américaine face au yen, les cours plongent. Alors que la crise financière a déjà considérablement réduit les capacités de financement des économies de l'Asie, toute baisse supplémentaire de la monnaie japonaise et des autres monnaies régionales, selon les intervenants, ne peut qu'aggraver la récession dans la région. Avec des conséquences immédiates : baisse de la production industrielle, de la consommation, et donc nouvelle diminution de la demande des matières premières. Les craintes de dévaluation du yuan accentuent encore les angoisses. Des scénarios *catastrophes circulent au London* Metal Exchange, marché londonien des métaux ou au Comex, marché des matières premières à New York. Ils se terminent tous de la même manière : un effondrement généralisé des matières premières.

LICENCIEMENTS MASSIFS

Avant même cette dernière extrémité, les producteurs ont déjà le sentiment de vivre en enfer. Bien qu'ils aient entrepris, ces dernières années, de très grands efforts pour abaisser leurs coûts et diminuer leur vulnérabilité aux cyles, de nombreux *groupes n'arrivent plus à ré*sister : la plupart perdent de l'argent. Ainsi, si les papetiers sont parvenus à sauver leurs bénéfices au premier semestre, les fabricants de pâte, eux, souffrent. A 520 dollars la tonne, les prix de la pâte à papier suffisent à peine à couvrir *leurs coûts de production. La majo*rité des mines de cuivre, de nickel, d'or ne sont plus rentables aux cours actuels des métaux, de même que des installations d'aluminium.

Les groupes tentent de colmater les voies d'eau, au plus vite : des plans massifs de licenciements sont *annoncés* ; des projets sont annulés. Inco, le premier producteur mondial de nickel, a reporté *sine die* l'exploitation de Voisey's Bay (Labrador) : la mine canadienne de nickel est, pourtant, considérée comme la plus rentable du monde. Dans la foulée, le groupe minier canadien a *aussi annoncé la mise en vente de* sa participation (85 %) dans la mine de nickel de Goro, en Nouvelle-Calédonie. British Petroleum (BP) et Amoco ont annoncé, le 11 août, la première fusion dans le secteur pétrolier depuis des décennies. Ces révisions ne sont que les premières. Si *la crise perdure ou s'amplifie, le* monde des matières premières pourrait avoir à faire des choix encore plus radicaux.

Martine Orange

La justice s'intéresse à Europavie

LE DOSSIER de la société d'assurance-vie en faillite Europavie a pris un nouveau tournant. Selon les informations de *La Tribune* du 17 août, une information judiciaire *a été* ouverte suite à l'enquête préliminaire du parquet de Nanterre (Hauts-de-Seine). Bernard Meille, administrateur judiciaire nommé en décembre par le tribunal de commerce de Nanterre, avait été contraint de demander la liquidation de la société d'assurances (*Le Monde* du 23 juillet). *Les sept* compagnies qu'il avait contactées avaient jeté l'éponge. Selon le rapport du liquidateur, les dirigeants sociaux ont disposé des actifs de la société *« comme s'ils étaient leurs biens propres »*. La commission de contrôle des assurances doit se réunir mercredi 19 août pour se prononcer sur la liquidation d'Europavie, décision qui devra ensuite être avalisée par un arrêté de Bercy.

Ce serait la première liquidation d'une société d'assurance-vie en France. Créée en décembre 1987 et spécialisée dans les contrats d'assurances adossés à des placements immobiliers, Europavie a été touchée de plein fouet par la crise du marché, ce qui a provoqué son rachat par le groupe de BTP et d'immobilier Thinet en 1995.

Parallèlement, plusieurs représentants des assurés (au nombre de 5 000) veulent placer l'affaire sur le terrain politique. Le tribunal administratif avait répondu positivement à leur demande en ordonnant une expertise sur la gestion de la compagnie. Mais Bercy a fait appel de cette décision, estimant *que l'affaire devait être ju*gée sur le fond et non en référé. Cette expertise se serait notamment penchée sur les conditions dans lesquelles les agréments ont été délivrés par le ministère des finances et la commission de contrôle des assurances. La nécessité *d'un dispositif de sécurité de* place en assurance s'avère urgente. Le projet devrait être présenté par les pouvoirs publics à la fin de l'été (*Le Monde* du 14 août).

P. Sa

L'empire sud-américain de Telefonica

MADRID
de notre correspondante

C'était la cerise qui manquait au gâteau : en emportant pour 5 780 millions de reales (environ *28,9 milliards de francs*), à *la fin du* mois de juillet, les enchères pour Telesp – la troisième plus grande entreprise de télécommunications d'Amérique latine qui dessert l'État de Sao Paulo –, l'espagnol Telefonica a emporté le meilleur « morceau » de la privatisation du géant *du téléphone brésilien, Telebras* (*Le Monde* du 31 juillet). Sa filiale à l'international – Tisa – vient ainsi d'ajouter une pièce majeure à son empire sud-américain. Pour le président de Telefonica, Juan Villalonga : *« A partir de maintenant, il n'y a plus qu'un seul opérateur global en Amérique latine : Telefonica. »*

Telefonica, qui contrôle aussi depuis juin 85,1 % de CRT (Companhia Riograndense de Telecomunicaciones, *dont elle entend se défaire* en partie) et s'est également vu adjuger Tele Sudeste Celular, qui opère dans les Etats de Rio de Janeiro et d'Espiritu Santo, entend augmenter sa participation jusqu'à 75 % dans Tele Sudeste Celular et 60 % dans Telesp, dont elle doublerait *les réseaux en deux ans*, en multipliant par quatre ses bénéfices. Devenue le premier opérateur en télécommunications du Brésil, Telefonica International, si l'on en croit les déclarations à la presse espagnole de Juan Perea, conseiller délégué de Tisa, *« tirera, à court terme, du Brésil la moitié de ses bénéfices »*.

RÉPERCUSSIONS NÉGATIVES

Telefonica, qui, toujours selon M. Villalonga, espère que ses filiales brésiliennes participeront aux bénéfices du groupe *« sûrement en 2001 et peut-être dès l'an 2000 »*, va pourtant devoir faire un effort substantiel pour honorer ses derniers engagements. Telefonica, qui a procédé à une augmentation de capital en mai, a émis avec succès, mardi 11 août, un emprunt européen pour environ 1,5 milliard de dollars (environ 9 *milliards de* francs). Des mesures qui ne sont pas inutiles car, si l'on en croit les premières estimations, les investissements brésiliens de la société auront des répercussions négatives sur les comptes jusqu'en l'an 2000 : *soit 2 % de moins sur la croissance* des bénéfices par action cette année, 3,8 % en 1999 et 1 % en l'an 2000.

En attendant, Telefonica, à l'instar des autres importantes compagnies espagnoles désireuses de s'internationaliser, poursuit avec succès sa stratégie, commencée au début des années 90, d'investissements en Amérique latine, où la proximité des cultures, la consolidation économique et politique de ces dernières années et le processus des grandes privatisations locales sont autant de facteurs de croissance prévisibles. *C'est ainsi que* l'opérateur espagnol est, ces dernières années, devenu un acteur important des télécommunications au Chili, en Argentine, au Pérou, au Venezuela et même à Porto-Rico. Au total, à la fin de l'année 1997 – soit avant les opérations brésiliennes –, Telefonica avait confirmé sa maîtrise du secteur en Amérique latine, en s'occupant de la gestion de plus de 11,8 millions de lignes de téléphones de base, plus de deux millions de clients de téléphones mobiles et deux millions de clients de télévision par câble.

Marie-Claude Decamps

Précieuses saveurs d'empire pour assiettes anglaises

Nous publions une série d'articles, illustrés par Jacques Valot, sur les produits mythiques qui traversent les modes et les époques.

LA BOUTEILLE *au long cou droit c'est, dit-on,* le profil du gentleman au chapeau melon. L'étiquette orange, couleur de marmelade, comprend la liste des ingrédients rappelant cette route des Indes qui tient toujours une place à part dans l'imaginaire collectif : oignons, ail, anchois, échalotes, mélasses, tamarin, piments rouges. La couleur noire du liquide évoque selon les uns la robe de deuil de l'inconsolable Victoria trônant sur le plus vaste empire de tous les temps, d'après les autres, l'habit de velours de Jack l'Eventreur. Quant au goût, il est aussi indescriptible que celui du pudding. Ajoutons pour épaissir le mystère que la Worcestershire sauce se prononce en fait « Worster », que le propriétaire, Danone, est français et que le mélange est macéré dans le vinaigre pendant trois ans, soit aussi longtemps qu'il sied au célèbre scotch whisky. Il convient également de relever que le condiment joue des inépuisables nuances de l'humour anglais comme le montre l'orifice percé d'un trou trop grand, délivrant une goutte de trop sans jamais dire *« sorry ». Everything is so simple.* Puisqu'on vous répète qu'ici tout est simple.

PRODUITS MYTHIQUES

Reflétant un art de vivre à peine érodé par le temps, la sauce Lea & Perrins, pour résumer, c'est l'Angleterre d'hier qui toise celle d'aujourd'hui. A son visiteur qui considère d'une fourchette dubitative l'amour effréné des sujets de la Reine pour la Worcester sauce, Steve Conway préfère parler de modernité : *« un produit excellent pour la santé, car il ne comprend ni matières grasses, ni additif, ni produits artificiels »*. A ceux qui persistent dans l'erreur en affirmant que le condiment sert surtout à agrémenter les viandes, ragoûts et autres panses de *brebis farcies trop cuites, le très courtois directeur* du marketing de HP Foods Limited cite la dernière campagne de publicité de l'agence Young & Rubicam mettant en exergue l'assaisonnement du poulet, de la bolognaise, des crevettes ou des légumes sautés.

L'aventure Lea & Perrins commence en 1835 quand le gouverneur du Bengale, lord Sandys, prend sa retraite à Worcester, cité marchande de l'Ouest anglais, point de passage obligé entre le port de Bristol et les Midlands, le pays Noir. L'aristocrate, ancien aide de camp de Wellington à Waterloo, demande à deux pharmaciens, John Lea et William Perrins, respectivement nés en 1791 et 1793, de lui concocter une mixture mise au point par son cuisinier de Calcutta pour donner un peu de goût à son *roast of beef.* Les commerçants suivent ses consignes à la lettre, mais le résultat est carrément effrayant. Déçu, *His Lordship* refuse de prendre livraison du tonneau contenant la sauce, qui est entreposé dans la cave de l'officine. Trois ans plus tard, lors d'un inventaire, un employé découvre le fût. On goûte à nouveau la concoction. « Délicieux », susurrent en chœur les deux hommes. Le succès de leur invention est immédiat, non seulement en Angleterre, mais aux Etats-Unis et dans les dominions du Canada et d'Australasie. L'objet devient un must des maisons aristocratiques au point qu'en 1904 le roi Edward VII octroie à la compagnie le très convoité label de fournisseur de la Cour. La fiole d'épices, il est vrai, symbolise par excellence l'exotisme et le désir de voyager très prisé par la gentry de l'époque. Dans les campagnes, on dit que ce produit de « classe » est parfois utilisé comme médicament, comme détergent, voire pour soigner les animaux de ferme.

En 1906, après une féroce bataille devant les tribunaux, la société est autorisée à se prévaloir dans ses réclames de l'expression « sauce Worcestershire authentique et d'origine ». L'invention du cocktail Bloody Mary en 1921 marque la consécration de la Worcester sauce. Le barman du Harry's New York Bar de Paris a l'excellente idée d'ajouter quelques gouttes de Lea & Perrins à son fameux cocktail de vodka et de jus de tomate. Dans les années 30, la firme est vendue au groupe HP fabriquant la sauce épaisse et brune du même nom, sorte de ketchup avant la lettre prisé par Churchill, dont la bouteille a la forme de Big Ben. La compagnie n'échappe pas au grand Meccano industriel des années 60 et 70, passant sous la coupe d'Imperial Tobacco et de Hanson avant de tomber dans l'escarcelle de BSN.

La brochure promotionnelle malicieusement intitulée « The Secret Sauce » mentionne l'existence d'un ingrédient supplémentaire aussi secret que la composition du Coca Cola en vue d'empêcher la contrefaçon. Selon notre interlocuteur, seulement trois responsables de l'usine plus que centenaire de Broad street, à Worcester, sont au parfum. Mais le jardin secret n'est peut-être plus secret. D'après la rumeur, le fantôme d'un ancien gardien de nuit, qui laisse toujours derrière lui une traînée de fumée de cigarettes, a été aperçu, tapi dans le bureau du directeur.

Marc Roche

PROCHAIN ARTICLE :
Les figurines Starlux

DÉPÊCHES

■ **NOMURA : le courtier japonais devrait acquérir** le groupe hôtelier britannique Thistle pour un montant avoisinant 1,5 milliard de livres sterling (14,7 milliards de francs), selon le *Sunday Telegraph* du 16 août.

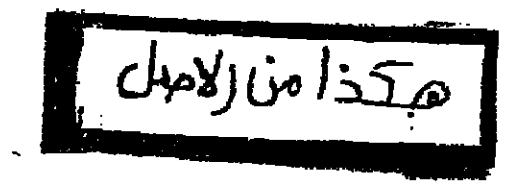
■ **JAPAN AIRLINES : la compagnie aérienne** japonaise a versé de l'argent à la pègre pour s'assurer du déroulement harmonieux de son assemblée générale des actionnaires, ce que le code du commerce nippon interdit, affirment lundi 17 août les médias. La chaîne de télévision NHK a estimé que la somme pourrait dépasser 20 millions de yens (environ 820 000 francs).

■ **US WEST COMMUNICATIONS : la sixième compagnie de télécommunications américaine** a été frappée, dimanche 16 août, par une grève touchant 34 000 ingénieurs et techniciens, après l'échec de négociations salariales qui ont duré plusieurs semaines. Un mouvement similaire a touché Bell Atlantic Corp, le leader du secteur, la semaine dernière.

■ **CORÉE DU SUD : les trente plus puissants conglomérats** du pays ont annoncé, lundi 17 août, une perte globale de 976,6 milliards de wons (environ 4,2 milliards de francs) pour le premier semestre. Ces résultats sont les plus mauvais jamais affichés par les *chaebols*.

■ **PFIZER : le laboratoire pharmaceutique américain** a bouclé, vendredi 14 août, la vente de Howmedica, sa filiale de prothèses orthopédiques, à son concurrent Stryker.

■ **BOEING : American Airlines** a passé commande, vendredi 14 août, de 15 biréacteurs long courrier Boeing 777.



La presse européenne affiche ses différences

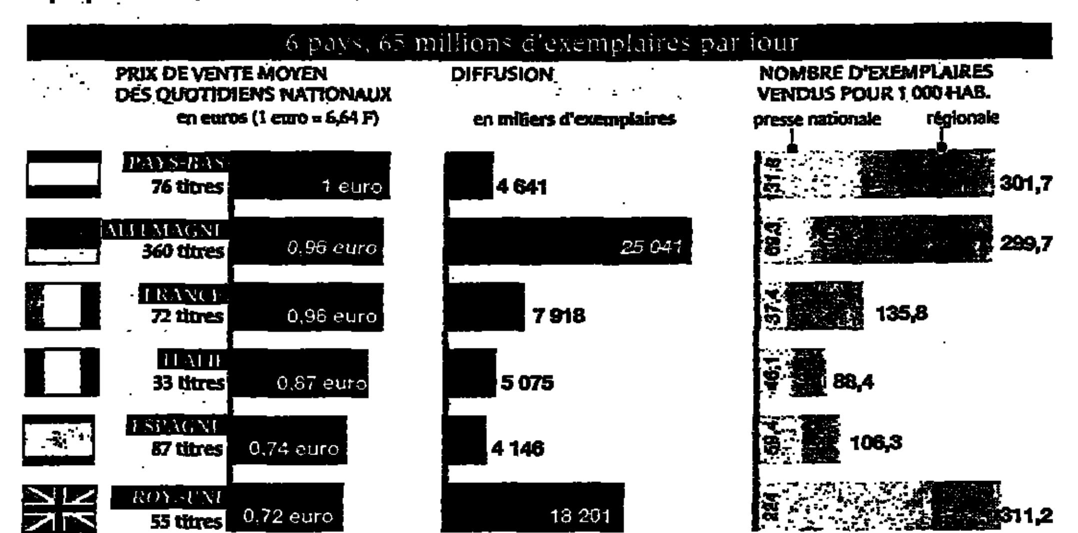
Une étude de l'agence Carat montre la diversité des journaux dans les principaux pays. L'Allemagne, grâce à la presse régionale, et l'Angleterre, grâce aux tabloïds populaires, dominent un marché où la France montre de nombreuses faiblesses

IL N'Y A PAS d'Europe des quotidiens. Peu de points communs en effet entre les pays scandinaves, champions de la diffusion par portage – avec la Norvège, qui est le pays du monde où les gens lisent le *plus de quotidiens* –, et l'Espagne, l'Italie et même la France, où les journaux ont des taux de pénétration faible. Il y a une différence, religieuse, culturelle, entre Europe du Nord et du Sud. Pourtant, cela ne suffit pas à expliquer la diversité du paysage de la presse sur le Vieux Continent. La presse régionale domine en Allemagne et en France. Dans ces deux pays, les magazines occupent des positions fortes, et représentent plus de la moitié des investissements publicitaires dans le secteur. En Angleterre, la presse nationale prédomine et les magazines sont minoritaires. A Londres comme à Francfort, la presse populaire est millionnaire, pas dans les autres pays. Il y a quatre quotidiens de sport en Espagne, aucun en Allemagne.

L'agence Carat vient de consacrer une étude aux principaux marchés de la presse dans les pays européens : l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les Pays-Bas. Ces six pays *diffusent chaque jour 65 millions* d'exemplaires, dont les deux tiers viennent d'Allemagne (25 millions) et du Royaume-Uni (18 millions) et engrangent 14,3 milliards d'euros de recettes publicitaires (95 milliards de francs). Pour Carat, il n'y a pas de doute : la presse quotidienne est *« un très grand média »*.

● **L'Allemagne** est le premier marché européen. La presse allemande a deux caractéristiques : le poids de la presse régionale et la présence du premier quotidien européen : *Bild Zeitung*. Il y a 354 quotidiens locaux ou régionaux outre-Rhin. Ils atteignent une audience de 42,5 millions de lecteurs et touchent ainsi les 3/4 de la population adulte. Le *Bild*, propriété du groupe Springer, avec 4,6 millions d'exemplaires et une audience de plus de 11 millions de lecteurs, se place au niveau mondial juste derrière les quotidiens japonais.

Les quotidiens nationaux de qualité (*Süddeutsche Zeitung, Frankfurter Allgemeine Zeitung, Die Welt, Tageszeitung*) et le quotidien financier *Handelsblatt* ne représentent que 20 % du marché des quotidiens nationaux, avec une diffusion totale de 1,2 million d'exemplaires. Ceux-ci représentent pourtant les deux tiers des recettes de la presse nationale. *Le Frankfurter* (377 000 exemplaires) affiche des résultats publicitaires bruts de 130 millions d'euros (863 millions de francs), juste derrière le *Bild* (153,5 millions d'euros, 1 milliard de francs). La presse allemande a un point noir : *le principal marché publicitaire européen* pour la presse (6,2 milliards d'euros) est en recul de 4,6 % depuis 1993.



L'Allemagne et le Royaume-Uni représentent près des deux tiers de la vente des journaux. Si les trois pays du Nord affichent un taux de pénétration à peu près équivalent, les trois du Sud, dont la France, sont nettement en retard. Près de 2 francs séparent les journaux les plus chers (Pays-Bas) des moins chers (Royaume-Uni).

● **Le Royaume-Uni** est le pays roi pour la presse quotidienne nationale. Chaque jour plus de 13 millions d'exemplaires sont achetés, dont les trois quarts sont des tabloïds populaires. 224 acheteurs sur 1 000 se tournent vers un journal national. Au total 35,2 millions de Britanniques lisent tous les jours un quotidien londonien. La presse régionale, qui diffuse 5,1 millions d'exemplaires attire 13,5 millions de lecteurs. Le prix des journaux en Angleterre est le moins cher d'Europe, phénomène qui s'est accentué avec la guerre des prix déclenchée par Rupert Murdoch, propriétaire du *Sun* (3,76 millions *d'exemplaires) et du Times* (805 600 exemplaires). Cette guerre n'a pas permis au *Sun* d'enrayer la baisse de diffusion qui touche l'ensemble des quotidiens très populaires (*Le Monde* du 1er juillet), ni au *Times* – qui a spectaculairement progressé – de dépasser *le Daily Telegraph* (1,09 million d'exemplaires).

C'est aussi l'un des pays où la page de publicité est la moins chère pour les annonceurs, avec un coût au mille de 26,8 euros. Signe de la bonne santé des quotidiens populaires de qualité, c'est le *Daily Mail* qui engrange le plus de recettes publicitaires brutes (203,3 millions d'euros, 1,35 milliard de francs) devant le *Daily Express* (166,8 millions d'euros). Le *Sun* arrive en troisième position (147,6 millions), presque à égalité avec le *Daily Telegraph*, qui *devance le Mirror* (125 millions d'euros). Le *Times* (99 millions d'euros) est loin derrière le *Telegraph* et même le *Financial Times* (119,8 millions d'euros).

● **L'Italie** fait figure de lanterne rouge. Son taux de pénétration de *la presse quotidienne est le plus bas* parmi les six pays étudiés : 88,4 quotidiens vendus pour 1 000 habitants. La presse quotidienne est dominée par un duel au sommet entre le *Corriere della Sera* (673 233 exemplaires) et *La Repubblica* (602 153 exemplaires). A côté des quotidiens nationaux et d'une presse régionale assez forte, l'Italie possède le premier quotidien économique européen : *Il Sole 24 Ore* (358 926 exemplaires), qui devance le *Financial Times*. Enfin, la presse sportive (3 quotidiens) at*teint une diffusion quotidienne de* 752 134 exemplaires. Si Carat souligne le *« grand dynamisme des quotidiens »*, l'Italie reste – avec la France – un pays où le poids de la presse sur le marché publicitaire est l'un des plus faibles, malgré un prix *de la page de publicité bas* : 16,9 % de l'ensemble des investissements dans les médias.

● **L'Espagne** a la presse sportive la plus puissante d'Europe. Le premier journal espagnol est un quotidien sportif : *Marca* (489 013 exemplaires). *Les* trois autres titres sportifs atteignent les 100 000 exemplaires. Plus de 800 000 exemplaires de presse sportive sont diffusés tous les jours. 20 personnes sur 1 000 achètent un quotidien sportif, contre 13 en Italie et 6 en France. *La* presse nationale est dominée par *El Pais* (402 776 exemplaires) et marquée par la progression d'*El Mundo* (253 305 exemplaires) et d'*El Periodico* (220 157). Si la presse quotidienne représente un tiers des dépenses publicitaires dans les médias, elle est en perte de vitesse : depuis 1993, les recettes publicitaires des journaux ont chuté de 45 %.

● **Les Pays-Bas** ont les journaux qui coûtent le plus cher (1 euro). Ils affichent pourtant un taux de pénétration *important, légèrement supérieur* à l'Allemagne : 301,7 quotidiens pour 1 000 habitants. Avec une diffusion de 762 400 exemplaires et 2,4 millions de lecteurs, *De Telegraaf* touche 1 Néerlandais sur 5. Les recettes publicitaires (1,07 *milliard d'euros) affichent une* progression de 37,5 % depuis 1993. Elles représentent 26,1 % de l'ensemble des dépenses dans les médias.

● **La France** n'est pas dans le groupe de tête. Elle est même lan*terne rouge deux fois. C'est le pays* où la presse quotidienne nationale a le plus faible taux de pénétration, avec 37,4 exemplaires pour 1 000 habitants. Les journaux ne représentent que 13,5 % des dépenses publicitaires dans les médias, der*rière l'Italie, où la presse magazine* et la télévision sont aussi en position de force. Le coût aux 1 000 exemplaires d'une page de publicité est deux fois plus cher qu'aux Pays-Bas ou qu'en Allemagne et quatre fois plus cher qu'en Angle*terre. Si la presse régionale est toujours* en déclin, les quotidiens nationaux se redressent depuis deux ans, et voient, pour la plupart, progresser leur diffusion et leur recettes publicitaires.

Alain Salles

TABLEAU DE BORD

ÉCONOMIE

Baisse des prix de gros en Allemagne

LES PRIX DU COMMERCE de gros ont reculé de 0,9 % en juillet comparé à juin, ce qui porte leur baisse sur un an à 2 %, a indiqué l'Office allemand des statistiques lundi 17 août.

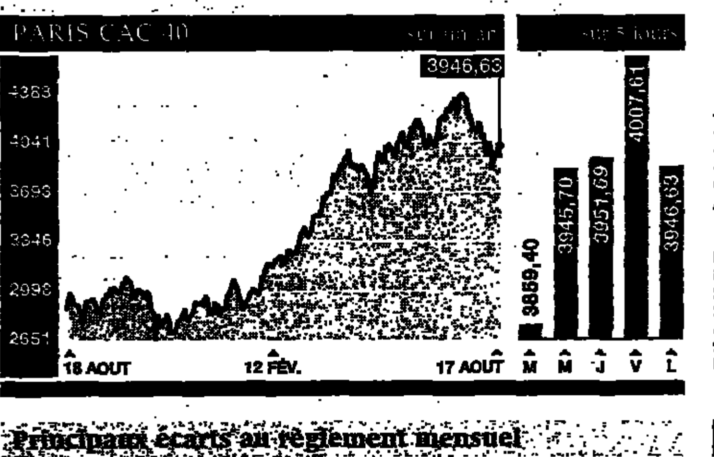
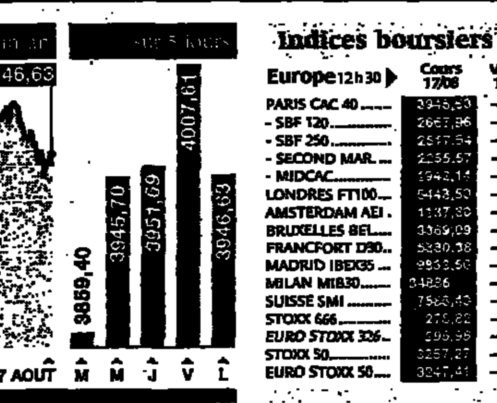
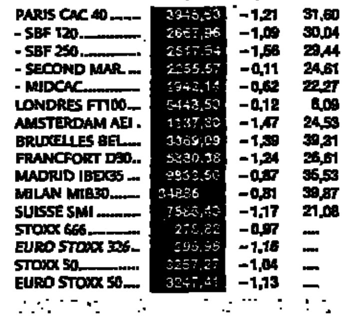
■ ***JAPON* : le prix du foncier a baissé l'an dernier** dans 43 des 47 départements japonais et stagné dans les 4 autres, a estimé l'Agence nationale des impôts. Le prix moyen des terrains à bâtir s'établissait ainsi à *170 000 yens (7 200 francs) le* mètre carré, contre 179 000 yens un an plus tôt.

■ **ÉTATS-UNIS : la production industrielle aux Etats-Unis a reculé** de 0,6 % en juillet contre – 1,1 % *en juin, et les capacités* industrielles sont utilisées à 80,5 % contre 81,2 % en juin, a indiqué vendredi 14 août la Réserve fédérale américaine.

■ ***ARGENTINE* : le PIB argentin a crû de 6,9 % au premier** trimestre de l'année par rapport à la même période de l'année précédente, selon un rapport du ministère de l'économie publié vendredi.

■ **CORÉE DU SUD :** les groupes cotés sur le **Korea Stock Exchange** ont subi au premier semestre des pertes nettes cumulées de 13 670 milliards de wons (61,8 milliards de francs), plongeant dans le rouge pour la première fois, ont indiqué dimanche 16 août des responsables de la Bourse de Séoul.

■ **MALAISIE : les prix à la consommation en Malaisie** ont augmenté de 5,8 % sur un an en juillet mais ont baissé de 0,3 % par rapport au mois précédent, a annoncé le département des statistiques samedi 15 août.

Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses	Cours 14/08	Var.% 13/08	Var.% 31/12
DYNACTION	[illegible]	+7,12	+42,48
JEAN LEFEBVRE	492	+6,95	+44,28
HAVAS ADVERTI.	1150	+6,07	+49,18
GUYENNE GASCO	[illegible]	+5,86	+26,34
BIS	548	+5,48	+81,09
INTERBAIL	165	+5,09	+18,97
DE DIETRICH	347	+5,08	+24,82
MONTUPET SA	[illegible]	+4,98	+352,59
FRANCE TELECO.	[illegible]	+4,61	+101,28

Baisses	Cours 14/08	Var.% 13/08	Var.% 31/12
EUROPE 1	[illegible]	−5,19	+10,68
EURO DISNEY	[illegible]	−3,34	+44,28
SIMCO	[illegible]	−2,51	+15,82
SEITA	[illegible]	−2,40	+21,99
UNIBAIL	[illegible]	−2,31	+78,13
GROUPE ANDRE	620	−2,20	+2,84
GROUPE GTM	[illegible]	−2,12	+48,14
SILIC CA	[illegible]	−1,84	+38,14
CHARGEURS	[illegible]	−1,71	+11,11

Cours de change

17/08 12h30	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR.S.	Cours FLORIN	Cours YEN 100	Cours LIRE 100	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	6	6,61	9,75	4,02	2,97	4,14	0,34	3,35	—
DM	1,80	1,97	2,90	1,20	0,89	0,12	0,99	—	0,30
LIRE (100)	1774,65	1944,59	2882,69	1180,73	874,77	1214,06	—	988,49	294,27
YEN (100)	146,19	160,19	235,81	97,26	72,07	—	8,24	81,25	24,24
FLORIN	2,03	2,22	3,27	1,35	—	1,39	0,11	1,13	0,34
FR. S.	1,50	1,65	2,42	—	0,74	1,03	0,08	0,84	0,25
LIVRE	0,62	0,68	—	0,41	0,31	0,42	0,03	0,34	0,10
ECU	0,91	—	1,47	0,61	0,45	0,62	0,51	0,51	0,15
DOLLAR	—	1,10	1,61	0,67	0,49	0,68	0,08	0,56	0,17

Taux d'intérêt (%)

Taux 14/08	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	[illegible]	3,46	4,61	5,22
ALLEMAGNE	[illegible]	3,40	4,50	5,18
GDE-BRETAG.	[illegible]	7,69	5,67	5,37
ITALIE	[illegible]	4,76	4,81	5,42
JAPON	[illegible]	0,40	1,47	—
ÉTATS-UNIS	[illegible]	5,06	5,44	5,65
SUISSE	[illegible]	1,77	2,90	3,88
PAYS-BAS	[illegible]	3,39	4,62	5,22

Matif

Cours 12h30	Volume 17/08	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 SEPTEMBRE 98	[illegible]	106,81	106,54
Pibor 3 mois SEPTEMBRE 98	[illegible]	96,44	96,43

Marché des changes

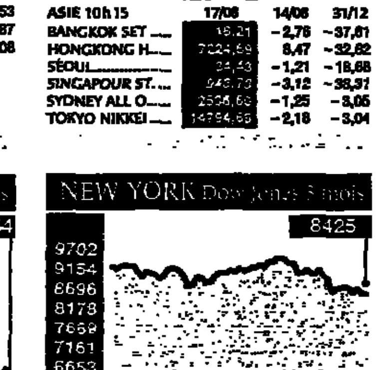
Devises 17h35	Cours BDF 14/08	Achat 14/08	Vente 14/08
ALLÉMAGNE (100)	[illegible]	322	346
AUTRICHE (100)	[illegible]	46,15	49,25
BELGIQUE (100)	[illegible]	15,68	16,78
CANADA	[illegible]	3,65	4,25
DANEMARK (100)	[illegible]	83	93
ESPAGNE (100)	[illegible]	3,67	4,27
ÉTATS-UNIS	[illegible]	5,69	6,29
FINLANDE (100)	[illegible]	105	115
GDE-BRETAGNE	[illegible]	9,33	10,18
GRÈCE (100)	[illegible]	1,78	2,28
IRLANDE	[illegible]	8,01	8,85
ITALIE (1000)	[illegible]	3,16	3,86
JAPON (100)	[illegible]	3,91	4,25
NORVÈGE (100)	[illegible]	74,50	83,50
PAYS-BAS (100)	[illegible]	—	—
PORTUGAL (100)	[illegible]	2,96	3,65
SUÈDE (100)	[illegible]	68,50	78,50
SUISSE (100)	[illegible]	388	410

Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». www.lemonde.fr

Indices boursiers

Europe 12h30	Cours 17/08	Var.% 14/08	Var.% 31/12
PARIS CAC 40	[illegible]	−1,21	31,60
- SBF 120	[illegible]	−1,09	30,04
- SBF 250	[illegible]	−1,56	29,44
- SECOND MAR.	[illegible]	−0,11	24,61
- MIDCAC	[illegible]	−0,62	22,27
LONDRES FT100	[illegible]	−0,12	6,09
AMSTERDAM AEI	[illegible]	−1,47	24,53
BRUXELLES BEL	[illegible]	−1,39	39,21
FRANCFORT D30	[illegible]	−1,24	26,61
MADRID IBEX35	[illegible]	−0,87	35,53
MILAN MIB30	[illegible]	−0,81	39,87
SUISSE SMI	[illegible]	−1,17	21,08
STOXX 666	[illegible]	−0,97	—
EURO STOXX 326	[illegible]	−1,18	—
STOXX 50	[illegible]	−1,04	—
EURO STOXX 50	[illegible]	−1,13	—

Monde	Cours 14/08	Var.% veille	Var.% 31/12
NEW YORK DJ	[illegible]	−0,41	8,53
- SP 500	[illegible]	−1,13	9,51
- NASDAQ	[illegible]	−0,69	14
BUENOS-AIRES M.	[illegible]	0,58	−29,67
JOHANNESBURG	[illegible]	−1,95	−2,92
MEXICO BOLSA	[illegible]	0,10	−36,76
SANTIAGO IPSA	[illegible]	−0,27	−28,18
SAO PAULO BOU.	[illegible]	0,38	−14,25
TORONTO FSE I.	[illegible]	−0,75	−6
ASIE 10h15	17/08	14/08	31/12
BANGKOK SET	[illegible]	−2,76	−37,61
HONGKONG H.	[illegible]	8,47	−32,62
SÉOUL	[illegible]	−1,21	−18,68
SINGAPOUR ST.	[illegible]	−3,12	−38,31
SYDNEY ALL O.	[illegible]	−1,25	−3,06
TOKYO NIKKEI	[illegible]	−2,18	−3,04



NEW YORK Dow Jones 3 mois — 8425 — 18 MAI — 2 JUIL. — 14 AOUT

Matières premières

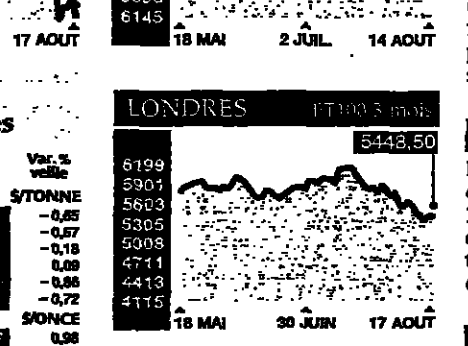
En dollars	Cours 14/08	Var.% veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	[illegible]	−0,65
ALUMINIUM 3 MOIS	[illegible]	−0,67
PLOMB 3 MOIS	[illegible]	−0,18
ETAIN 3 MOIS	[illegible]	0,09
ZINC 3 MOIS	[illegible]	−0,86
NICKEL 3 MOIS	[illegible]	−0,72
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	[illegible]	0,98
PLATINE A TERME	[illegible]	0,65
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	[illegible]	0,77
MAÏS (CHICAGO)	[illegible]	1,45
SOJA GRAINE (CHG.)	[illegible]	1,45
SOJA TOURTEAU (CHG.)	[illegible]	0,95
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	[illegible]	−0,52
CAFÉ (LONDRES)	[illegible]	1,46
SUCRE BLANC (PARIS)	[illegible]	0,85

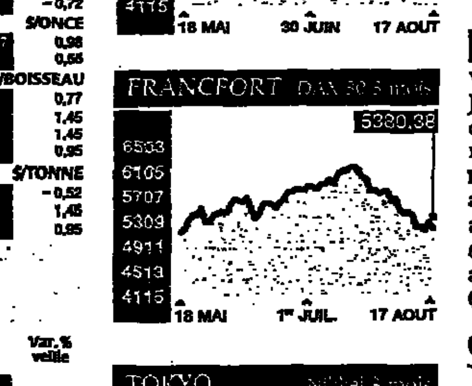
Pétrole

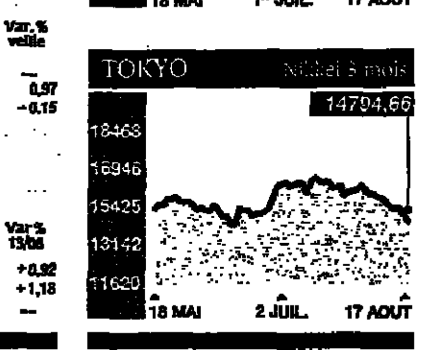
En dollars	Cours 14/08	Var.% veille
BRENT (LONDRES)	[illegible]	—
WTI (NEW YORK)	[illegible]	0,97
LIGHT SWEET CRUDE	[illegible]	−0,15

Or

En francs	Cours 14/08	Var% 13/08
OR FIN KILO BARRE	[illegible]	+0,92
OR FIN LINGOT	[illegible]	+1,18
ONCE D'OR LONDRES	[illegible]	—







MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

LUNDI 17 AOUT, la Bourse de Paris regagnait un peu de terrain après avoir entamé la séance en forte baisse à la suite des événements en Russie. Vers 12 heures, l'indice *CAC 40 cédait 0,86 % à* 3 960,73 points. A l'ouverture de la séance, il perdait 1,76 %. Parmi les plus fortes baisses, on notait le recul des actions du Comptoir des entrepreneurs qui cédait 4,7 %. Le titre Elf Aquitaine était stable après les ru*meurs de fusion avec l'américain* Conoco. La société ne faisait aucun commentaire sur ces informations.

FRANCFORT

LUNDI 17 AOÛT, la Bourse allemande a commencé la séance en très forte baisse, très affectée par les évènements en Russie. Quelques minutes après l'ouverture, l'indice DAX perdait plus de 3 % pour reculer ensuite de 2,57 % à 5 332,89 points.

TOKYO

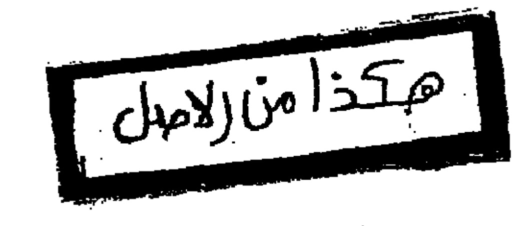
LUNDI 17 AOÛT, l'indice Nikkei a clôturé sur un net recul de 2,16 %, à *14 794,66 points. Les marchés ont* craint une extension de la crise asiatique au reste des économies mondiales.

NEW YORK

VENDREDI 14 AOÛT, l'indice Dow Jones a terminé la séance en baisse de 0,39 %, à 8 426,81 points. Les opérateurs ont préféré poursuivre leur mouvement de prise de bénéfice avant une semaine qui s'annonçait agitée tant sur les marchés des *changes que sur le plan intérieur*, avec l'audition, lundi 17 août, de Bill Clinton dans l'affaire Lewinsky.

CHANGES

LUNDI 17 AOÛT, la dévaluation du rouble a entraîné brièvement le deutschemark sous la barre des 3,33 francs. Mais la devise allemande *s'est immédiatement ressaisie* à 3,35 francs. Le dollar jouait son rôle de devise refuge et se redressait face aux principales monnaies. Le billet vert s'échangeait à 146,48 yens, 6,0734 francs et 1,8108 mark *(voir page 20)*.



RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 17 AOUT

Liquidation : 24 août
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12h30

CAC 40 PARIS -1,31 %
CAC 40 : 3942,74

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
B.N.P. (T.P)	1015	[illegible]	- 0,09	[illegible]
Cr.Lyonnais(T.P.)	966	[illegible]	—	[illegible]
Renault (T.P.)	3070	[illegible]	- 0,48	[illegible]
Saint Gobain(T.P.)	1280	[illegible]	- 0,31	[illegible]
Thomson S.A (T.P)	996,50	[illegible]	—	[illegible]
Accor	1586	[illegible]	- 2,26	[illegible]
AGF	347	[illegible]	- 0,08	[illegible]
Air Liquide	885	[illegible]	- 0,90	[illegible]
Alcatel Alsthom	1144	[illegible]	- 1,57	[illegible]
Alstom	170,50	[illegible]	- 0,93	[illegible]
Altran Techno. #	1332	1290	- 3,15	[illegible]
Atos CA	1414	[illegible]	- 0,28	[illegible]
Axa	772	[illegible]	- 0,64	[illegible]
Bail Investis	814	[illegible]	- 0,49	[illegible]
Bazar Hot. Ville	681	[illegible]	—	[illegible]
Bertrand Faure	406	[illegible]	- 1,47	[illegible]
BIC	366,50	[illegible]	- 2,31	[illegible]
BIS	643	[illegible]	—	[illegible]
B.N.P.	466	[illegible]	- 2,29	[illegible]
Bollore Techno	1140	[illegible]	- 0,87	[illegible]
Bongrain	3032	[illegible]	—	[illegible]
Colas	1275	[illegible]	- 1,88	[illegible]
Comptoir Entrep.	14,80	[illegible]	- 3,71	[illegible]
Comptoirs Mod.	3140	[illegible]	+ 0,31	[illegible]
CPR	460	[illegible]	—	[illegible]
Cred.Fon.France	91,70	[illegible]	+ 0,76	[illegible]
Credit Lyonnais CI	639	[illegible]	- 0,78	[illegible]
CS Signaux(CSEE)	536	[illegible]	- 0,93	[illegible]
Damart	4490	[illegible]	- 0,44	[illegible]
Danone	1661	[illegible]	- 1,68	[illegible]
Dassault-Aviation	1752	[illegible]	- 1,25	[illegible]
Dassault Systemes	306,90	[illegible]	- 1,72	[illegible]
De Dietrich	347	[illegible]	- 0,57	[illegible]
Deveaux(Ly)#	981	[illegible]	- 1,42	[illegible]
Dev.R.N-P.Cal Li #	63	[illegible]	- 4,76	[illegible]
Dexia France	846	[illegible]	- 1,65	[illegible]
DMC (Dollfus Mi)	118,10	[illegible]	- 1,77	[illegible]
Dynaction	218	[illegible]	- 0,45	[illegible]
Eda	1455	[illegible]	- 2,06	[illegible]
Eiffage	500	[illegible]	- 2,56	[illegible]
Elf Aquitaine	697	[illegible]	- 0,14	[illegible]
Eramet	205	[illegible]	- 0,97	[illegible]
Eridania Beghin	1215	[illegible]	- 2,88	[illegible]
Essilor Intl	2122	[illegible]	- 0,42	[illegible]
Essilor Intl.ADP	2000	[illegible]	- 3,90	[illegible]
Esso	506	[illegible]	- 0,59	[illegible]
Eurafrance	3280	[illegible]	- 0,82	[illegible]
Euro Disney	10,10	10,15	+ 0,49	[illegible]
Europe 1	1460	[illegible]	+ 0,20	[illegible]
Eurotunnel	6,75	6,65	- 1,48	[illegible]
Fimalac SA	689	[illegible]	- 2,61	[illegible]
Finextel	120	116,50	- 2,91	[illegible]
Fives-Lille	469	[illegible]	- 1,91	[illegible]
France Telecom	439,40	[illegible]	- 1,57	[illegible]
Fromageries Bel	5150	[illegible]	+ 0,77	[illegible]
Galeries Lafayette	5440	[illegible]	- 0,73	[illegible]
Gascogne	557	[illegible]	+ 0,53	[illegible]
Gaumont #	431	[illegible]	- 1,16	[illegible]
Gaz et Eaux	319	[illegible]	—	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
Siemens #	404,10	[illegible]	+ 0,09	[illegible]
Sony Corp. #	473	[illegible]	- 1,45	[illegible]
STmicroelectronics	376,30	[illegible]	- 1,67	[illegible]
Sumitomo Bank #	47,45	[illegible]	- 3,47	[illegible]
T.D.K #	419	[illegible]	—	[illegible]
Telefonica #	288	[illegible]	- 1,04	[illegible]
Toshiba #	23,30	[illegible]	- 1,28	[illegible]
Unilever #	405	[illegible]	- 1,23	[illegible]
United Technol. #	535	[illegible]	- 1,86	[illegible]
Volkswagen A.G #	476,10	[illegible]	- 0,86	[illegible]
Yamanouchi #	117,90	[illegible]	- 0,93	[illegible]
Zambia Copper	12	[illegible]	- 0,83	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection. Cours relevés à 12h30
LUNDI 17 AOUT

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	575	[illegible]
Fiat Ord.	22,25	[illegible]
Gold Fields South	62	[illegible]
Kubota Corp.	14	[illegible]
Montedison act.ep.	9,45	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12h30
LUNDI 17 AOUT

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12h30
LUNDI 17 AOUT

MARCHÉ LIBRE

Une sélection. Cours relevés à 12h30
LUNDI 17 AOUT

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ♦ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 14 août

SYMBOLES
o cours du jour; ♦ cours précédent.

SPORTS Les championnats d'Europe d'athlétisme débutent mardi 18 août à Budapest (Hongrie). Pendant six jours, les meilleurs représentants des différentes disciplines vont s'affronter à la recherche d'un titre, voire d'une performance mondiale. *Mais cette quête semble difficile pour des athlètes qui ont du mal à s'imposer face aux Américains ou aux Africains.* ● LES FRANÇAIS débarquent pourtant sans complexe et vont profiter de ce rendez-vous pour s'aguerrir et tenter de glaner *« 8 ou 9 médailles ».* ● CHRISTINE ARRON figure parmi les espoirs de la délégation tricolore. Dans un entretien au *Monde*, la détentrice du meilleur temps européen de la saison sur 100 m juge sa victoire *« possible... Mais je sais que des athlètes, notamment allemandes, se sont encore peu montrées ».* Elle assure que *« les compteurs seront remis à zéro »* et que dans sa tête cet avantage n'existe pas.

Les athlètes européens se retrouvent à Budapest

Même si les stars des différentes disciplines se recrutent aujourd'hui en Afrique et en Amérique, les sportifs du Vieux Continent, à l'image des Français, apprécient ce rendez-vous organisé tous les quatre ans pour s'aguerrir

BUDAPEST
de notre envoyée spéciale

Le reste du monde a étouffé l'athlétisme européen. C'est le constat qu'inspire l'état depuis quatre ans des *« meilleures performances mondiales »* tant prisées par les statisticiens. Sans les Africains, le demi-fond n'est plus grand-chose. Sans les Nord-Américains, les Jamaïcains ou les Nigérians, le sprint prend des allures de tortue.

L'Europe de l'athlétisme a donc régressé, victime, entre autres, de l'éclatement de l'Union soviétique, de l'unification de l'Allemagne et de la disparition du dopage institutionnalisé. Parallèlement, l'Association européenne d'athlétisme (AEA), organisatrice des championnats d'Europe, n'avait d'autre choix que d'assister impuissante, par exemple, à l'émergence du demi-fond africain. La création en 1983 d'un championnat du monde organisé tous les deux ans par la Fédération internationale d'athlétisme amateur (IAAF) a achevé de ravaler les championnats d'Europe au rang de rendez-vous mineur et ses protagonistes à celui de faire-valoir.

Mais les 98 athlètes français, qui ont commencé à débarquer dès dimanche 16 août à Budapest pour l'édition 98 de ces championnats (du 18 au 23 août), ne font pas de complexes pour autant. Depuis 1934, la délégation tricolore profite du rendez-vous organisé tous les quatre ans pour s'aguerrir ou se rassurer. Comme le souligne un dirigeant: *« Une médaille, c'est toujours bon à prendre. »* A ce jeu européen, la France en a glané un total de 98. Elle en *« reprendrait volontiers 8 ou 9 »* cette semaine.

En Europe, l'athlétisme conserve une audience qui permet d'accueillir et de financer l'organisation de prestigieux meetings internationaux. Canal Plus n'a d'ailleurs pas hésité à diffuser en prime time, mercredi 12 août, la réunion de Zurich à la suite du changement d'horaire d'un match de football. Mais cette *« unité de lieu »* européenne ne change rien à l'affaire. Les stars les plus recherchées par les organisateurs de ces meetings restent en majorité nord-américaines ou africaines.

Lorsqu'il a lancé au début de la saison sa Golden League, c'est avec les Américains Marion Jones (100 et 200 m, longueur), Maurice Green (100 m) l'Ethiopien Hailé Gebreselassié (5 000 et 10 000 m) ou le Marocain Hicham El Gerrouj (1 500 m) qu'a traité Primo Nebiolo, le président de l'IAAF. Avec une vingtaine d'athlètes d'élite, il a conclu un accord pour s'assurer participation aux meetings d'Oslo, Berlin, Monaco, Zurich, Bruxelles et Rome, contre un million de dollars (environ 6 millions de francs) à partager entre ceux capables de l'emporter en ces six endroits dans leur spécialité respective.

JEAN GALFIONE IGNORÉ

Preuve que même les meilleurs Européens ne font plus recette : le Français Jean Galfione, pourtant champion olympique en titre du saut à la perche, n'a pas été sollicité pour cette vaste opération de promotion. Christine Arron a eu beau améliorer cet été le record de France du 100 m et talonner l'Américaine Marion Jones, meilleure chronomètre mondial de la saison pour la distance, elle reste méconnue et sous-évaluée. La référence en matière de sprint demeure Marie-José Pérec, la triple championne olympique, qui n'a plus disputé une compétition depuis un an.

Qui se souvient de la Russe Svetlana Masterkova, sacrée double championne olympique (800 et 1 500 m) à Atlanta et double recordwoman du monde sur 1 000 m et le mile la même année? Après des blessures au tendon, elle revient à la compétition, mais n'est pas certaine de s'imposer. La seule star de ces championnats d'Europe reconnue au niveau mondial est sans doute le Kenyan naturalisé danois Wilson Kipketer. Mais le champion du monde du 800 m, victime de la malaria, ne pourra guère que gagner sans trop forcer.

Au Nepstadion, cette semaine, hormis dans des disciplines « neuves » comme la perche ou le lancer du marteau féminins, on ne verra s'améliorer de « meilleure marque mondiale » que par miracle. Une bouffée d'air dans un sport qui se noie dans la chasse aux records. Plus rares, les joutes européennes promettent des issues moins prévisibles : des concours passionnants jusqu'au sixième essai et des courses indécises jusque dans les derniers centimètres. Ces championnats d'Europe seront l'occasion de découvrir de nouveaux visages ou de revoir les oubliés des pelotons.

Comme les Français Abdellah Behar, Mustapha Essaïd et Driss El-Himer, tous trois médaillables sur 5 000 m. Ou Bob Tahri, champion d'Europe juniors du 5 000 m l'an passé, qui détient à dix-neuf ans la troisième meilleure performance européenne sur 3 000 m steeple (8 min 19 s 75).

Patricia Jolly



D. JUNDT / J.-Y. RUSZNIEWSKI

Christine Arron, lors des championnats du monde d'Athènes.

Christine Arron, recordwoman de France du 100 m

« Je cours contre ma nature »

« Beaucoup font de vous la favorite du 100 m des championnats d'Europe.

– Si l'on s'en tient à mes performances, c'est possible. Mon record de France en 10 s 85, au début du mois d'août à Montauban, constitue le meilleur temps européen de la saison sur la distance. Mais je sais que des athlètes, notamment allemandes, se sont encore peu montrées. Elles sortent au dernier moment, comme à leur habitude.

– Vous aimez être favorite ?

– Cela m'indiffère. Je considère que les compteurs seront remis à zéro au début de ces championnats d'Europe. J'ai le meilleur temps, c'est vrai, mais dans ma tête cet avantage n'existe pas. Je recommence tout.

– Le 100 m est-il pour vous un choix naturel ?

– Naturel, pas vraiment. Je suis plutôt lente et molle. Mais j'ai toujours fait du sprint et j'aime la vitesse. Et puis, surtout, j'aime aller contre ma nature. Faire du sprint m'oblige à me réveiller, à me faire violence. C'est ma conception du sport de compétition, la raison pour laquelle j'en ai toujours fait.

– Comment vous est venu le goût de l'athlétisme ?

– Très simplement, à l'âge de onze ans, parce que ma meilleure amie pratiquait ce sport. Je l'ai suivie au stade, j'y ai rapidement pris goût. Jusque-là, j'avais essayé le karaté pendant deux ans, encore une fois par effet d'imitation, entraînée par mes frères. Mais j'ai immédiatement montré des dispositions pour la course à pied. A l'école, je gagnais toutes les courses, même contre les garçons.

– Parlez-nous de votre enfance ?

– J'ai eu une enfance très heureuse, plutôt gaie et insouciante. Je suis née et j'ai grandi en Guadeloupe. Avec mes parents, nous habitions un appartement près de l'aéroport de Pointe-à-Pitre, mais j'allais passer les week-ends chez mes grands-parents à la campagne, à Trois-Rivières. La nature était généreuse, j'étais toujours dehors. Mon enfance a été sportive. Et assez masculine. J'avais plein de cousins et pas la moindre cousine. J'ai grandi au milieu des garçons.

– On vous a découverte l'an passé, aux championnats du monde, lorsque vous avez pris, à vingt-quatre ans, la quatrième place du 100 m. Mais où étiez-vous avant ?

– Je me soignais. Peu de gens s'en souviennent, mais j'étais une junior plutôt douée. En 1992, l'année de mon installation en métropole et des Jeux olympique de Barcelone, j'ai pris la sixième place du 100 m des championnats de France seniors, à moins de vingt ans. La suite de ma carrière a été moins heureuse.

Je me suis retrouvée seule du jour au lendemain, dans le froid de Paris, sans mes parents. Et les blessures ont commencé à se succéder. En 1993, j'en ai eu quatre en une seule saison. Des ennuis articulaires, puis musculaires. J'ai même été victime d'une blessure de fatigue au dos. La raison était simple : je ne savais pas courir, ma technique était effroyable.

> Je ne savais pas courir, ma technique était effroyable

– Aujourd'hui, reste-t-il des traces de ces blessures ?

– J'ai appris à courir, je me blesse donc plus rarement. Mais j'ai encore mal au dos, aux genoux ou aux chevilles. J'ai appris à vivre avec cette contrainte. Je sais que je ne suis jamais à l'abri. Il me faut encaisser un gros travail de renforcement musculaire, surtout au niveau des lombaires et des abdominaux, pour éviter le pire.

– Vous avez renoncé, la semaine passée, au meeting de Zurich. Pourquoi ce forfait ?

– Pour me reposer et m'entraîner. Je ne sais pas comment font les autres, mais moi j'ai besoin de repos entre les courses. J'avais enchaîné deux compétitions, à Montauban et Monaco, et je me sentais saturée. Enchaîner les meetings est épuisant. Entre les courses, il faut plier bagages et prendre l'avion. On ne se repose jamais vraiment.

– Faire l'impasse sur une épreuve comme Zurich, c'est renoncer à une grosse prime. L'argent ne compte-t-il pas ?

– Perdre de l'argent, ce n'est pas grave. Les impôts m'en prennent la moitié. Et puis je ne cours pas pour m'enrichir. Ce qui compte le plus à mes yeux, c'est ce que je peux accomplir sur une piste d'athlétisme.

– On dit que vous n'aimez pas la notoriété, la reconnaissance. Est-ce vrai ?

– Disons que je n'aime pas être étouffée. J'ai besoin d'une certaine tranquillité et j'apprécie peu, en effet, d'être reconnue dans la rue. Les interviews et les photos, je veux bien un moment, mais je perds vite patience. Je crois que ma place est sur la piste. »

Propos recueillis par
Alain Mercier

Thierry Henry donne des ailes à l'AS Monaco

MONACO
de notre envoyé spécial

Après le triomphe français en Coupe du monde, les retombées se font sentir jusque en principauté. Habituellement, l'équipe première de l'AS Monaco dispute ses rencontres à domicile devant des tribunes clairsemées. Quant au centre d'entraînement, situé sur les hauteurs de La Turbie, il n'a pas l'habitude d'être envahi par des supporteurs ni même des curieux venus voir travailler les joueurs.

Mais le Mondial est passé par là, et le club monégasque peut se vanter de posséder trois champions du monde : Fabien Barthez, David Trezeguet et Thierry Henry. Les dirigeants rappelant que trois autres (Youri Djorkaeff, Emmanuel Petit et Lilian Thuram) portaient récemment le maillot rouge et blanc. Depuis la reprise du championnat, la route menant au centre d'entraînement de La Turbie est envahie chaque jour par des admirateurs espérant récolter les autographes des trois champions. Cette soudaine passion a également envahi les tribunes du stade Louis-II à l'occasion du premier match à domicile de la saison. Quatorze mille spectateurs déchaînés présents le 15 août pour un Monaco-Sochaux qui n'avait rien d'une affiche prestigieuse.

Alors que deux champions du monde en titre assistaient à ce match dans les tribunes (David Trezeguet étant blessé et le Parmesan Lilian Thuram en visite), Fabien Barthez et Thierry Henry ont été ovationnés par un public ayant encore envie de prolonger la fête. Le hasard faisant bien les choses, le héros de la soirée fut Thierry Henry, auteur d'un but somptueux et de deux passes décisives à l'occasion de la large victoire (4-1) de son équipe. Une performance d'autant plus attendue que depuis quelques jours l'intéressé était au cœur d'une polémique.

COMME UN ADO TROP GÂTÉ

Thierry Henry, qui vient de fêter ses vingt et un ans, travaille à l'AS Monaco depuis bientôt huit ans. Originaire des Ulis, en région parisienne, c'est dans le club de la principauté qu'il a appris son métier, d'abord avec Pierre Tournier, ancien responsable du centre de formation, puis aux côtés de Jean Tigana. Grâce à ce dernier, Henry a franchi le palier qui sépare l'espoir prometteur du joueur exceptionnel. C'est ainsi que l'on devient champion du monde à vingt ans. C'est aussi comme cela que l'on attire les convoitises des grands clubs européens.

Il y a un peu plus d'un an, Henry avait déjà fait part de son désir de quitter Monaco. Mal conseillé, mal entouré, « Titi » semblait mener sa vie comme un adolescent trop gâté. A l'issue de cette première crise, le Real Madrid avait bien failli priver Monaco de son espoir. S'ensuivit une période de doutes puis, conscient du danger de se voir privé de Mondial, Henry a mis de l'ordre dans ses idées. *« J'ai beaucoup travaillé avec lui pour le recadrer »*, rappelle Jean Tigana, grâce à qui Henry a su séduire Aimé Jacquet lorsqu'il s'est agi de désigner les 22 élus.

Henry a signé il y a quelques mois un contrat de quatre ans et attaque sa troisième saison en équipe première monégasque. Mais samedi 9 août, au lendemain d'une victoire obtenue à Lorient, il lance : *« Je veux partir, et c'est à Arsenal que j'ai envie d'aller. »* Arsenal, champion d'Angleterre, où jouent Nicolas Anelka et Patrick Vieira, deux amis d'Henry.

Face à cette déclaration, les dirigeants monégasques réagissent avec fermeté. Le président Jean-Louis Campora parle de porter plainte contre les agents du joueur. Jean Tigana rappelle : *« Il y a quelques mois, Thierry avait besoin de moi pour retrouver l'équipe de France. Je suis déçu par la mentalité de certains jeunes joueurs. Ils manquent de principes, de lucidité. Ils oublient tout, et vite... »* Jeudi 13 août à La Turbie, des supporteurs tendent une banderole avec ce message : *« Respectez vos contrats. L'ASM ça se mérite, l'ASM ça se respecte ! »* Se dirige-t-on vers un remake de *L'Eté meurtrier* version monégasque ? Vendredi, Thierry Henry annonce qu'il reste au club encore cette saison et qu'il va se *« donner à fond »* ; les dirigeants parlent d'une revalorisation de son contrat, et la piste Arsenal s'éloigne, au moins pour quelques mois.

Samedi, après avoir inscrit son but, Henry, fidèle à ses habitudes, est allé saluer le public, tenant d'une main le poteau de corner. Cette fois, il a montré son maillot, faisant mine de l'embrasser. Comme pour signifier son attachement au club qui a fait de lui un joueur d'exception.

Alain Constant

■ **Résultats de la 2e journée du championnat de première division :** Monaco-Sochaux 4-1 ; Le Havre-Bordeaux 2-3 ; Metz-Marseille 0-1 ; PSG-Bastia 2-0 ; Lens-Lorient 1-1 ; Lyon-Toulouse 6-1 ; Nantes-Strasbourg 1-0 ; Auxerre-Nancy 3-2 ; Montpellier-Rennes 3-1.

En formule 1, Schumacher relance la course au titre mondial

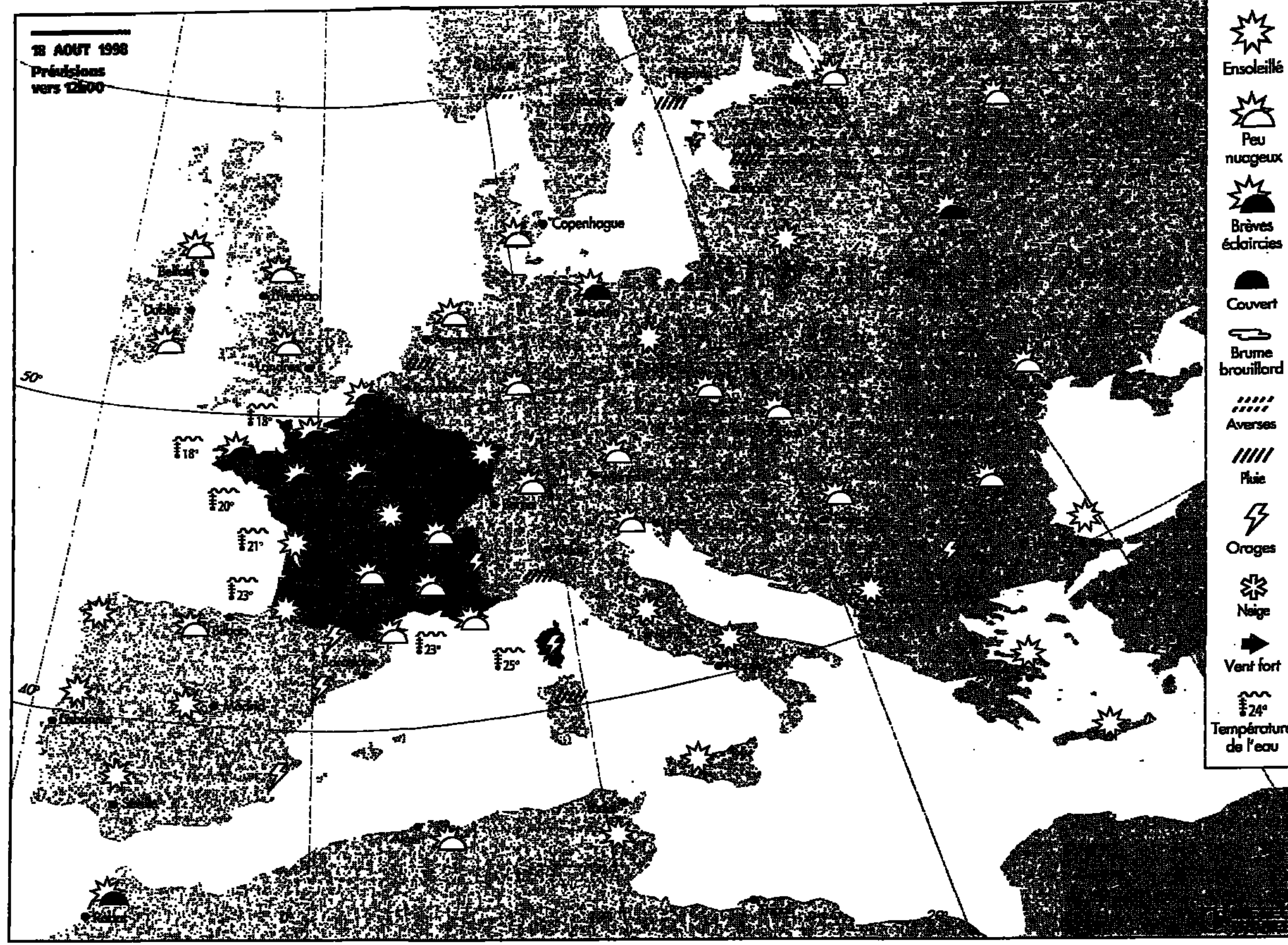
SUR LE CIRCUIT de Budapest, la stratégie des trois arrêts choisie par Michael Schumacher et son écurie Ferrari a triomphé dimanche 16 août. Parti en première ligne au côté de son coéquipier, le Finlandais Mika Hakkinen semblait pourtant avoir le contrôle de la course. Mais, en s'arrêtant le premier, « Schumi » réussit à doubler les deux pilotes McLaren, après leur premier arrêt au stand. L'avance acquise fut suffisante pour garder le commandement jusqu'à la victoire. Il devance David Coulthard (McLaren-Mercedes) et Jacques Villeneuve (Williams-Mecachrome). A quatre courses de la fin du championnat, Michael Schumacher ne compte plus que 7 points de retard sur son rival finlandais, (6e de la course).

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL : résultats de la 2e journée du championnat de France de division 2 :** Le Mans-Nîmes 4-0 ; Beauvais-Troyes 0-3 ; Cannes-Red Star 1-1 ; Niort-Lille 0-0 ; Wasquehal-Gueugnon 1-0 ; Guingamp-Laval 1-3 ; Sedan-Nice 4-0 ; Châteauroux-Valence 5-0 ; Amiens-Ajaccio 0-2 ; Caen-Saint-Etienne 1-1.

■ **GOLF : le Fidjien Vijay Singh a remporté,** dimanche 16 août, l'USPGA, son premier titre du Grand Chelem. Il remporte le Trophée Lancôme en 1994 et 22 tournois depuis le début de sa carrière.

■ **LOTO :** résultats des tirages nº 65du Loto, effectués samedi 15 août. Premier tirage : 11, 12, 28, 34, 38, 49, numéro complémentaire 43. Rapports pour 6 numéros : 6 083 750 F ; pour 5 numéros plus le complémentaire : 155 875 F ; pour 5 numéros : 8 500F ; pour 4 numéros et le complémentaire : 334 F ; pour 4 numéros 167 F ; pour 3 numéros et le complémentaire : 30 F ; pour 3 numéros : 15 F. Second tirage : 21, 27, 28, 29, 39, 40, numéro complémentaire 7. Pas de gagnants pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 105 665 F ; pour 5 numéros : 9 200 F ; pour 4 numéros et le complémentaire : 372 F ; pour 4 numéros : 186 F ; pour 3 numéros et le complémentaire : 36 F ; pour 3 numéros : 18 F.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AFRIQUE.** Les touristes désireux de visiter le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte-d'Ivoire, le Niger ou le Togo, n'auront désormais qu'un visa à réclamer pour l'ensemble de ces cinq pays. D'un coût de 25 000 FCFA (250 F), ce « Visa touristique entente » (VTE), valable 60 jours, qui se présente sous la forme d'un « timbre spécial codé », sera délivré par les représentations diplomatiques et consulaires des Etats membres.

■ **FRANCE.** En août (sauf les week-ends et jours fériés), Roue libre, service de location de vélos de la RATP, propose à Paris un tarif duo « spécial » : un vélo loué (30 F par jour) et le deuxième gratuit. Location : place du Châtelet, au pied de la tour Saint-Jacques (gare Châtelet-les-Halles du RER A), et à la tour Eiffel, place Jacques Rueff (station Ecole-Militaire). Renseignements au 08-36-68-77-14.

■ **GUIDES.** Deux collections offrent des croquis de voyages qui invitent à l'évasion. Gallimard publie depuis 1995, les « Carnets du littoral », un ensemble de petits albums illustrés par un aquarelliste et assortis de ses notes manuscrites. Derniers titres : *Faune et flore de Martinique*, de Gaëtan du Chatenet, *La Côte d'Opale*, d'Eric Alibert (cartonnés, format 180 x 240, 64 p., 88 F). Hachette a inauguré en 1996 « L'esprit des lieux », illustré en verso uniquement et sans commentaires, pour mieux laisser s'exprimer la finesse du trait et des couleurs de Stéphane Humbert-Basset dans *Esprit de Bretagne*, la lumière crue d'Aurélia Fronty dans *Andalousie* (format 165 x 220, 64 p., 69 F).

Passage nuageux au nord

MARDI, l'anticyclone des Açores se maintient jusqu'à la France. Un front froid peu actif glisse dans un flux de nord-ouest sur le nord du pays le matin, puis il se désagrégera l'après midi.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Sur les pays de Loire, le ciel sera très nuageux le matin puis de belles éclaircies reviendront l'après-midi. Ailleurs, les nuages et les éclaircies alterneront. Il fera de 24 à 26 degrés dans l'intérieur, et de 20 à 21 degrés près des côtes.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Sur les Ardennes, les nuages resteront nombreux une bonne partie de la journée, avec même quelques averses locales. Ailleurs, les nuages du matin laisseront place à de belles éclaircies l'après-midi. Le thermomètre marquera 22 à 27 degrés du nord au Centre.

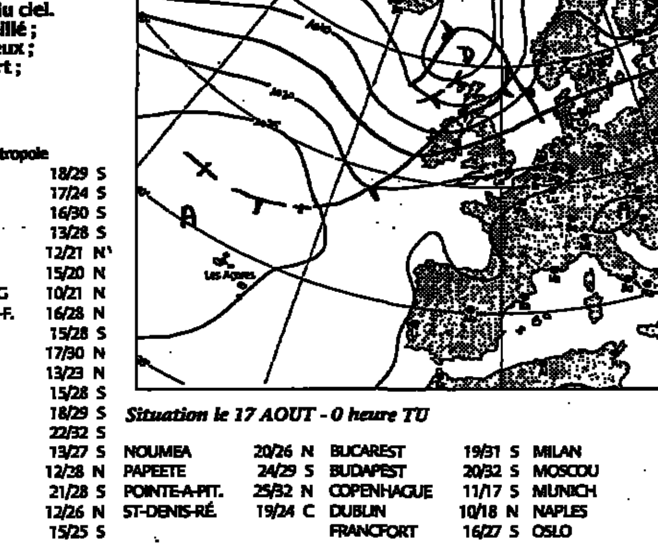
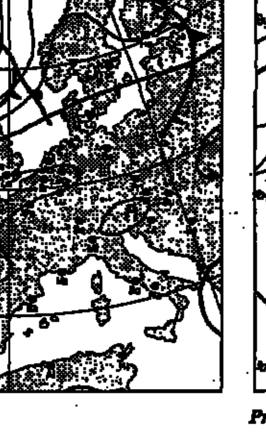
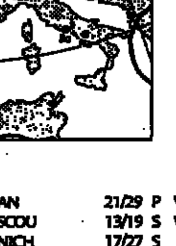
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Sur la Champagne et le nord de la Lorraine, le ciel sera très nuageux, avec quelques pluies locales près des frontières. Ailleurs, le soleil sera prédominant. Les températures maximales avoisineront 25 à 28 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Sur Poitou Charentes, les nuages seront un peu plus nombreux l'après-midi. Ailleurs, les nuages et les belles éclaircies alterneront. Sur les Pyrénées, des orages locaux parfois forts, éclateront l'après-midi ou en soirée. Il fera chaud, avec 26 à 31 degrés du nord au sud l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Sur l'Auvergne et Rhône Alpes, le soleil fera de belles apparitions, mais des orages locaux parfois fort se produiront sur le relief, surtout sur les Alpes. Sur le Limousin, le soleil brillera largement. Il fera de 26 à 30 degrés au meilleur moment de la journée.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le temps sera en général assez bien ensoleillé, mais les nuages seront parfois un peu plus nombreux, avec un risque d'orage local. Les températures seront agréables, avec 26 à 31 degrés l'après-midi.

PRÉVISIONS POUR LE 18 AOUT 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel.
S : ensoleillé ;
N : nuageux ;
C : couvert ;
P : pluie ;
* : neige.

Situation le 17 AOUT - 0 heure TU

Prévisions pour le 19 AOUT - 0 heure TU

FRANCE métropole		NOUMEA	20/26 N	BUCAREST	19/31 S	MILAN	21/29 P	VENISE	22/29 S	SANTIAGO/CHI	2/17 N	ASIE-OCÉANIE	
AJACCIO	18/29 S	PAPEETE	24/29 S	BUDAPEST	20/32 S	MOSCOU	13/19 S	VIENNE	19/32 N	TORONTO	15/22 P	BANGKOK	26/31 P
BIARRITZ	17/24 S	POINTE-A-PIT.	25/32 N	COPENHAGUE	11/17 S	MUNICH	17/27 S			WASHINGTON	24/33 S	BOMBAY	26/30 P
BORDEAUX	16/30 S	ST-DENIS-RÉ.	19/24 C	DUBLIN	10/18 N	NAPLES	23/31 S	AMÉRIQUES				DJAKARTA	26/31 C
BOURGES	13/28 S			FRANCFORT	16/27 S	OSLO	10/17 P	BRASILIA	16/29 S	AFRIQUE		DUBAI	32/42 S
BREST	12/21 N	EUROPE		GENEVE	16/26 P	PALMA DE M.	20/31 P	BUENOS AIR.	4/16 S	ALGER	21/32 S	HANOI	27/33 S
CAEN	15/20 N	AMSTERDAM	11/19 N	HELSINKI	12/16 P	PRAGUE	16/28 S	CARACAS	26/30 P	DAKAR	27/30 N	HONGKONG	27/31 P
CHERBOURG	10/21 N	ATHENES	23/32 S	ISTANBUL	21/28 S	ROME	20/28 S	CHICAGO	17/25 S	KINSHASA	20/29 S	JERUSALEM	24/33 S
CLERMONT-F.	16/28 N	BARCELONE	22/26 P	KIEV	16/23 N	SEVILLE	19/33 S	LIMA	15/19 C	LE CAIRE	24/35 S	NEW DEHLI	27/32 P
DIJON	15/28 S	BELFAST	11/17 N	LISBONNE	18/26 S	SOFIA	16/28 P	LOS ANGELES	16/22 S	MARRAKECH	20/35 S	PEKIN	22/30 N
GRENOBLE	17/30 N	BELGRADE	19/32 N	LIVERPOOL	13/18 N	ST-PETERSB.	13/19 S	MEXICO	14/24 S	NAIROBI	14/23 S	SEOUL	25/29 N
LILLE	13/23 N	BERLIN	16/24 N	LONDRES	13/22 N	STOCKHOLM	12/18 P	MONTREAL	14/21 P	PRETORIA	9/26 S	SINGAPOUR	26/30 P
LIMOGES	15/28 S	BERNE	14/24 S	LUXEMBOURG	14/24 N	TENERIFE	17/25 S	NEW YORK	24/29 C	RABAT	17/25 N	SYDNEY	12/15 P
LYON	18/29 S	BRUXELLES	13/21 P	MADRID	19/31 S	VARSOVIE	14/26 S	SAN FRANCIS.	11/17 S	TUNIS	23/32 S	TOKYO	25/30 P
MARSEILLE	22/32 S												
NANCY	13/27 S												
NANTES	12/28 N												
NICE	21/28 S												
PARIS	12/26 N												
PAU	15/25 S												
PERPIGNAN	20/29 S												
RENNES	11/25 N												
ST-ETIENNE	17/28 S												
STRASBOURG	15/27 S												
TOULOUSE	18/28 S												
TOURS	12/27 N												
FRANCE outre-mer													
CAYENNE	23/32 S												
FORT-DE-FR.	25/31 N												

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98196

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II											■	
III				■								
IV								■		■		
V						■	■					
VI												■
VII			■						■			
VIII				■								
IX								■				
X		■										

HORIZONTALEMENT

I. Débarquent pour tout gâcher. – II. Qui ne gâche rien, divertirait plutôt. – III. Opération boursière. Ouvrir la boîte. – IV. Balles de jeu et jeux de balle. Manifestation du premier âge. – V. Dans les propos de chaque jour. Instrument à cordes du Maghreb. – VI. Prend position entre la droite et la gauche. – VII. Début d'ébriété. Relever à la cuisine. Qui a du mal à se relever. – VIII. Personnel et pluriel. Prison aménagée pour l'anaconda et la tarentule. – IX. Qualité d'impression. Trop jeune pour porter des bois. – X. Laisseras tout tomber.

VERTICALEMENT

1. Maintiennent le bon niveau. – 2. Devrait être assez facile à découvrir. – 3. A longtemps intéressé le pelletier. Se retrouvent en stupidité. – 4. Patrie d'Abraham. Un peu trop salés. Personnel. – 5. Ses racines sont servies à table et à l'étable. – 6. Protège le foyer romain. Mis en page. – 7. Vient d'être. Ramasser taxes et impôts. – 8. Sur la bande FM. Partira en éclats. – 9. Ouvrit en plus grand. Un peu de rhétorique. – 10. Vaut dix à la City. Machine de guerre rudimentaire. – 11. Plus facile d'en sortir que d'y entrer. Forme d'avoir. – 12. Coquetteries dans le regard.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98195

HORIZONTALEMENT

I. Sèche-cheveux. – II. Anion. Apôtre. – III. Ure. Triât. An. – IV. Tolérante. Nô. – V. Su. Sa. Ee. ZUP. – VI. Dessin. Smash. – VII. Escales. Ip. – VIII. Ailées. Atb. – IX. Ill. Escortai. – X. Tapes. Sciage.

VERTICALEMENT

1. Sauts-de-lit. – 2. Enroués. La. – 3. Ciel. Scalp. – 4. Ho. Essai. – 5. Entrailles. – 6. Râ. Nées. – 7. Haine. Secs. – 8. Epatés. Soc. – 9. Vote. Mi. Ri. – 10. Et. Zapata. – 11. Uranus. Tag. – 12. Xénophobie.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 83

Les locaux de la colonie

DANS UNE COLONIE de vacances, cinq groupes d'enfants occupent les chambres 1 à 5.

Le lendemain, pendant leur absence, un moniteur facétieux accroche aux portes de certaines chambres une pancarte du style : *« Pour raisons d'organisation, les occupants de cette chambre sont priés de changer de chambre et de se rendre en chambre... »* (suit un numéro entre 1 et 5).

Peu contrariants, les enfants obtempèrent. Ainsi, le groupe qui occupait la chambre 1 se rend en chambre 2...

Le lendemain, à la même heure, les pancartes n'ayant pas changé de place, les jeunes suivent à nouveau les instructions. Il en est de même le troisième jour, où, coïncidence, les cinq groupes se retrouvent dans leur chambre initiale.

Combien le moniteur avait-il accroché de pancartes ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen
© POLE 1998

Solution du problème n° 82 paru dans *Le Monde* du 11 août.

Dans les deux seules solutions :

```
    7 6 6 0
+ 3 8 5 5 9
= 4 6 2 1 9

    8 6 6 0
+ 3 7 5 5 9
= 4 6 2 1 9
```

COUPE vaut 46 219.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037


Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex


PRINTED IN FRANCE

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

هكذا من الأصل

ART De 1940 à 1943, la villa du Repaire-de-l'Abbaye, près de Saint-Léonard-de-Noblat, dans le Limousin, sert de refuge au marchand de tableaux Daniel-Henry Kahnweiler, à Michel Leiris, fondateur du Collège de sociologie, au peintre Elie Lascaux et à l'écrivain Raymond Queneau. Trois ans durant lesquels les protagonistes de cet exode lisent, écrivent, dessinent, se soutiennent face à l'adversité – *« trois années de bonheur, le paradis à l'ombre des fours crématoires »*, en dira Kahnweiler. ● **NI ANTHOLOGIE** ni inventaire, l'exposition d'Eymoutiers, qui retrace cette histoire, rend sensible la fraternité des peintres et des écrivains. Accrochées sans souci didactique, les œuvres de Giacometti, Miró, Picasso, Bacon forment une belle leçon de liberté et de morale. ● **PRÉSENTÉE** dans la ville natale de Paul Rebeyrolle, l'exposition permet aussi de revoir les réalisations de l'artiste.

Une leçon de fraternité et de morale sous l'Occupation

De 1940 à 1943, Michel Leiris, Raymond Queneau, Daniel-Henry Kahnweiler vécurent dans la clandestinité dans le Limousin. Une exposition à Eymoutiers, dans la Haute-Vienne, relate cet épisode et rend hommage à l'amitié qui leur permit de tenir bon

KAHNWEILER – LEIRIS – LE LIMOUSIN – LES COMBATS, Espace Paul-Rebeyrolle, route de Nedde, 87120 Eymoutiers. Tél :05-55-69-58-88. Tous les jours de 10 à 19 heures. Entrée : 20 francs. Jusqu'au 3 novembre.

EYMOUTIERS
de notre envoyé spécial

En un sens, c'est une histoire heureuse puisqu'elle finit bien. En plus d'un sens, c'est une histoire désastreuse, histoire de persécutions, de clandestinité forcée, de délations, de fuite. Elle se passe en France, en Limousin. Elle se passe sous l'Occupation entre 1940 et 1943.

Les protagonistes majeurs se nomment : Kahnweiler, Daniel-Henry, marchand de tableaux ; Leiris, Michel et Queneau, Raymond, hommes de lettres ; Lascaux, Elie, peintre. A l'arrière-plan figurent d'autres peintres – Picasso, Masson – et d'autres écrivains – Limbour, Baron. Tous sont des figures majeures ou plus espacées de la modernité cubiste et surréaliste. Tous sont, par définition, les ennemis de ce qui établit son ordre en juin 40, le traditionnalisme pétainiste adossé à l'occupation nazie. De surcroît, Kahnweiler est juif.

UN CHÂTEAU DE L'INTELLIGENCE

Il l'a longtemps oublié. Venu de Francfort à Paris en 1902, il y a fondé sa galerie et montré jusqu'en 1914 Picasso, Braque, Derain, Gris et Léger. La première guerre mondiale l'exile en Suisse, parce qu'il ne peut, sujet allemand, demeurer en France et parce qu'il ne veut, Parisien, combattre contre ses amis, contre les lieutenants Apollinaire et Braque, contre le sapeur Léger ou l'artilleur Derain. Après l'armistice, il souffre des vengeances conjuguées de la germanophobie et de ses confrères marchands à l'œil moins juste, à la pensée moins rapide. Mais il ne souffre pas encore de l'antisémitisme. Il n'en fait l'épreuve qu'à partir des années 30. En 1936, il écrit à Max Jacob : *« Je ne savais pas que j'étais juif. On ne me l'avait jamais dit, tout au moins le fait d'être juif m'avait semblé sans importance, car je ne crois pas aux* "races". *On vient de m'apprendre que j'avais tort, que j'étais juif et qu'il y avait des races... »* On, ce sont les maurrassiens, les premières bandes de fascistes français, les effrayés du Front populaire, les admirateurs du « Caudillo », ceux que Mussolini impressionne et ceux qui préfèrent Hitler au communisme. On, ce sont ceux qui, en juin 1940, s'empressent d'appliquer leur politique à Paris et à Vichy.



ARCHIVES DU MUSÉE PICASSO

A Boisgeloup, vers 1933 ; de gauche à droite : Pablo Picasso, Elie Lascaux, Daniel-Henry Kahnweiler et Michel Leiris.

Mais, en juin 1940, Kahnweiler sait tout cela. Son expérience personnelle n'aurait-elle pas suffi, il a pour gendre – et non pour beau-frère comme le prétend la pudique légende familiale – Michel Leiris, mari de Louise, fille d'un premier amour de Léontine Godon, devenue Kahnweiler. Or Leiris est l'un des fondateurs du Collège de sociologie avec Bataille, avec Masson. Sur le fascisme, ils n'ont aucune illusion. De ce que leurs ennemis pensent de l'art moderne, « dégénéré », ils n'ignorent rien.

Kahnweiler prend ses précautions. Un autre de ses beaux-frères, authentique celui-ci, se nomme Elie Lascaux, peintre en quête de candeur. Adolescent, il pêche dans les ruisseaux du Limousin, du côté de Saint-Léonard-de-Noblat, à l'écart des grandes routes, boisées, montueuses. Blessé et prisonnier durant la Grande Guerre, Lascaux revient y peindre en 1921, puis au printemps 1939, par hasard. En septembre, après la déclaration de guerre, Kahnweiler lui envoie dans un camion 154 tableaux et *« un paquet cacheté qui contient les aquarelles de Klee »*. Premier exode, celui des œuvres.

Kahnweiler loue, toujours grâce à Lascaux, une villa près de Saint-*Léonard, appelée le Repaire-l'Abbaye.* En mai 1940, il y fait parvenir d'autres toiles. *Le 12 juin, in extremis,* il quitte Paris en voiture avec *sa femme et celle de Lascaux* et rejoint sa cache. Commence alors un *séjour de trois années. Le Repaire-*l'Abbaye devient un château de l'intelligence, comme la villa Air-Bel, près de Marseille. A la villa Air-Bel s'abritent au même moment Breton, Brauner, Dominguez, surréalistes, en attente d'un bateau qui les porte en Amérique. Au Repaire-l'Abbaye viennent les Leiris, les Queneau, Georges-Henri Rivière, Georges Limbour, Patrick Waldberg. Les Picasso, les Gris, les Braque sont à touche-touche sur les murs. On lit, on cause, on écrit, on dessine, on se promène entre fougères et châtaigniers. Queneau s'improvise diseur de bonnes aventures à Saint-Léonard. Kahnweiler définit cette période : *« Trois années de bonheur – le paradis à l'ombre des fours crématoires. »*

PERQUISITION

A Paris, Deborah Lifchitz, collègue de Leiris au Musée de l'homme, se cache dans l'appartement qu'elle n'habite plus. Le 21 février 1941, dénoncée, elle est arrêtée. Elle disparaît à Auschwitz. L'ethnologue et écrivain Carl Einstein, ami de longue date de Kahnweiler, s'est déjà suicidé, comme s'est suicidé Walter Benjamin. La zone dite libre est occupée par les troupes nazies en novembre 1942. Au début de 1943, le danger s'accroît.

Tous le savent, d'autant que Laurent Casanova a prévenu Leiris, qu'il héberge à Paris, qu'« on » cherche Kahnweiler. La protection des voisins et du maire de Saint-Léonard ne suffisent plus. Les tableaux sont décrochés. La dénonciation finit par se produire, commise par une fille du voisinage dont l'amant est allemand.

La Gestapo survient le 5 septembre. Elle perquisitionne, pille. Elle ne trouve personne à arrêter parce que les Kahnweiler ont eu le temps de s'échapper. Ils ont des papiers, au nom de Daniel-Henry Kersaint. Le pseudonyme a été trouvé par Leiris, et Queneau, qui a une belle écriture, l'a calligraphié sur la fausse carte d'identité. Elle ne servira guère. Jusqu'à la Libération, les « Kersaint » vivent à Lagupie, dans la vallée de la Garonne. Nul ne les trahit. Ils sont sauvés. Mais Max Jacob meurt à Drancy. *« Je ne savais pas que j'étais juif. »*

Il était nécessaire qu'une exposition et un catalogue rappellent ce moment et en précisent les détails. Le catalogue accomplit l'essentiel du travail historique alors que l'exposition ne s'alourdit d'aucune archive, d'aucun document. Elle a un autre but, rendre sensible la fraternité des peintres et des écrivains, celle qui attache Masson à Leiris par exemple. Ce dernier et Kahnweiler font office, si l'on peut dire, de dénominateur commun aux artistes rassemblés, Picasso, Léger, Masson, Miró, Bacon, Lascaux. Il y a là, accrochés sans souci didactique, des portraits de Leiris endormi gravés par Giacometti, simplement admirables ; un Miró érotique et burlesque ; un Picasso très dur ; les portraits de la famille Kahnweiler par Derain ; un triptyque de Bacon qui était resté inaperçu jusqu'ici, quoiqu'il soit de premier ordre. Tout cela ne fait ni une anthologie, ni un inventaire. Tout cela fait une leçon de liberté et de morale.

Philippe Dagen

★ A lire aussi : *L'Homme de l'art, Daniel-Henry Kahnweiler,* par Pierre Assouline (Ed. Ballard, 1988).

Déconcertant Elie Lascaux

Ce serait peu dire que l'œuvre de Lascaux (1888-1968) détonne. Elle n'a guère été montrée, encore moins étudiée, depuis sa mort. Son réalisme, presque gênant tant il est méticuleux, déconcerte. Sa manière, apparemment naïve, ne s'inscrit dans aucun courant, pas plus que celle de Miró à ses débuts, auquel Lascaux fait parfois penser.

« Presque rêve éveillé », écrit Leiris de cette peinture. On dirait qu'il accorde une existence d'autant plus dense et autonome aux objets qu'il semble convaincu de leur prochain effacement. Les quelques toiles et le dessin exposés à Eymoutiers n'autorisent aucune conclusion. Mais ils insinuent(?) (instillent ?) le désir de ne pas s'en tenir à si peu, pour en avoir le cœur net.

Revoir Rebeyrolle, peintre de la provocation et de la déflagration

EYMOUTIERS
de notre envoyé spécial

Pour disposer l'exposition consacrée au séjour clandestin de Kahnweiler en Limousin, il a fallu déplacer les œuvres de Rebeyrolle qui sont ici chez elles, dans la Fondation que l'artiste a créée en 1995 pour sa ville natale. Déplacer signifie resserrer et choisir. Exercice délicat, exercice réussi. En une trentaine de toiles, la preuve est faite et répétée : Paul Rebeyrolle est de ces peintres qui peuvent à peu près tout s'autoriser sans mettre en péril le tableau. Giflé de couleurs, lesté de débris variés, à moitié recouvert de terre ou de graviers, il tient encore. Il tient même de mieux en mieux. A deux doigts du désastre, il exécute un rétablissement assez extravagant.

Exemple sur un thème usé à force d'avoir trop servi, *Suzanne et les vieillards.* On connaît l'histoire, comment la jeune personne se déshabille et comment quelques barbons jouent les voyeurs. D'ordinaire, ces indiscrets se dissimulent derrière des buissons, une colonne ou une draperie selon l'humeur du peintre ancien. D'ordinaire, Mlle Suzanne fait l'innocente ou l'effarouchée. Rebeyrolle ne croit pas à cette version honnête. Il supprime les buissons, les colonnades, le clair ruisseau. La scène se passe aujourd'hui, dans une salle de bains. Deuxième correction : les vieillards ne se dissimulent pas. De part et d'autre de la baignoire, ils montrent leurs têtes hirsutes et leurs yeux exorbités et réjouis. Suzanne ne crie pas, ni ne s'enfuit. Dans l'eau, elle minaude, elle prend des poses, elle joue à la starlette. C'est normal : Suzanne, aujourd'hui, traite avec les magazines, elle surveille son image, elle commerce avec ses clichés et les vieillards n'ont plus aucune raison de se terrer. Ils peuvent consommer au grand jour leur ration d'érotisme en quadrichromie.

DEXTÉRITÉ QUI SE MOQUE D'ELLE-MÊME

Autrement dit, Rebeyrolle rajeunit la fable, ce qui la rend infiniment plus intéressante. Il lui suffit pour cela de jeter des flaques de blanc sur la toile, de découper dans de la mousse les yeux de l'héroïne et des héros et de concentrer l'attention sur leurs visages. Mais, pour en arriver à cet « il lui suffit », il a fallu quelques dizaines d'années d'expérience depuis les premiers Rebeyrolle de la fin des années 50, ceux qu'aimait et défendait Jean-Paul Sartre. La dextérité de l'artiste est évidente, mais c'est une dextérité qui se moque d'elle-même et ne se met pas au service d'un quelconque beau métier. Ce serait même plutôt l'inverse, la recherche de la déflagration, la provocation à l'extrême de la violence. Les séries dont sont tirées les toiles accrochées se nomment *Faillite de la science bourgeoise, On dit qu'ils ont la rage, Les Evasions manquées.* Manière de donner le ton.

Elles ne traitent que de tortures, de douleurs, de ridicule, du pouvoir et de la révolte, des abus du pouvoir et de la nécessité de la révolte. On y voit des corps tordus, des visages liquéfiés, du sang, des noyades, des cadavres décharnés. Une peinture si politique pourrait tomber dans le sermon, le pathos, le symbole, le poncif expressionniste. Ceux qui n'aiment pas Rebeyrolle – la quasi-totalité des conservateurs français – l'accusent de ces défauts. Il se pourrait néanmoins que, quand, plus tard, il faudra avancer les noms de ceux qui, dans la seconde moitié du XXe siècle, ne se sont pas repliés dans un aimable art pour l'art et ont continué à dire leur sentiment sur le monde, le nom de Rebeyrolle soit des premiers à être prononcés. Il frappe trop fort, dites-vous ? Il frappe à proportion de la force d'inertie qu'oppose la société quotidienne. Simple problème de balistique.

Quand il se repose de ces batailles, Rebeyrolle se donne des sujets plus rustiques et non moins difficiles pour autant, un sanglier, une truite dans l'eau. Sur deux toiles immenses, il a peint le motif le plus banal qui soit, un ruisseau qui coule entre les broussailles, sur les cailloux et sur la terre. Ces *Grands paysages* de 1978 soutiennent le regard qui s'attarde en eux. Ils soutiendraient aussi des comparaisons très flatteuses.

Ph. D.

Salzbourg, enthousiaste, redécouvre l'œuvre de Hanns Eisler

GO FOR KURT WEILL : chansons, ouvertures, ballades, suites pour orchestre de Kurt Weill et Hanns Eisler, par Heinz Karl Gruber (chansonnier), l'Ensemble Klangforum de Vienne, Sylvain Cambreling (direction). Mozarteum, le 14 août.

SALZBOURG
de notre envoyé spécial

Kurt Weill, Hanns Eisler et leurs librettistes au Mozarteum ? Si c'est une revanche, elle est éclatante. Ces compositeurs engagés du côté des travailleurs, contraints à l'exil par la peste brune, n'ont, en effet, pas encore trouvé une place digne d'eux dans la vie musicale. Si Weill est joué de temps en temps, Eisler ne l'est presque plus (Matthias Görne sera au Louvre en octobre pour chanter les *Hollywood Lieder*). Lui reprocherait-on d'avoir composé le bel hymne de la République démocratique allemande ? Aucun des deux compositeurs n'est, en tout cas, plus enseigné dans les classes supérieures des écoles de musique (Eisler a trop composé de pièces pour enfants pour qu'on puisse les ignorer dans les classes préparatoires de piano). Mais ces deux musiciens très connus restent tellement à la marge que le centenaire de la naissance de Bertolt Brecht a été fêté sans que soit relevée l'importance capitale de Weill et de Eisler dans l'édification de l'œuvre du dramaturge allemand.

Pour la première partie de leur concert, Sylvain Cambreling et Heinz Karl Gruber ont choisi un programme qui mêle musique instrumentale et chansons de Weill : *La Chanson de Mackie, Bilbao, Vom Tod im Wald op. 23* et *Berlin im Licht* ; pour la seconde, des œuvres d'Eisler quasi inconnues en France, en Autriche et dans l'ex-Allemagne de l'Ouest.

Né en 1898, Hanns Eisler fut l'élève d'Arnold Schoenberg. De cet engagement du côté de l'avant-garde musicale, le jeune musicien se détourna dès 1928 pour composer pour les travailleurs. Eisler faisait alors ses *« adieux à la poésie bourgeoise du concert »* en composant des chœurs et des chansons qui devinrent très populaires.

MORT DE DÉSESPOIR

En 1930, Eisler et l'acteur/chanteur Ernst Busch réunissaient vingt mille personnes au Palais des sports de Berlin (une soirée qui devait avoir plus de gueule que Michael Jackson chez Eurodysney et Jean-Michel Jarre à la tour Eiffel). A la même époque, le compositeur faisait partie du Mégaphone rouge, un groupe d'agit-prop. Evidemment, il composa des musiques de film, notamment pour *Niemandsland* et *Kuhle Wampe* dont il tira des suites pour orchestre dirigées par Cambreling au Mozarteum.

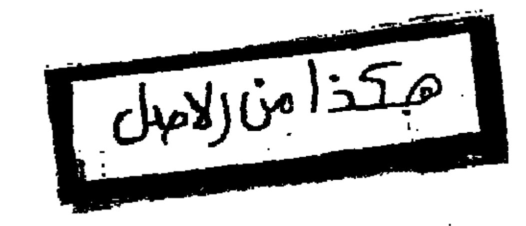
L'arrivée de Hitler au pouvoir contraignit Eisler à l'exil aux Etats-Unis, qu'il quittera définitivement le lendemain de son audition par la commission McCarthy. Cette séance a été filmée et figure dans un film canadien consacré à Eisler (Grand Prix de la Biennale de la musique filmée du Louvre 1998). Quand le « juge » demande au compositeur d'avouer qu'il est communiste, Eisler répond : *« Les communistes allemands étaient des héros ; je ne suis pas un héros. »* Chassé d'Allemagne par les nazis, des Etats-Unis par la paranoïa d'un crypto-fasciste, l'Autrichien Eisler revint en RDA. Il ne devait pas tarder à déchanter. Eisler mourait de désespoir en 1962, non sans avoir fait la « une » de quelques quotidiens de RFA qui aimaient montrer le grand compositeur de la RDA ivre-mort dans les rues de Berlin-Ouest.

Les pièces révélées par Cambreling, l'Ensemble Klangforum et Heinz Karl Gruber ont stupéfait et enthousiasmé le public très mélangé du Mozarteum. Eisler composait pour le peuple, mais il maniait une harmonie savante et raffinée, un contrepoint parfois très serré, et *mettait en musique* des textes terribles et parfois férocement ironiques de Brecht, *mais aussi de* Nestroy, Tucholsky, Weber/Gilbert, Arendt et Busch. Star en Autriche et en Allemagne, le compositeur Heinz Karl Gruber est aussi chansonnier : il chante et dit les chansons et les ballades de Weill et de Brecht avec une intensité qui manie l'humour, la tendresse et les *émotions fortes.*

Cambreling est chez lui dans cette musique qu'il dirige sans baguette, avec cette vigueur un peu sèche qui paraît idéale. Le Klangforum de Vienne joue impeccablement, avec autant de soin et de sérieux que s'il jouait un classique viennois. Mais l'acoustique réverbérée de cette salle du Mozarteum ne va pas du tout à Weill, comme le grand Steinway (malgré un pianiste impeccable) ne vont pas à sa musique. Weill doit sonner « studio de radio », dégraissé et souple, un peu nasillard et sans graves ronflants ; *chaque instrument doit être entendu* pour lui-même et pas fondu en un tout agréable. Eisler, dont l'écriture est plus dense, ne souffre pas de ces conditions d'exécution. Et l'on rêve d'entendre à Paris ces interprètes dans le même programme, dans un lieu qui reste à trouver.

Alain Lompech





Locarno, port franc du cinéma, récompense la Chine de demain

Malgré les polémiques, la cinquante et unième édition du festival tessinois a tenu ses promesses

Le jury de la cinquante et unième édition du Festival de Locarno a décerné son Léopard d'or à *M. Zhao*, du Chinois Lü Yue, une histoire d'adultère petit-bourgeois dans une Shanghaï déparée de ses atours exotiques. En présentant *M. Zhao* et *Mulan*, dessin animé de Disney destiné à améliorer les relations de la *major* avec la République populaire, Locarno a aussi donné l'occasion d'une réflexion sur l'ouverture de la Chine.

LOCARNO
de notre envoyé spécial

Un film chinois arrive en tête du palmarès 1998. Mais *M. Zhao* est le moins chinois des films chinois. Le plus éloigné des exotismes soyeux, des belles et tristes concubines, moines combattants et affrontements sur le célèbre ring *« à ma droite la tradition*, à ma gauche la modernité ». Les Shanghaïens (un professeur, sa femme, sa maîtresse, une jeune fille rencontrée par hasard) protagonistes de ce vaudeville noir et tendu pourraient être habitants de Bordeaux, de Hambourg ou de Philadelphie qu'il n'y aurait rien à changer au scénario de cette histoire d'adultère petit-bourgeois.

Outre la rigueur de la narration, l'impeccable interprétation et la tension établie par la mise en scène, c'est cette nouveauté que les jurés ont souligné en attribuant le Léopard d'or à Lü Yue, qui fut le chef opérateur de nombreux films de la « cinquième génération » avant de réaliser ce premier long métrage.

Dernier candidat en compétition, *M. Zhao* bouclait la boucle commencée avec *Mulan*, projeté sur la Piazza Grande en ouverture. *Mulan* est un film intéressant à plus d'un titre : pour son histoire, pour ses évolutions dans l'animation, mais aussi pour ses visées stratégiques. Le dessin animé « chinois » de Disney est en effet destiné à améliorer les relations avec la République populaire, terre de mission N° 1 du marketing hollywoodien, où la major s'est fait boycotter à cause du pro-tibétain *Kundun* de Martin Scorsese.

Mulan est aussi un film capable d'attirer un vaste public. Précieuse caractéristique dans un Festival qui offre la particularité d'être à la fois l'un des plus audacieux sur le terrain artistique et celui parmi les grandes manifestations internationales qui dépend le plus de l'affluence du public. Avec près de 180 000 spectateurs, le cru 1998 a dépassé toutes les espérances (fût-ce avec une ombre de démagogie lorsqu'une récompense est attribuée au dernier moment à *La vie est belle*, de Roberto Benigni, au seul mérite du nombre de tickets vendus).

« MISE AU POINT »

La combinaison de tous ces facteurs, choix esthétiques et quête du public, capacité – exemplairement, de *Mulan* à *M. Zhao* – de réfléchir grâce au cinéma aux progrès de la mondialisation sur le continent chinois, porte la signature du directeur du Festival, Marco Müller. Il convient de le souligner, alors que les polémiques ont émaillé cette édition. Au-delà des conflits de personnes, il existe un enjeu intellectuel : celui de la poursuite du travail engagé depuis sept ans sur les bords du lac Majeur. Le jury l'a souligné dans une « mise au point » prenant publiquement parti pour le directeur au moment où il a mis sa démission dans la balance pour obtenir les moyens de travailler comme il l'entend. Le président Raimondo Rezzonico s'est engagé à ce que le problème soit réglé avant la fin du mois.

Au palmarès officiel, on retrouve trois des plus beaux films montrés cette année à Locarno, *La Danse de la poussière*, *Le Fils adoptif* et *Le Temps du danseur* (*Le Monde* du 11 et du 14 août). Mais aussi, curieusement, deux films français, le très formaliste *Sombre*, premier long métrage provocateur de Philippe Grandrieux, et une décevante fable sur les illusions du spectacle, *Hors Jeu*, signée Karim Dridi. On regrette en revanche l'absence, à l'heure des récompenses, de l'égyptien *La Sueur du palmier*, ou *de Minuit*, réalisé par les Brésiliens Walter Salles et Daniela Thomas, qui évoque avec bonheur les riches heures des films noirs de série B.

Tout à fait mérité, en revanche, est le prix attribué au portrait de Jean Rouch réalisé par Jean-André Fieschi pour la série « Cinéma de notre temps ». *Mosso Mosso* (« doucement », en langue dogon) accompagne l'auteur de *Moi un noir* sur le tournage d'un film qu'il ne réalisera pas. Quarante minutes suffisent à mettre en évidence l'idée du cinéma qui préside au travail de Rouch depuis un demi-siècle et la complicité rieuse et attentive qui l'unit au pays et à ses habitants. Puis, à la recherche d'improbables vaches merveilleuses, il reste à passer, entre blagues et poèmes, problèmes techniques et invocations magiques, une demi-heure de superflu. C'est bien aussi, le superflu. Ce prix aurait tout aussi judicieusement pu être attribué au portrait diaboliquement souriant et tendu de Thomas Bernhard, réalisé par Jean-Pierre Limosin pour la série « Un siècle d'écrivains ». On se souviendra aussi d'un autre document (réalisé, lui, en 35 mm), *Une maison à Prague*, évocation, par Stan Neuman, de sa demeure familiale et d'un siècle d'histoire tchèque.

GENÈSE PAÏENNE

Et il semble qu'on ne pouvait attribuer à nouveau le prix vidéo à un pur chef-d'œuvre, *Les Confessions du capitaine*, sous prétexte que son auteur a déjà reçu la même récompense pour un de ses précédents films, *Les Voix de l'âme*, en 1995... Alexandre Sokourov confirme le caractère unique de sa démarche : le travail de la durée, les gestes quotidiens, la matière de l'image et les relations aux mots.

Quatre heures vingt à bord d'un navire militaire patrouillant indéfiniment dans la mer de Mourmansk, tandis que la neige rayant l'écran modifie la nature de sa surface, que les corps des marins exhibés deviennent d'une plasticité identique à celles des roches et de la mer. Un autre monde naît sous nos yeux. C'est à une genèse païenne que convie Sokourov. *Les Confessions du capitaine* constitue à l'évidence une expérience-limite, à laquelle nombre de spectateurs seront rétifs. Il n'en porte pas moins, avec un courage non dépourvu d'amusement, une idée de l'art à laquelle, de près ou de loin, quiconque va au cinéma a affaire.

J.-M. F.

Palmarès

- **Léopard d'or :** *M. Zhao*, de Lü Yue (Chine).
- **Léopards d'argent ex aequo :** *La Danse de la poussière*, d'Abolfazl Jalili (Iran), et *Le Fils adoptif*, d'Aktan Abdikalikov (Kirghizistan).
- **Léopard de bronze de la meilleure actrice :** Rosy De Palma pour *Hors Jeu*, de Karim Dridi (France).
- **Léopard de bronze des meilleurs acteurs :** Mehmet Kurtulus, Aleksandar Jovanovic et Adam Bousdoukos pour *Kurz und Schemlos*, de Fatih Akin (Allemagne).
- **Prix spécial du jury :** *Le Temps du danseur*, de Vadim Abdrashitov (Russie).
- **Prix de la compétition vidéo :** *Mosso Mosso (Jean Rouch comme si...)*, de Jean-André Fieschi (France).
- **Jury des jeunes pour les Léopards de demain (courts métrages) :** *Doom and Gloom*, de John McKay (Grande-Bretagne), et *Pastry, Pain and Politics*, de Stina Werenfels (Suisse).
- **Prix du public :** *My Name is Joe*, de Ken Loach (Grande-Bretagne). Une partie du jury souhaite attirer l'attention sur le film *Sombre*, de Philippe Grandrieux (France), qui a *« provoqué les discussions les plus virulentes »* en son sein.

TROIS QUESTIONS À...

FREDDY BUACHE

1 ***Depuis que vous avez créé à Lausanne la Cinémathèque suisse, dont vous avez été le directeur jusqu'en 1996, vous n'avez jamais interrompu vos relations avec le Festival de Locarno, qui vient de vous attribuer un « petit léopard d'or »...***

J'en ai même été le directeur, de 1966 à 1972, une période pleine d'espoirs et de générosité, mais aussi de confusion. Je me souviens avec davantage de bonheur des années 50 lorsque, en tant que directeur de la Cinémathèque, j'ai organisé ici les premières rétrospectives de cinéastes dont aucun film n'avait jusqu'alors été distribué en Suisse : *Kurosawa, Bergman, Bunuel*, un peu plus tard, Manoel de Oliveira. Voilà la véritable raison d'être des cinémathèques : découvrir les grands artistes passés ou présents et les montrer dans des conditions permettant de comprendre leur œuvre. La restauration de films anciens et la conservation des bobines sont nécessaires, mais ce sont des activités secondaires.

2 ***Cette démarche a-t-elle guidé votre activité à la Cinémathèque depuis cinquante ans ?***

A l'époque de sa création, dans l'après-guerre, il s'agissait d'imposer le cinéma comme un art, alors que les représentants de la culture officielle le considéraient comme une distraction débile. Et cela arrangeait très bien le corporatisme des marchands de films. En même temps que se développait le mouvement des ciné-clubs, le travail des cinémathèques a été, en montrant les films des formalistes russes ou des expressionnistes allemands, par exemple, de construire la reconnaissance du cinéma comme art à part entière.

3 ***Vous avez obtenu gain de cause ; pourtant, vous ne semblez pas satisfait de l'état actuel des choses...***

C'est vrai qu'en quelque sorte nous avons gagné : le cinéma est reconnu comme un art, on l'enseigne à l'université, les politiques le respectent – ce qui veut dire qu'ils en attendent quelque chose... A présent, les cinémathèques sont prises en charge et financées par les Etats, c'est sans doute une évolution logique. Mais il faut prendre garde à ce qu'on ne valorise pas excessivement la gestion et la médiatisation au détriment de ce qui doit rester primordial : l'aventure de la découverte des films.

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

P. J. Harvey illumine la huitième Route du rock à Saint-Malo

SAINT-MALO
de notre envoyé spécial

Dans le train express régional Rennes-Saint-Malo, les têtes joviales des jeunes festivaliers, sac à dos sur les genoux, se répondent d'un même sourire. Saint-Malo ! Ses remparts, sa plage et son rock indépendant : un « must » parmi la pléthore des fesvivals de l'Hexagone. Mais à la descente du bus qui les amène au site, des habitués nostalgiques regrettent déjà le décor grandiose des années précédentes. Pour sa huitième édition, la Route du rock a en effet émigré à quelques centaines de mètres du vieux fort Vauban, qui, jusqu'en 1997, abritait les concerts en son sein et recueillait les campeurs au fond de ses douves, pour se poser au beau milieu des champs.

Vendredi soir, dès 19 heures, les Anglais de Sunhouse ouvrent le bal pour trois jours de performance en plein air. Chemise ouverte, la moustache décontractée, le chanteur Gavin Clarke se laisse bercer par l'harmonica de son complice Paul Bacon. Il goutte au plaisir insatiable de la scène et s'amuse des glapissements du public, encore peu nombreux. Le long des épis de maïs on monte aussi sa tente. Tranquillement. Avant d'affluer pour découvrir (ou redécouvrir) la pléiade de groupes qui se succèdent : les Gomez, The Catchers et leur pop intimiste, ou encore Transgobal Underground...

Le lendemain matin, samedi, réveil musical obligé puisque techniciens et artistes ajustent ensemble leurs sonos. L'occasion d'apprécier en hors-d'œuvre d'éphémères envolées lyriques. Les *frisbees* des lève-tôt voltigent au-dessus des têtes. Le ballet des navettes en direction des douches peut commencer. Une mise au point s'impose ici : la navette demeure au festival ce que la perle est à l'huître. D'une étrange rareté. Donc très convoitée. Sur le bord de la départementale, les plus débrouillards, comme Stéphanie, tentent par conséquent l'auto-stop. *« Heureusement, ici, tout le monde est sympa »*, lance-t-elle en grimpant dans une voiture, ravie d'avoir levé le pouce pour une douche. Les autres se pavanent déjà sur la plage malouine. Ici, on se rafraîchit dans la mer bretonne. Là, on improvise un tournoi de foot endiablé, tandis que les plus fatigués récupèrent de la folle soirée de la veille. Il faut dire que Rachid Taha et ses amis, avec leur folklore oranais agrémenté d'un rock très musclé ont donné un concert explosif qui fit bouger la foule, chacun s'essayant à sa manière à la danse du ventre.

> Ici, on improvise un tournoi de foot, là, on récupère de la folle soirée de la veille

La nuit tombée, c'est au tour d'Unbelievable Truth d'égrener ses balladés d'une pureté éblouissante. Andy Yorke offre alors un *Who's to Know* – inédit – riche et sincère qui se fait soudain hargneux. Le public breton frissonne. Peut-être la révélation de ce festival. Portishead livre ensuite ses mélodies enivrantes, voire dérangeantes, à l'image du magnifique *Roads*. Reste que le trip-hop de Geoff Barrow et les névroses de Beth Gibbons, projetées en fond, conviennent mieux à un cabaret de *Twin Peaks* qu'à un show extérieur devant dix mille personnes. Yann Tiersen, l'enfant du pays qui succède au groupe britannique, arrive en terre conquise. Le saltimbanque solitaire agrippe un violon, fait gémir l'accordéon, avant de se recroqueviller sur un minuscule piano-jouet. Et de nous emporter dans le tourbillon de sa valse « monochrome ».

Dimanche, le même refrain se répète inlassablement. L'épicerie bon marché a épuisé ses stocks de chocolatines, de baguettes et de Cocas. Les courageux se ruent à nouveau vers les précieuses navettes. Une fois de plus, le soleil brille. Près du boui-boui qui sert les cafés, Yann, la tête engourdie, s'impatiente. *« Je ne viens que pour P. J. Harvey, qui fait ici son unique crochet par la France cette année »*, confesse-t-il. Il soupire : *« Attendons. »*

Voilà enfin la diva tant attendue. La tension ronge le cœur des fans. Calmement, Polly Jean Harvey s'avance. Sur ses talons aiguilles, elle se balance avant de livrer, farouche, plusieurs compositions de son nouvel album, à paraître en septembre. Après la tempête des premiers morceaux, elle chuchote *« Listen to the Blow... »* (« Ecoute le vent »). P. J. règne sur Saint-Malo en sorcière des climats.

Olivier Ubertalli

SORTIR

RENNES

Dufrêne, Hains, Villeglé
Le Musée des beaux-arts de Rennes et le FRAC Bretagne présentent des œuvres de Raymond Hains, Jacques Villeglé et François Dufrêne. Hains et Villeglé, tous deux originaires de Bretagne, inventent, en 1949, un nouveau mode de production artistique, la collecte d'affiches lacérées par les intempéries et les passants.
François Dufrêne, quant à lui, entre dans l'univers de l'affiche lacérée par l'intermédiaire de la poésie lettriste, exploite les dessous de l'affiche et en révèle les ressources plastiques. Cette exposition présente les œuvres des années 50 et 60 de ces trois artistes, accompagnées d'un ensemble de documents et d'archives ainsi qu'un programme vidéo.
Musée des beaux-arts, 20, quai Emile Zola, 35000 Rennes. Tél. : 02-99-28-55-85. Jusqu'au 14 septembre.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Big Hit
de Kirk Wong (Etats-Unis, 1 h 33).
Ça ne se refuse pas
d'Eric Woreth (France-Belgique, 1 h 30).
Cursus fatal (*)
de Dan Rosen (Etats-Unis, 1 h 40).
Dr. Dolittle
de Betty Thomas (Etats-Unis, 1 h 25).
Elles
de Luis Galvo Teles (France-Belgique-Luxembourg, 1 h 35).
Loved
d'Erin Dignam (Etats-Unis, 1 h 42).
On va nulle part et c'est très bien
de Jean-Claude Jean (France, 1 h 35).
La Proposition
de Lesli Linka Glatter (Etats-Unis, 1 h 52).
Réactions en chaîne
de David Koepp (Etats-Unis, 1 h 34).
Le Veilleur de nuit (*)
d'Ole Bornedal (Danemark, 1 h 45).
(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

REPRISES

Les Anges du boulevard
de Yuan Muzhi. Chinois, 1937, noir et blanc (1 h 40).
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).
Broadway Bill
de Frank Capra. Américain, 1934, noir et blanc (1 h 20).
Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).
Les Demoiselles de Rochefort
de Jacques Demy. Français, 1967 (2 h).
Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77).
Guêpier pour trois abeilles
de Joseph L. Mankiewicz. Américain, 1966 (2 h 25).
Action Ecoles, 5e (01-43-29-79-89).
Honkytonk Man
de Clint Eastwood. Américain, 1982 (2 h 02).
MK2 Odéon, dolby, 6e ; MK2 Bastille, dolby, 11e ; MK2 Quai-de-Seine, 19e.
Madame Bovary
de Jean Renoir. Français, 1933, noir et blanc (2 h).
Le Quartier latin, 5e (01-43-26-84-65).
Manhattan
de Woody Allen. Américain, 1978 (1 h 35).
Action Ecoles, 5e (01-43-29-79-89).
Peau-d'âne
de Jacques Demy. Français, 1970 (1 h 30).
L'Epée de bois, 5e.

FESTIVALS

Ingmar Bergman
Le Septième Sceau : le 17, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).
John Cassavetes
Love Streams : le 17, à 16 h 30, 19 h, 21 h 30.
Le Saint-Germain-des-Prés, salle G. de Beauregard, 6e (01-42-22-87-23).
Marguerite Duras
Le Camion : le 18, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
Le République, 11e (01-48-05-51-33).
Jean-Luc Godard
Bande à part : le 18, à 12 h 5.
Reflet Médicis III, 5e (01-43-54-42-34).
Alfred Hitchcock
Les Trente-Neuf Marches : le 17, à 16 h, 18 h, 20 h.
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
Inédits d'Amérique
The Second Civil War de Joe Dante : les 17 et 18, à 22 h ; *The Bible and Gun Club* de Daniel J. Harris : le 18, à 18 h.
Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).
Les Marx Brothers
Un jour aux courses : le 17, à 20 h, 22 h.
Action Ecoles, 5e (01-43-29-79-89).
Kenji Mizoguchi
Les Musiciens de Gion : le 18, à 12 h 10.
Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).
Max Ophuls
La Ronde : le 17, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
L'Arlequin, 6e (01-45-44-28-80).
Pier Paolo Pasolini
Œdipe roi : le 17, à 19 h 40 ; *Les Mille et une nuits* : le 17, à 21 h 30.
Accatone, 5e (01-46-33-86-86).
Satyajit Ray
Le Royaume des diamants : le 17, à 16 h 15, 18 h 45, 21 h 15.
Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77).
Orson Welles
La Splendeur des Amberson : le 17, à 15 h 40, 19 h 50.
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).

VIDÉOTHÈQUE

Paris vu par...
les cinéastes étrangers
Le 18 : *La P'tite Lili* d'Alberto Cavalcanti ; *Fait divers à Paris* de Dimitri Kirsanoff (16 h 30) ; *Les Morts de la Seine* de Peter Greenaway ; *Double assassinat dans la rue Morgue* de Robert Florey (19 h) ; *Le Fantôme de l'Opéra* de Rupert Julian (21 h).
Vidéothèque de Paris, 2, Grande Galerie, Nouveau Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris-1er. Mo Châtelet-les Halles. Tél. : 01-44-76-62-00.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
La Nuit des rois
de William Shakespeare, mise en scène de Jean-Simon Prevost.
Pré-Catelan-Théâtre de Verdure-Jardin Shakespeare, route de Suresnes-Pré-Catelan, Paris-16e. Mo Porte-Maillot puis bus 244, arrêt Bagatelle. Le 17, à 20 h 30. Tél. : 01-40-19-95-33. De 60 F et 120 F.
Les Solistes baroques
Œuvres de Vivaldi, Bach et Geminiani
Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris-1er. Mo Cité. Le 17, à 19 h 15 et 21 heures. Tél. : 01-42-77-65-65. De 100 F à 150 F.
Five in The Tribe
Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris-1er. Mo Châtelet. Le 17, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-37-71. De 30 F à 80 F.
Soul Coughing
Le Plan, rue Rory-Gallagher, 91 Ris-Orangis. Le 17, à 20 heures. Tél. : 01-69-43-03-03.

CHANGEMENT DE PROGRAMME

Howard Johnson
Le tubiste américain Howard Johnson et son groupe Gravity remplacera le 29 août le percussionniste brésilien Nana Vasconcelos, initialement programmé dans le cadre du Paris Jazz Festival, qui se tient chaque samedi de l'été à 16 h 30 au parc floral de Vincennes.
Parc floral de Paris, bois de Vincennes, Paris-12e. Tél. : 01-43-43-92-95.
Françoise Pollet
La soprano française Françoise Pollet a déclaré forfait pour le récital de mélodies françaises qu'elle devait donner, le 28 août à la 2e Académie Francis Poulenc à Tours, organisée par son compatriote le baryton François Le Roux. Elle sera remplacée par sa collègue Sophie Marin-Gregor.
Centre de congrès international Vinci, 26, boulevard Heurteloup, 37000 Tours. Tél. : 02-47-70-70-70.

DERNIERS JOURS

28 août :
Alvar Aalto
Institut finlandais, 60, rue des Ecoles, Paris-5e. Tél. : 01-40-51-89-09. De 10 heures à 17 heures. Fermé samedi et dimanche. Entrée libre.

هكذا من الأصل

LUNDI 17 AOÛT

FILMS DE LA SOIRÉE

20.05 Priscilla, folle du désert ■ ■ Stephan Elliot (Australie, 1995, 120 min). TSR
20.05 Gazon maudit ■ ■ Josiane Balasko (France, 1995, 120 min). TSR
20.30 *Los Angeles 2013* ■ ■ John Carpenter (Etats-Unis, 1996, 95 min). Canal +
22.15 Tommy ■ ■ Ken Russell (Grande-Bretagne, 1975, v.o., 105 min). Canal Jimmy
22.15 Des feux mal éteints ■ ■ S. Moati (F, 1993, 100 min). Cinéstar 1
22.40 Le Cri de la lavande dans le champ de sauterelles ■ ■ ○ Marcello Cesera (France - Italie - Espagne, 1994, v.o., 90 min). Arte
23.45 Nénette et Boni ■ ■ Claire Denis (France, 1996, 99 min). Canal +
0.05 Les Equilibristes ■ ■ Nico Papatakis (France, 1991, 120 min). Ciné Cinémas
1.05 L'Ange pervers ■ ■ K. Hughes et H. Hathaway (EU, 1964, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

19.00 Envoyé spécial, les années 90. La vie de Willy. La mort chimique. Maudit virus. Histoire
19.00 Rive droite, rive gauche. Y a-t-il encore des affaires Dreyfus ? Que reste-t-il de mai 68 ? Paris Première
20.00 La Vie à l'endroit. Bien dans son corps, bien dans sa tête. TV 5
20.00 20h Paris Première. Norman Mailer. Paris Première
21.45 Planète des hommes. Les voyageurs russes en Afrique. RTBF 1
22.35 *Le Droit de savoir.* Brigade des stups. Autopsie d'une overdose. TF 1
22.30 Repères. Frédéric Chopin. Mezzo
22.40 Savoir pourquoi. [8/9]. Sous les flammes éteintes couvait le feu. RTBF 1
22.45 Vietnam : revivre. [3/5]. L'ombre du Yeti. Odyssée
23.30 Que reste-t-il de ma galère ? TV 5
23.35 S.O.S, Hindenburg. 13ème Rue
23.40 Les Enfants de la danse. [2/4]. Téva
0.00 Sur les traces de la nature. [4/19]. Une terre d'histoire. Planète
0.10 *Media magica.* [2/4]. Images animées. Arte
0.15 Empreintes. Paris Première
0.25 Yeshayahou Leibovitz. [1/2]. Nul n'est prophète en son pays. Planète

DOCUMENTAIRES

18.35 A l'école vétérinaire. [1/5]. Premiers travaux pratiques. Canal +
19.00 Les Alliés de la mafia. Odyssée
19.30 Vilvorde Café. Arte
19.40 Rossini the Chef. Muzzik
19.45 Lonely Planet. Afrique du Sud et Lesotho. Planète
19.50 Partir sur la route des îles. [2/3]. Les côtes turques et les îles. Odyssée
20.00 Reportage. Chienne de vie, scènes d'envie. Arte
20.35 Madras, la comédie du pouvoir. Planète
20.45 Saint-Cyr, les Hommes d'honneur. Odyssée
20.55 Tati, l'empire des prix. Téva
21.00 Gioacchino Rossini. Old Rococo. Muzzik
21.35 Les Nouveaux Explorateurs. Bébés miracle. Planète
21.50 La Perle et son mystère. Odyssée
22.05 Terminus Brest, Biélorussie. Planète

MUSIQUE

17.35 Messa per Rossini. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, le chœur de l'Orchestre philharmonique de Prague et la «Gaechinger Kantorei» de Stuttgart, dir. Helmuth Rilling. Avec Gabriela Benackova, soprano ; Florence Quivar, mezzo-soprano ; James Wagner, ténor. Muzzik
22.10 Ceci n'est pas Mozart. *Concerto pour violon en ré majeur KV218*, de Mozart. Bettina Boller, violon. Par l'Orchestre de chambre de la Télévision suisse, dir. Matthias Bamert. Mezzo
22.30 La Cenerentola. Opéra de Rossini. Mise en scène de John Cox. Dir. Donato Renzetti. Muzzik
22.55 Frédéric Chopin. *Nicolas Economou, piano.* Les quatre *Ballades opus 23, 38, 47 et 52*, et le *Scherzo en si bémol mineur opus 31.* Mezzo
23.00 Véronique Sanson. Au théâtre du Châtelet, à Paris 89. Paris Première
0.00 Rockpalast 83 : U2. Canal Jimmy
0.50 Les Noces de Figaro. Opéra de Mozart. Mise en scène. Jean-Louis Thamin. *Dir. John Eliot Gardiner.* France 2

THÉÂTRE

21.00 Maître Bolbec et son mari. Louis Verneuil et Georges Berr. Mise en scène de Robert Manuel. Paris Première

TÉLÉFILMS

20.30 Au Beau Rivage. Serge Korber. Festival
20.50 ▶ Viens jouer dans la cour des grands. Caroline Huppert. TF 1
21.00 L'Assassinat du duc de Guise. Guy Lessertisseur. Histoire
22.13 Piège fatal. H.-C. Blumenberg. 13ème Rue
23.50 La Forêt de tous les dangers. ○ John Frankenheimer. France 3

SÉRIES

19.00 Sliders, les mondes parallèles. Un monde incorruptible. M 6
19.00 Highlander. Chasse à l'homme. Série Club
19.20 Deux flics à Miami. Cavalier seul. 13ème Rue
20.15 Happy Days. La première cuite de Richie. Série Club
21.25 Profit. The Hero. Canal Jimmy
21.35 Timide et sans complexe. This One's Gonna Kill Ya. Série Club
21.55 Aux frontières du réel. Compagnons de route. TSR
22.30 Serpico. Rapid Fire. Série Club
22.30 La Loi de Los Angeles. Pitreries à la cour. Téva
22.45 New York Police Blues. Hors limites. TSR
0.00 New York Undercover. La vengeance. 13ème Rue
***0.50 L'Ile.* [1/7].** Série Club

NOTRE CHOIX

● **18.35 Canal +**
A l'Ecole vétérinaire

Ils rêvent de soigner les animaux. Pour les étudiants-vétérinaires de l'université de Bristol, le parcours est sévère. Quatre ans de théorie avant d'être confrontés à la pratique. En cinquième et dernière année, Trude, Mike, Julie, Fiona... doivent faire leurs preuves. Ils sont constamment notés, évalués, jugés par les professeurs. Pas évident de plonger le bras dans le cul d'une vache, ou de comprendre ce qui fait souffrir ce jeune chien (il a avalé une cassette audio). Cochon-dinde aux dents trop longues, chienne atteinte d'un cancer très rare, cheval qui boite..., il faut examiner, établir le diagnostic, déterminer les soins. Trude s'y prend mal pour piquer un petit chat, Julie a tellement le trac qu'elle oublie de prendre la température du cheval. Appréhension des étudiants, propriétaires au bord des larmes : ce quatrième docu-soap de la BBC, diffusé en clair, est très sympathique et très *humain.* – *C. H.*

● **19.05 Ciné Cinéma II**
L'Educateur

L'action se situe dans une cité HLM et met en scène tous les « caractères » propres à un tel lieu : le professeur, les jeunes, le maire, les notables, les policiers, et l'éducateur (Xavier Delluc), qui est passé par là. Il a lui-même commis des erreurs de jeunesse. Il va tout faire pour sauver Momo (Saïd Taghmaoui, l'un des acteurs du trio de *La Haine*, le film de Mathieu Kassovitz), tenté de basculer dans l'illégalité (trafic de voitures volées). Scénario intelligent, interprétation « vraie », le téléfilm de Dominique Tabuteau touche juste sans être trop moralisateur. – *T. K.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.05 Contre vents et marées.
19.00 Melrose Place. Le pacte.
19.50 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Météo.
20.50 ▶ Viens jouer dans la cour des grands. Téléfilm. Caroline Huppert.
22.35 Le Droit de savoir.
23.50 L'Entrepôt du diable. △ L'épouvantail qui tue.
0.35 F1 magazine.
1.10 TF1 nuit, *Météo.*

FRANCE 2

18.45 Jeux de comédie.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.
21.00 Jeux sans frontières.
23.00 Monte le son.
0.30 Journal, Météo.
0.45 Musiques au cœur de l'été. *Les Noces de Figaro.* Opéra de Mozart.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information, *Météo.*
20.05 Le Kadox.
20.35 Tout le sport.
20.50 Le Crépuscule des aigles ■ Film. John Guillermin.
23.25 Météo, Soir 3.
23.50 La Forêt de tous les dangers. Téléfilm. ○ John Frankenheimer.

CANAL +

18.34 Les Baisers.
▶ En clair jusqu'à 20.30
18.35 A l'école vétérinaire. [1/5].
19.05 et 22.05 Best of Nulle part ailleurs.
19.50 Flash infos.
20.00 Zapping.
20.05 Les Simpson.
20.30 Los Angeles 2013 ■ ■ Film. John Carpenter.
22.15 Corridas. Corrida de Rejon à Dax.
23.35 La vie comme elle est...
23.45 Nénette et Boni ■ ■ Film. Claire Denis.

ARTE

19.00 Beany & Cecil.
19.30 Vilvorde Café.
20.00 Reportage. *Chienne de vie, scènes d'envie.*
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Les Commitments ■ Film. Alan Parker (v.o.).
22.40 Le Cri de la lavande dans le champ de sauterelles ■ ■ Film. ○ Marcello Cesena (v.o.).
0.10 Media magica. [2/4].
1.05 Court circuit.
1.30 Léo, la désillusion. Téléfilm. Tym Fywell.

M 6

18.00 Mission casse-cou.
19.00 Sliders, les mondes parallèles.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Les Produits star. Le dictionnaire.
20.50 On continue à l'appeler Trinita. Film. E.B. Clucher.
22.50 Corrida pour un espion. Film. Maurice Labro.
0.50 Sonny Spoon. Sonny Spoon mène l'enquête.
1.40 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Inventeurs du futur.
21.00 La Radio à l'œuvre. Un portrait : Bonjour monsieur Rousseau.
22.40 Nocturnes. Les instruments de musique mécaniques, mémoires de l'Europe.
0.05 Du jour au lendemain. Une saison, de Schefer à Schefer (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Par le Chœur du New College d'Oxford et The Academy of Ancient Music, dir. Christopher Hogwood. Œuvres de Haendel, Bach, Vivaldi.
23.00 Soleil de nuit. Gustavo Beytelmann, pianiste et compositeur.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Engelbert Humperdinck. Œuvres de Humperdinck, Lortzing, Wagner, Chopin, Flies, Wolf.
22.35 Les Soirées... (suite). Œuvres de R. Strauss, Humperdinck.

MARDI 18 AOÛT

FILMS DU JOUR

18.50 L'Ange pervers ■ ■ K. Hughes et H. Hathaway (EU, *1964, N., 100 min*). *Ciné Cinéfil*
19.30 Les Sept Mercenaires ■ ■ John Sturges (Etats-Unis, 1960, 125 min). Cinétoile
20.30 Cœurs brisés ■ ■ Philip Moeller (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 85 min). Ciné Cinéfil
20.30 Hanna K ■ ■ Constantin Costa-Gavras (France, *1983, 110 min*). *Ciné Cinémas*
20.35 Bandido Caballero ■ ■ R. Fleischer (EU, 1956, 100 min). TMC
21.00 Bagdad Café ■ ■ P. Adlon (All., 1987, 95 min). France 2
21.00 Rocketeer ■ ■ Joe Johnston (Etats-Unis, 1991, 105 min). Disney Channel
21.55 La Malédiction des hommes-chats ■ ■ *Robert Wise (Etats-Unis, 1944, N.,* v.o., 75 min). Ciné Cinéfil
22.20 Big Man ■ ■ David Leland (Grande-Bretagne, 1991, v.o., 115 min). Ciné Cinémas
22.40 Brazil ■ ■ Terry Gilliam (Grande-Bretagne, 1984, 140 min). France 2

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

14.00 Le Canal du savoir. Langage, sens et non-sens. Paris Première
15.00 Autant savoir. Maigrir sur ordonnance : un poison peut en cacher un autre. TV 5
16.00 La France et ses religions. Le catholicisme. Invités : Jean Daniel, Jean Delumeau, msg Gérard Defois, Jean-Louis Schlegel. Histoire
17.00 Envoyé spécial, les années 90. *La vie de Willy. La mort chimique.* Maudit virus. Histoire
17.00 Courts particuliers. Le cinéma anglais. Invité : Simon Perry. Paris Première
18.00 Stars en stock. Janet Leigh. Ginger Rogers. Paris Première
19.00 Rive droite, rive gauche. Les libraires sont-ils les nouveaux critiques ? Que faut-il lire en BD ? *Mai 68 a-t-il engendré la pensée unique ?* Paris Première
20.00 Temps présent. Rescapés du coma. TV 5
20.00 20h Paris Première. *Christine Boisson.* Paris Première
20.50 Zone interdite. Les chemins de l'adoption. M 6
21.00 Enjeux - Le Point. Terrorisme au Pays Basque : les durs de l'ETA continuent leur campagne de terreur. Guerre civile au Chiapas. Cinquantenaire du drapeau : il y a cinquante ans, le drapeau fleurdelisé flottait pour la première fois sur le Parlement à Québec. TV 5
21.00 Le Gai Savoir. Un étrange climat (où sont passés les idéaux ?). Invités : Jean-Claude Carrière, Romain Goupil, Paul-Marie Couteaux, Guy Sorman, Roger Caratini, *Jean d'Ormesson.* Paris Première
22.00 La France et ses religions. *Les Juifs de France.* Invités : Josette Alia, Philippe Haddad, Pierre Birnbaum, Shmuel Trigano. Histoire
22.30 Un siècle d'écrivains. Pierre Klossowski. TV 5
23.00 De l'actualité à l'Histoire. Les identités d'Israël. Invités : Alain Dieckhoff, Marcus Barel, Shmuel Bunim, Yael Dagan. Histoire
23.30 Si j'ose écrire. Marcel Moreau, l'homme aux cinquante livres. TV 5

DOCUMENTAIRES

18.00 Le Musée de Berlin. Odyssée
18.20 Armand Frappier. Planète
18.30 La Vie au bord de l'eau. La Cinquième
18.35 A l'école vétérinaire. [2/5]. Sauvez Heidi. Canal +
18.50 Tendres mâchoires. TMC
19.00 Amérique latine, un continent déraciné. [1/6]. Indigènes, esclaves, émigrants. Odyssée
19.15 ▶ Prostitution. Confessions de clients. Planète
19.30 L'Autre Amérique. Arte
19.45 La Grande Saga des animaux. Les félins. Odyssée
20.05 Les Jardins du paroxysme. [1/7]. Les jardins et le temps. Planète
20.15 L'Eté dans les glaces de Tikhaïa. Odyssée
20.35 Les Enfants de Summerhill. Planète
20.45 La Vie en face. Ainsi va la Terre. Histoire d'un remembrement en Berry. Arte
20.45 Dernier amour d'un Casanova. Odyssée
21.00 Roberto Rossellini, un Prométhée franciscain. Histoire
21.35 Chemins de fer. [11/19]. De Santos à Santa Cruz. Planète
21.35 Les Alliés de la mafia. Odyssée
21.45 ▶ Comedia. Théâtre de rue. Les territoires de l'art. Arte
21.45 Histoire de la marine. [6/7]. Menace sous les mers. RTBF 1
21.55 Pour l'amour du Louvre. Paris Première
22.25 Partir sur la route des îles. [2/3]. Les côtes turques et les îles. Odyssée
22.45 Lonely Planet. Afrique du Sud et Lesotho. Planète
23.15 Saint-Cyr, les Hommes d'honneur. Odyssée
23.30 Claude François... 20e anniversaire. France 3
23.35 Madras, la comédie du pouvoir. Planète
23.35 Gigi et Monica. TSR
0.20 La Perle et son mystère. Odyssée
0.35 Les Nouveaux Explorateurs. Bébés miracle. Planète

SPORTS EN DIRECT

16.30 Cyclisme. Tour de Burgos. AB Sport
17.00 Athlétisme. Championnats d'Europe. France 2
17.00 Athlétisme. Championnats d'Europe. Eurosport
20.00 Athlétisme. Championnats d'Europe. France 3

DANSE

18.55 Mezzo junior. *Le Corsaire.* Chorégraphie. Marius Petipa. Musique. Adolphe Adam. Enregistré au Théâtre du Kirov de Léningrad Mezzo

MUSIQUE

17.45 et 21.40 Yehudi Menuhin. Au conservatoire de Moscou 87. *Concerto pour trois violons en ré majeur,* de Bach ; *Second concerto pour violon,* de Bartok ; *Concerto pour violon en ré majeur,* de Beethoven ; *Sérénade mélancolique,* de Tchaïkovski. Muzzik
19.30 et 23.25 Yehudi Menuhin. Au Leningrad Philharmonic Hall 87. *1er Concerto pour piano et orchestre en ut majeur opus 15,* de Beethoven ; *Symphonie nº 6 en si mineur opus 74 La Pathétique,* de Tchaïkovski. Muzzik
21.00 et 0.55 Yehudi Menuhin et Viktoria Postnikova. Muzzik
22.30 Celibidache dirige l'Orchestre de la Radio de Stuttgart. *Trois Nocturnes,* de Debussy ; *Songe d'une nuit d'été,* de Mendelssohn. Mezzo

TÉLÉFILMS

20.50 La Liberté d'aimer. *Agnès Delarive.* RTBF 1
22.00 Deux locataires pour l'Elysée. Eric Le Hung. Festival
22.25 Extrême violence. Dick Lowry. RTL 9
22.50 *La Cinquième Victime.* ○ Ivan Nagy. M 6

SÉRIES

17.35 *Magnum.* *Coup de force.* RTBF 1
17.40 L'Incroyable Hulk. Les bons voisins. 13ème Rue
18.10 Hawaï police d'Etat. Bonsoir mon amour. Série Club
19.00 Sliders, les mondes parallèles. Un monde de jeunes. M 6
19.00 Highlander. La belle époque. Série Club
19.20 Deux flics à Miami. Tous les moyens sont bons. 13ème Rue
19.25 Fais-moi peur. L'histoire des âmes captives. Canal J
20.13 New York Undercover. *Affaires internes.* L'ange exterminateur. 13ème Rue
20.40 Chicago Hope, la vie à tout prix. Histoire de cœur. La fusillade. RTL 9
21.40 L'Heure Simenon. *La maison du canal.* *Série Club*
22.25 Seinfeld. Le supporter. Canal Jimmy
22.30 La Loi de Los Angeles. La cour des miracles. Téva
22.50 *Total Security.* TSR
23.40 Galactica. Les tombes de Kobol [2/2]. 13ème Rue
23.45 Clair de lune. Etats d'âme. Téva
23.55 Star Trek, la nouvelle génération. Rapports de force (v.o.). Canal Jimmy
0.00 La Fin du marquisat d'Aurel. [2/4]. Histoire

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques.

LES CODES DU CSA :
○ Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● **20.45 Arte**
La Vie en face

La fin de la campagne

SAINT-PLANTAIRE (Indre), au bout du bout du Berry. Début des années 90. Il y a ceux qui sont pour le remembrement, et ceux qui sont contre. Discorde entre les voisins et jusque dans les familles. Pas facile en tout cas de s'opposer à l'opération, de défier les autorités avec ses pauvres mots et des pancartes malhabiles. Le reproche de passéisme vous est vite renvoyé à la figure. Le remembrement, en effet, est présenté comme un moyen d'enrayer le morcellement. La réalité, dans ce pays de bocage comme ailleurs, est autre. Il s'agit d'adapter les terres à l'agriculture intensive, de concentrer les exploitations pour les rendre plus performantes.

Ainsi va la terre, histoire d'un remembrement en Berry, de Vincent Blanchet et Perle Mohl (déjà diffusé en 1994), suit pas à pas cette mutation silencieuse, au milieu des mines sombres et soupçonneuses des paysans. Au début de l'« aventure » du remembrement, on a mal jaugé tous les effets de cette mise aux normes de l'agriculture capitaliste. Ce ne sont pas seulement des cultivateurs en moins, c'est tout un paysage qui se modifie. Des haies, des ruisseaux, une faune, bref tout un milieu qui disparaît et prive de leurs repères les humains qui s'accrochent. Indécence, viol de la terre presque. *« C'est mettre les terres à nu,* lâche un vieux paysan. *C'est pas le progrès, mais la destruction. »*

Un nouveau jardin de la France est redessiné. Plutôt un univers de plates grandes surfaces, dirigées par des « chefs d'exploitation », qui nous nourrissent en abondance certes, mais qui ont surtout les yeux fixés sur les cours du blé à Chicago et sont peu sensibles au chant des oiseaux. On remembre. On signe en fait le décès, comme l'avait annoncé Henri Mendras, d'une civilisation qui a dix siècles d'existence. Et qui construisit le territoire affectif dont nous sommes issus. Chaque Français a dans son « champ » de mémoire un bout de prairie qui émerge dans la brume matinale, une rive ombragée où il peut cacher ses rêveries. Après la fin des paysans, la fin des campagnes.

Régis Guyotat

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.50 Les Feux de l'amour.
14.40 Arabesque.
15.30 Médecin à Honolulu.
16.20 Sunset Beach.
17.15 Beverly Hills.
18.05 Contre vents et marées.
19.00 Melrose Place.
19.50 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Les Truffes ■ Film. Bernard Nauer.
22.25 Urgence ■ *Film. ○ Gilles Béhat.*
0.05 Histoires naturelles. L'eau pure de nos montagnes.
1.00 TF1 nuit, Météo.
1.15 Reportages. Les papis-papas.
1.40 Le Jeune Ballet de France.

FRANCE 2

13.55 Rex.
14.50 Dans la chaleur de la nuit.
15.40 Chicago Hope, la vie à tout prix.
16.30 Le Prince de Bel-Air.
16.55 et 22.35 Un livre, des livres.
17.00 Athlétisme.
19.15 1000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.55 Au nom du sport.
19.56 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.
21.00 Bagdad Café ■ ■ Film. Percy Adlon.
22.40 Brazil ■ ■ Film. Terry Gilliam.
1.00 Journal, Météo.
1.15 Tatort.

FRANCE 3

13.35 Aventures des mers du Sud.
14.25 Les Années de la vie. Téléfilm. Thomas Carter [2/3].
16.00 Les Enquêtes de Remington Steele.
16.50 C'est l'été.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.00 Athlétisme.
20.45 Tout le sport.
21.00 La Carte aux trésors. La Balagne, Corse du Nord.
23.05 Météo, Soir 3.
23.30 Claude François... 20e anniversaire.

CANAL +

13.30 Blood and Wine ■ Film. Bob Rafelson.
15.05 Au pays des Dogons.
16.05 Surprises.
16.20 Babylon 5.
17.05 L'Incroyable Voyage à San Francisco. Film. David R. Ellis.
18.32 Les Baisers.
▶ En clair jusqu'à 20.30
18.35 A l'école vétérinaire. [2/5].
19.00 Best of Nulle part ailleurs.
19.50 et 22.00 Flash infos.
20.00 Zapping.
20.05 Les Simpson.
20.30 Une femme très très très amoureuse. Film. Ariel Zeitoun.
22.05 Dernière danse ■ Film. Bruce Beresford (v.o.).
23.45 La vie comme elle est...
23.55 Angel Baby ■ Film. Michael Rymer.
1.40 Clubbed to Death (Lola). Film. Yolande Zauberman.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.55 Les Lumières du music-hall. Félix Leclerc.
14.25 La Cinquième rencontre... L'Asie. 14.30 Pierres et prières du Sri Lanka. 15.25 Entretien avec Osmund *Bopearachchi, archéologue.*
15.55 Albums de famille.
16.25 Modes de vie, modes d'emploi.
16.55 Jeunes Marins reporters.
17.10 Alf.
17.35 100% question.
18.00 Va savoir.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Beany & Cecil.
19.30 L'Autre Amérique.
20.00 Archimède. RU 486 : le droit à l'avortement menacé.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 La Vie en face. Ainsi va la Terre. Histoire d'un remembrement en Berry.
21.45 ▶ Comedia. Théâtre de rue. Les territoires de l'art.
22.50 Comedia : La Place Royale. Pièce de théâtre. Benoît Jacquot et Brigitte Jaques.
0.40 *Musica.* David Oïstrakh, artiste du peuple ?
1.55 Court-circuit. Jeux de plage. Court métrage. Laurent Cantet.

M 6

13.35 La Rivière infernale. Téléfilm. Chris Thompson.
15.10 Les Routes du paradis.
16.10 et 1.15 Boulevard des clips.
17.30 L'Etalon noir.
18.00 Mission casse-cou.
19.00 Sliders, les mondes parallèles.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.35 La Météo des plages.
20.40 E=M6 junior. Les belugas.
20.50 Zone interdite. Les chemins de l'adoption.
22.50 La Cinquième Victime. Téléfilm. ○ Ivan Nagy.
0.25 Sonny Spoon. Le reptile.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.50 Chroniques du voyageur immobile.
20.00 Les Inventeurs du futur. Les pionniers du cortex.
21.00 La Radio à l'œuvre. Mémoire.
22.40 Nocturnes. Naissance d'un opéra. *Le Dernier jour de Socrate.*
0.05 Du jour au lendemain. Une saison, *de Schefer à Schefer. Chantal Thomas (Comment supporter sa liberté)* (rediff.).
0.48 Coda. Quand ça balance ! ou la chanson française acoquinée au jazz.

FRANCE-MUSIQUE

19.00 Jazz été. Festival d'Uzeste.
19.37 Musique à l'Empéri, à Salon-de-Provence. Concert donné le 4 août, Cour Renaissance du Château de l'Empéri. Œuvres de Schulhoff, Beethoven, Klein, Brahms.
21.30 Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron. Concert donné en direct du parc du Château de Florans, Zoltan Kocis, piano : Œuvres de Bartok, Beethoven.
23.00 Soleil de nuit. Aldo Romano, batteur et compositeur.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.
20.40 Les Soirées. Récital du pianiste Bianconi. Concert enregistré le 25 novembre 1997, salle Gaveau. Œuvres de Haydn, R. Schumann, Liszt.
22.20 Les Soirées... (suite). Œuvres de Tournemire, Magnard, Lazzari.

هكذا من الاهمال

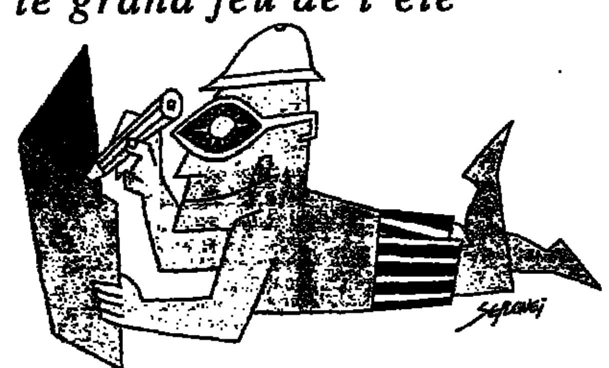
Le Monde

MARDI 18 AOÛT 1998



organise

le grand jeu de l'été



PLUS DE 700 PRIX À GAGNER !

Chaque semaine, entre le 13/7 et le 29/8/98, Le Monde *publie du lundi au samedi une grande série thématique. Cette lecture vous permettra peut-être de gagner l'un des 100 prix hebdomadaires et l'un des 10 prix offerts au classement général. Vous participez selon votre humeur à un jeu hebdomadaire ou à l'ensemble des sept jeux.*

● Jeu n° 6 : « Leur France » - du 17/8/98 au 22/8/98

Cette semaine, six écrivains étrangers racontent au Monde *leur amour de la France.*

Question n° 1 - *Le Monde* du 17/8/98 daté 18/8/98

Par qui Nancy Huston a-t-elle appris à lire le monde qui nous entoure comme un texte ?

Clôture du jeu n° 6 : le 25/8/98 minuit (le cachet de La Poste faisant foi).

Seuls seront pris en considération les papiers libres ou les bulletins-jeu comportant les six réponses du jeu n° 6. Insertion du bulletin-jeu dans *Le Monde* du 22/8/98, daté 23-24/8/98.

Chaque jour, un indice précieux est diffusé sur RTL entre 7 h 30 et 8 h 30.

● Sélection des 100 gagnants hebdomadaires

Chaque jour paraissent un article de la série thématique et une question relative à cet article. Pour jouer, il suffit de répondre aux six questions de la semaine. Les gagnants sont sélectionnés par tirage au sort parmi les papiers libres ou bulletins-jeu indiquant les réponses exactes reçues au plus tard le jeudi suivant la date de clôture du jeu. Par jeu, il ne sera attribué qu'un seul lot par foyer (même nom, même adresse).

1er prix	1 semaine au Sénégal pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières
2e prix	1 semaine au Maroc pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières
3e prix	1 semaine en Tunisie pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières
4e au 100e prix	Un chèque-cadeau Fnac d'une valeur de 500 F

● *Le classement général*

Il classera les participants par ordre décroissant du nombre de réponses exactes données aux sept jeux hebdomadaires. Toute bonne réponse donne un point. Le premier prix sera attribué au participant dont le total des points sera le plus élevé. *Les ex aequo éventuels seront départagés par un tirage au sort. Le* classement général paraîtra dans *Le Monde* du 21/9/98, daté 22/9/98.

Du 1er au 10e prix : des chèques-cadeaux Fnac valables sur tous les produits proposés dans les magasins Fnac : livres, CD, chaînes hi-fi, magnétoscopes, caméscope, appareils photo, micro-ordinateurs, téléphones et billetterie de spectacles.

	chèque-cadeau Fnac		chèque-cadeau Fnac
1er prix	35 000 F	6e prix	5 000 F
2e prix	25 000 F	7e prix	4 000 F
3e prix	15 000 F	8e prix	3 000 F
4e prix	10 000 F	9e prix	2 000 F
5e prix	6 000 F	10e prix	1 000 F

Extrait du règlement

Jeu gratuit sans obligation d'achat. Participation réservée exclusivement aux personnes résidant en France métropolitaine (Corse comprise). Les frais postaux exposés pour l'envoi d'un papier libre ou d'un bulletin-jeu pour chaque jeu hebdomadaire et ceux exposés pour la demande d'un règlement complet, ou d'un remboursement, seront remboursés au tarif lent en vigueur sur simple demande à l'adresse du jeu : Jeu concours *Le Monde* Cedex 2247, 99224 Paris Concours.

Prodige's



L'annonce d'une dévaluation du rouble provoque une violente secousse sur les marchés

La dépréciation de la monnaie russe s'accompagne d'un moratoire de 90 jours sur les dettes

LA CRISE asiatique a rattrapé la Russie. Affaibli par un déficit budgétaire grandissant et la défiance croissante des investisseurs étrangers, Moscou a fini par lâcher le rouble lundi 17 août. La Russie rejoint la Thaïlande, la Corée du Sud, la Malaisie et l'Indonésie, contraintes aussi, lors des douze derniers mois, face à une crise de liquidités, de laisser filer leurs devises face au dollar. Une mission du Fonds monétaire international (FMI) est arrivée d'urgence à Moscou dans la nuit de dimanche à lundi, quelques heures avant l'annonce de la dévaluation de fait du rouble et d'une suspension pour 90 jours des remboursements de crédits étrangers.

Selon un communiqué commun publié lundi en début de journée par la Banque centrale de Russie et le gouvernement, le rouble évolue désormais à l'intérieur d'une marge fixée entre 6 roubles pour un dollar et 9,5 roubles. Par rapport à son cours de vendredi – 6,31 roubles pour un dollar –, la devise russe peut donc maintenant en théorie perdre jusqu'à 50 % de sa valeur. Lundi, le rouble cédait 2 % lors des premières transactions, à 6,43 pour un billet vert. En novembre, le gouvernement russe s'était engagé à maintenir le cours moyen du rouble aux environs de 6,2 pour un dollar pour l'ensemble de la période 1998-2000, avec une fluctuation n'excédant pas 15 %. Le président Boris Eltsine, qui devrait interrompre ses vacances et rentrer au Kremlin, s'était encore engagé, vendredi 14 août, à ne pas laisser filer la devise russe.

Les marchés financiers russes et occidentaux étaient en forte baisse lundi matin. D'autant plus que les agences de notation financière américaines Standard and Poor's et Moody's ont annoncé, lundi matin, revoir à la baisse les notes accordées à la dette russe et à celles des principales banques et groupes industriels du pays.

Les autorités boursières russes avaient décidé de retarder de 45 minutes l'ouverture officielle des cotations, mais cela n'a pas empêché la Bourse de Moscou de perdre plus de 3,4 % après quelques minutes de cotations. *« Les mesures annoncées par le gouvernement russe ont effrayé les investisseurs,* explique Sonja Gibbs de Nomura à l'agence Bloomberg. *Tout le monde était conscient de la nécessité de restructurer la dette, mais la plupart des investisseurs espéraient que cela se ferait de façon plus mesurée et ordonnée. »*

L'onde de choc s'est propagée aux places occidentales. Et plus particulièrement à l'Allemagne, du fait de ses importants engagements financiers en Russie. Selon la Banque des règlements internationaux (BRI), les banques allemandes détiendraient 54 milliards de marks (180 milliards de francs) de créances sur la Russie. Ces sommes *seraient garanties* à hauteur de 90 % par le gouvernement allemand.

VAGUE DE DÉFIANCE

Sur le front des changes, le deutschemark a subi un bref trou d'air tandis que le dollar jouait son rôle traditionnel de monnaie refuge. A l'annonce de la dévaluation du rouble, le mark a brièvement plongé sous la barre des 3,33 francs pour se reprendre aussitôt et revenir à 3,35 francs. En revanche, face au dollar, le mark a durablement enfoncé le seuil des 1,80 mark pour 1 dollar. Par ailleurs, le billet vert est reparti à la hausse face à la devise japonaise, touchant 146,75 yens.

A la Bourse de Francfort, lors des premières transactions sur le marché électronique Xetra, l'indice Dax a plongé à un moment de plus de 3 %. Dans la foulée, la Bourse de Paris a entamé la séance de lundi sur un repli de 1,76 % de l'indice CAC 40, Amsterdam perdait plus de 2 % et Zurich 1,60 %.

Fortement secoués sur les marchés des actions, les investisseurs ont trouvé une fois encore refuge sur les marchés obligataires. La fameuse fuite vers *« la qualité »* qui entretient la baisse des rendements des emprunts d'Etat a une nouvelle fois fonctionné. A l'ouverture du marché obligataire allemand, le rendement du Bund à 10 ans est descendu à 4,42 %, un plancher historique. Son homologue français, l'obligation assimilable au Trésor à 10 ans (OAT) a également vu son rendement se détendre à 4,54 % devant l'afflux de capitaux. Enfin, les rendements des bons du Trésor américain à 30 ans sont descendus à 5,55 %.

Selon les analystes, le principal risque financier aujourd'hui pour les Occidentaux se trouve du côté des banques allemandes. D'autant plus que, fortes de la garantie du gouvernement, elles n'ont pas éprouvé le besoin de faire toute la clarté sur leurs engagements et n'ont guère passé de provision pour risque. Seule la Dresner a indiqué que le montant de ses prêts atteignait 680 millions de marks et qu'elle avait passé 60 millions de marks de provisions, soit à peine 10 % du montant total. A titre de comparaison, la Dresner devrait passer 250 millions de marks de provisions sur ses risques en Asie. La Deutsche Bank a même indiqué : *« Nous n'avons passé aucune dotation pour risque en Russie ».*

En revanche, les investissements directs allemands en Russie sont très faibles (à peine 218 millions de marks) et les industriels d'outre-Rhin n'ont pas participé aux grands projets de développement dans le secteur de l'énergie. Mais les groupes allemands ont investi près de 4 milliards de marks en Pologne, en République Tchèque et en Hongrie, pratiquement autant qu'en France. Et les pays de l'Est de l'Europe pourraient être directement touchés par une vague de défiance des investisseurs échaudés par leurs pertes sur les marchés russes.

Eric Leser et Enguérand Renault

Un séisme financier redouté depuis des mois en Russie

MOSCOU
de notre correspondante

Le séisme financier attendu en Russie depuis des mois a commencé lundi 17 août. Les experts hésitaient pour savoir si les autorités du pays réagiraient à la crise qui le frappe à répétition depuis octobre 1997 en dévaluant le rouble ou en faisant défaut sur les dettes du pays. Lundi 17 août, des communiqués du gouvernement et de la Banque centrale de Russie (BCR) annonçaient dans la matinée qu'elles ont choisi d'avoir recours aux deux. Ce qui a provoqué la panique sur les marchés financiers russes. L'ouverture de la Bourse a été repoussée trois fois dans la matinée.

La BCR a annoncé qu'elle révisait, à partir de lundi, son cours et ses méthodes de cotation du rouble. Elle a gardé le système qui avait permis sa stabilisation depuis 1995, celui d'un corridor de fluctuation par rapport au dollar. Mais ce corridor a été fortement élargi, la parité du dollar pouvant varier entre 6 et 9,5 roubles. En novembre 1997, les autorités s'étaient engagées à maintenir son cours moyen aux environs de 6,2 roubles pour dollar jusqu'à l'an 2000, avec une possibilité de fluctuation de 15 % à la hausse ou à la baisse. Vendredi 14 août, le cours du rouble s'était établi à 6,31 pour 1 dollar. Le même jour, certains changeurs dans la rue en offraient déjà 8. La BCR a, en outre, annoncé un moratoire de 90 jours sur le paiement de la dette extérieure du pays. Quant à la dette intérieure, qui se présente surtout sous forme de GKO (bons du Trésor), le gouvernement et la BCR ont annoncé que les remboursements sont *« suspendus ».*

Les experts avaient conscience depuis des mois qu'une très grave crise financière était inévitable en Russie. Les investissements de portefeuilles étrangers, qui avaient financé le déficit budgétaire de la Russie jusqu'à l'été 1997, avaient commencé à se retirer du marché russe avec le début de la crise en Asie. En même temps, la chute des prix du pétrole, principale exportation de la Russie, pénalisait encore plus son budget. Mais le gouvernement, soutenu en cela par le FMI et nombre d'opérateurs étrangers, espérait pouvoir maintenir sa politique de rouble « stable », qui était considérée comme le principal, et même comme l'unique, succès des réformes économiques russes.

Car une dévaluation du rouble, même limitée à 30 %, affirmait dès juin le ministre des finances Mikhaïl Zadornov, risquait d'entraîner la faillite de la plupart des banques du pays, à l'exception d'une trentaine des meilleures. Les banques russes ont en effet de lourds engagements en dollars auprès des banques étrangères, contrepartie de leurs achats de GKO en roubles. Ces engagements commencent à arriver à échéance, le plus gros des remboursements étant attendu en octobre. Ces remboursements sont désormais suspendus, entraînant des pertes pour de nombreuses banques étrangères, avant tout allemandes.

SIXIÈME PRÊT DU FMI

Depuis juin, la situation était devenue encore plus critique. Le 20 juillet, le FMI accordait un sixième prêt à Moscou d'une valeur de 22,6 milliards de dollars promis avant la fin de 1999. Mais cela n'avait pas suffi pour calmer les investisseurs, étrangers comme russes. La Bourse russe avait chuté de plus de 90 % depuis son plus haut niveau alors que les rendements sur les GKO s'envolaient, signe de ce que les investisseurs étrangers s'attendaient à une dévaluation.

L'annonce de la dévaluation et du moratoire a été suivie par celle du retour à Moscou de Boris Eltsine. Son porte-parole a affirmé qu'il devait rencontrer lundi le premier ministre, Sergueï Kirienko, dans une résidence de vacances à 100 kilomètres de Moscou. M. Kirienko a affirmé, dans la matinée, qu'un *« remaniement ministériel qui toucherait des responsables de l'économie et des finances n'était pas exclu ».* Une délégation du FMI était arrivée d'urgence à Moscou dans la nuit de dimanche à lundi, selon sa représentation moscovite.

Au cours d'une première conférence de presse, lundi, le président de la Banque centrale, Sergueï Doubinine, et le ministre des finances ont cherché à rassurer *« les citoyens russes et les producteurs nationaux », « contre ceux qui spéculent sur les marchés des devises et des GKO ».* La rue moscovite restait calme lundi. Les habitants, habitués à ne donner aucun crédit aux médias russes, n'ont guère cru aux annonces d'une dévaluation imminente qui se sont multipliées ces derniers jours, même si les particuliers étaient dix fois plus nombreux que d'habitude à retirer leurs dépôts bancaires en fin de semaine.

Sophie Shihab

Bruno Peyron améliore le record de la traversée du Pacifique nord

LE NAVIGATEUR FRANÇAIS Bruno Peyron a établi, dimanche 16 août, un nouveau record de la traversée du Pacifique nord à bord du catamaran *Explorer* en reliant Yokohama (Japon) à San Francisco en 14 jours, 17 heures et 22 minutes. Cette traversée est une des étapes de promotion d'une course autour du monde sans escale que Bruno Peyron prépare, baptisée *« The Race/La Course du millénaire ».* Le précédent record était détenu depuis août 1995 par l'Américain Steve Fossett qui avait parcouru les 4 525 milles (8 400 km) en 16 jours, 17 heures et 21 minutes. L'arrivée de Bruno Peyron a presque coïncidé avec l'annonce que Steve Fossett avait échoué dans sa tentative de tour du monde en ballon. Le millionnaire de Chicago est tombé à l'eau, dimanche 16 août, au large des côtes orientales de l'Australie au neuvième jour de sa tentative, apparemment précipité dans le Pacifique par un orage. Lundi 17, trois navires se dirigeaient vers le canot de sauvetage qu'un avion de la *marine* française lui avait largué après l'avoir repéré.

Trois grimpeurs mis en examen après la chute d'un spéléologue

TROIS JEUNES GRIMPEURS soupçonnés d'avoir coupé une corde fixe sur une paroi du massif de la Croix-des-Têtes (Savoie), provoquant la chute d'un spéléologue, ont été mis en examen, dimanche 16 août, à Albertville. Ils ont reconnu les faits. Le plus jeune d'entre eux, âgé de dix-huit ans, a avoué avoir coupé la corde avec un couteau, le 25 juillet, en présence des deux autres. Mis en examen pour violences volontaires et dégradations volontaires, il a été incarcéré au centre de détention d'Aiton. Ses compagnons, âgés de dix-neuf et vingt ans, ont été mis en examen pour omission à prévenir une atteinte à l'intégrité corporelle. Ils ont été laissés en liberté et placés sous contrôle judiciaire.

Dans la nuit du 8 au 9 août, un spéléologue grenoblois de trente ans avait glissé dans le vide en entreprenant la descente d'une falaise en rappel sur une corde statique fixée deux mois auparavant (*Le Monde* du 11 août). Souffrant d'un traumatisme crânien et de multiples fractures, il avait été hospitalisé à Grenoble.

Tirage du Monde daté dimanche 16-lundi 17 août 1998 : 537 174 exemplaires 1-

